

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13730 6 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine DIMANCHE 19-LUNDI 20 MARS 1989

Diabolique inflation...

Les marchés financiers n'ont pas perdu de temps pour saluer la portée de l'indice des prix de gros du mois de février aux États-Unis. Avec une hausse de 1 % succédant à une progression similaire en janvier, il s'agit du rythme le plus élevé depuis le début de 1981, période dont la seule évocation fait encore frémir les esprits américains. Les Bourses ont immédiatement réagi en hausse, Wall Street subissant sa plus forte chute depuis près d'un an, tandis que les marchés obligataires s'effondraient. Le dollar saisisait l'occasion pour se redresser fortement, les investisseurs profitant, comme à chaque fois, de la perspective de rendements alléchants pour venir placer leur mise sur le devise américaine.

Pourtant, les jours précédents, les responsables de divers pays avaient mené avec succès leur croisade visant à convaincre les marchés que l'inflation n'était pas vraiment de retour, et que les preuves du contraire (les mauvais indices de prix mensuels enregistrés, les déclarations de responsables de la Fed, la tendance fondamentalement saine, le président de la Bundesbank avait, en particulier, réalisé une jolie performance en clamant que le rythme de l'inflation ne nécessitait pas de hausse des taux d'intérêt. Déjà tentés de le croire, les marchés avaient été convaincus de la véracité de ses propos grâce à la publication outre-Rhin d'un indice des prix de gros en faible hausse en février.

Mais, à force d'exceptions, on crée une norme. Forcé de le reconnaître, le président américain George Bush a déclaré que l'indice de février sonnait un « coup de cloison » pour la réduction du déficit budgétaire.

Promise depuis plusieurs années, cette dernière finira peut-être par se produire. Mais, d'ici là, ce « coup de cloison » risque surtout d'être celui d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt, seul instrument jugé efficace par les gouvernements pour être trop visible... ou trop douloureux politiquement, comme le serait une réduction directe de la consommation.

Nier l'accélération de l'inflation aux États-Unis étant devenu quasiment impossible, le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Michael Boskin, n'a pas hésité à se déclarer qu'il ne laisserait pas « ce diable sortir de la bouteille car cela demanderait trop de mal pour le faire rentrer ». Pour réussir cette opération délicate, les États-Unis, et les autres pays industrialisés dans leur sillage, devront donc manier avec prudence l'arme des taux d'intérêt. Le souvenir du début de cette décennie, où une forte inflation et la poussée des taux avaient provoqué une récession économique et l'effondrement de la dette du tiers-monde, montre les dangers de cette méthode.

Aux États-Unis, les autorités monétaires, désormais, disposent d'assez d'outils et que les marchés financiers ont gagné assez de maturité pour éviter une récession économique au sens traditionnel. Si l'on veut prolonger encore la croissance économique interrompue depuis près de sept ans, les politiques monétaires devront maintenir un subtil équilibre entre l'inévitable hausse des prix et la dose nécessaire d'augmentation des taux. La coopération internationale s'impose plus que jamais.

(Lire nos informations, page 17.)



Le boycottage du scrutin présidentiel

La guérilla du Salvador trouble le jeu politique

Près de deux millions d'électeurs salvadoriens sont appelés à élire, dimanche 19 mars, le nouveau président. La Démocratie chrétienne, au pouvoir, et l'Alliance républicaine nationaliste (extrême droite) s'affrontent dans un scrutin fortement troublé par la guérilla, qui, malgré son appel au boycottage, n'est toujours pas exclue d'un éventuel dialogue par les partis politiques.

SAN-SALVADOR
de notre correspondant
en Amérique centrale

Tout en maintenant le boycottage des transports, en vigueur depuis jeudi matin 16 mars, la guérilla salvadorienne a assumé sa position à l'égard de l'élection présidentielle de dimanche. Dans un communiqué publié vendredi, le commandement général du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) annonce qu'il « a ordonné à toutes ses unités de ne pas attaquer les bureaux de vote, ni les électeurs ». Il rectifiait ainsi la

position très dure défendue au cours des jours précédents. Les menaces proférées à l'égard des participants au scrutin avaient créé un malaise évident à gauche chez les dirigeants de la Convergence démocratique qui, malgré leur alliance politique avec la guérilla, ont choisi de présenter un candidat aux élections, M. Guillermo Lino. Celui-ci a regretté à plusieurs reprises le boycottage des transports, décrété par le FMLN, ainsi que le sabotage contre les installations électriques, car dit-il, « cela nous affectera davantage que les autres partis ».

BERTRAND DE LA GRANGE.
(Lire la suite page 5.)

Les musulmans de France et l'affaire Rushdie

Islam et libertés

La manifestation contre la publication en France des « Versets sataniques », de Salman Rushdie, qui devait avoir lieu à Lyon, samedi 18 mars, à l'appel de cinq associations islamistes, a été interdite par le préfet de police. Le gouvernement a, d'autre part, ouvert depuis le 15 mars une consultation sur l'organisation de la communauté musulmane en France.

Les religions sont-elles devenues folles ? Le paradoxe a voulu que l'année même du bicentenaire de la Révolution française, mère des droits de l'homme (qu'elle n'a pas toujours respectés), et, après une longue gestation, des lois laïques, l'intégrisme revienne au galop. La vision d'un religieux archaïque, primitif, sauvage et totalitaire s'affirme. Cette image avait été longtemps colportée, en France notamment, et non sans raisons, par une tradition positiviste et

anticléricaliste dont la violence s'émoussait. L'historien et sociologue Emile Poulat distingue trois formes de laïcité : la laïcité « de combat » (ou laïcisme), effectivement en déclin ; la laïcité « de fait » (ou sécularisation), en rapide progrès ; la laïcité « de droit », qui, dans le cadre inchangé des lois de séparation, a contribué à l'amélioration des rapports entre l'État et les religions. Mais aujourd'hui la laïcité de combat peut renaitre, la laïcité de fait gagner du terrain, la laïcité de droit stagner.

Les intégrismes s'affichent sur toutes les scènes du monde (1) et d'abord dans les pays musulmans ou catholiques.

HENRI TINCQ.
(Lire la suite page 8 et nos informations page 20)

(1) Lire à ce propos le dossier publié dans l'Actualité religieuse dans le Monde du 15 mars 1989, 163, boulevard Malesherbes, Paris-17.

La réception de M. Pierre-Jean Remy à l'Académie française

Le romancier Pierre-Jean Remy, qui occupe désormais, à l'Académie française, le fauteuil de Georges Dumézil, a été reçu sous la Coupole, le jeudi 16 mars, par M. Jacques de Bourbon-Busset. Celui-ci a retracé la carrière de l'auteur du « Sac du palais d'été ». Pierre-Jean Remy a fait l'éloge de son prédécesseur, comme le veut la tradition.

Lire pages 9 à 12 le discours du récipiendaire et la réponse de M. de Bourbon-Busset.

Le Monde
RÉGIONS
■ Les encombrements de la Tarentaise.
■ Un tour de France avec nos correspondants.
Page 13

Le second tour des municipales

La gauche et la droite comptent sur le « vote utile »

Le second tour des municipales, le 19 mars, donne lieu à un nombre record de triangulaires et même de quadrangulaires : il n'y aura de duel que dans 66 des 172 villes de plus de 20 000 habitants restées en ballottage après le premier tour. Face au maintien des Verts et du Front national, la gauche et la droite comptent sur le « vote utile » et la mobilisation des abstentionnistes.



Lire page 6 Partie d'ANNE CHAUSSEBOURG.

Le congrès du PC italien

Les communistes en route vers le socialisme doux.
PAGE 4

Changement à la tête d'Elf

M. Le Floch-Prigent succéderait à M. Pecqueur en juin prochain.
PAGE 17

Yves Jobic à la question

Les relations entre le commissaire et la famille Moustafa.
PAGE 8

Le sommaire complet se trouve en page 20

Le poids des écologistes des deux côtés du Rhin

L'autre Europe verte

Verts français et Verts allemands ont connu des évolutions différentes mais se retrouvent à l'échelle de l'Europe sur les mêmes positions.

Par un curieux mouvement de chassé-croisé, les dernières élections locales en France et en Allemagne ont fait apparaître des mouvements convergents dans les deux pays. Les élections de Berlin-Ouest et de Francfort ont révélé en RFA une brusque percée de l'extrême droite, qui semble stabilisée en France ; les municipales françaises remettaient les Verts à l'ordre du jour sur la scène politique française. « Les Français eux aussi verdissent », notait mardi 14 mars le *Süddeutsche Zeitung* de Munich dans son commentaire sur le premier tour des élections françaises.

La différence des systèmes électoraux dans les deux pays oblige à nuancer les comparai-

sons. Avec 13,9 % des voix à Rennes, les Verts n'obtiennent que quatre sièges au conseil municipal, alors qu'à Francfort, avec 10 % des voix, ils obligent les sociaux-démocrates à négocier pour former une coalition et sont en position d'obtenir plusieurs postes d'adjoints. Daniel Com-Bendit espérant bien ainsi devenir chargé de la culture.

La proportionnelle — dont les écologistes français profitent aux municipales, mais qu'ils n'ont eu qu'une occasion, en 1986, d'expérimenter aux législatives — a puissamment contribué à consolider le mouvement des Verts ouest-allemands. Présents au Bundestag depuis 1983 déjà, ils sont aujourd'hui, contrairement à toutes les prédictions, une composante à part entière de la scène politique. Malgré leurs déchirements, leurs résultats électoraux ont été ces dernières années d'une remarquable stabilité et ils constituent désormais la troisième force politique du pays,

devant le Parti libéral, qui a perdu son monopole de parti charnière.

Comme le montrent la formation du sénat de Berlin-Ouest, l'exécutif local, où les Alternatifs ont obtenu trois portefeuilles de sénateurs, ou encore les discussions en cours à Francfort, l'irruption de l'extrême droite sur la scène politique a considérablement relativisé l'épouvantail rouge-vert. Le SPD, pour lequel une telle éventualité était tabou il y a quelques semaines encore, n'écarter plus une coalition avec les Verts à Bonn si les deux partis gagnent les élections législatives prévues pour la fin de 1990. Les Verts ont fait, il est vrai, leur partie du chemin. Après des années d'empoignades, les « réalistes », partisans d'une alliance avec le Parti social-démocrate, ont obtenu gain de cause lors du dernier congrès du parti, en février, à Duisbourg.

HENRI DE BRESSON.
(Lire la suite page 7.)

La polémique sur Béghin-Say

M. Jean-Marc Vernes s'explique

Répondant aux attaques « injustifiées et malveillantes », M. Jean-Marc Vernes, président de Béghin-Say, filiale de Gruppo Faruzzi, présente le 28 avril, sur la demande de la Commission des opérations de Bourse, à ses actionnaires un rapport justifiant les opérations d'achat et de vente (à perte) d'actions Montedison réalisées en 1987.

Ces « attaques » avaient été lancées début février, en pleine affaire Pechiney, et M. Jean-Marc Vernes — proche de M. Jacques Chirac — y a toujours vu des intentions politiques. Le président de la République lui-même n'avait-il pas, au cours de l'émission « Sept sur sept » du 12 février, sur TF 1, dénoncé l'affaire « Béghin-Say, qui représente pour les petits actionnaires une perte de 866 millions de francs » ?

Les petits porteurs en question apprendront, le 28 avril, que cette perte, selon la version de M. Jean-Marc Vernes, est la conséquence non d'une simple manipulation boursière, mais de l'esquisse d'un grand dessin industriel. Par ailleurs, le président du groupe sucrier invoque les gains fiscaux appréciables que cette moins-value a entraînés. Il n'y aurait donc, selon lui, pas d'affaire Béghin-Say, la filiale du géant italien du sucre Faruzzi s'abritant derrière les conséquences du krach d'octobre 1987.

Ces explications sont accueillies avec un demi-sourire dans les milieux financiers, qui s'étonnent de l'absence, dans le rapport de M. Vernes, de l'actionnaire majoritaire Faruzzi, connu pour son savoir-faire boursier.

(Lire page 17 l'article d'YVES MAMOU.)

Dates

Il y a soixante-dix ans

La « Commune » hongroise de Béla Kun

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-51

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak
Rédacteur en chef :
Daniel Varot
Correspondant en chef :
Claude Salas

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-87 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-18 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

| Tel | FRANCE | MONDIPUB | MONDIPUB | MONDIPUB | MONDIPUB |
|-----|---------|----------|----------|----------|----------|
| 3 | 365 F | 359 F | 354 F | 354 F | 354 F |
| 6 | 720 F | 712 F | 702 F | 702 F | 702 F |
| 9 | 1 030 F | 1 009 F | 1 004 F | 1 004 F | 1 004 F |
| 12 | 1 300 F | 1 280 F | 1 260 F | 1 260 F | 1 260 F |

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENVOYEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse dû à la loi
sur la presse : les abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 9 mois 1 an
☐ ☐ ☐ ☐

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Localité :
Pays :

Vous avez l'obligation d'écrire
sous les noms propres en capitales
l'impression.

VINGT ET UN MARS 1919. Au
Dépôt central de Budapest se
tient une réunion insolite, celle de
la direction du Parti communiste. Les
quatorze participants sont tous des
détenués politiques, emprisonnés sur ordre
du comte Mihály Karolyi, président de la
République.

Depuis le 31 octobre 1918, la monarchie
autro-hongroise dissolue est remplacée
par un régime bourgeois. Mais les
socialistes ne se résignent pas à l'ordre
nouveau : selon ces derniers, les
réformes introduites sont insuffisantes
pour briser l'aristocratie et le grand
capital. Des manifestations éclatent
dans la capitale : le 20 février, les
principaux meneurs sont arrêtés par la police.
Parmi eux Béla Kun, âgé de trente-trois
ans, jeune avocat, prisonnier de guerre
rentré de Russie et surtout l'un des fondateurs
du PC, président de la fédération
des groupes étrangers près du comité central
du Parti bolchevique.

Toute la journée, l'attente fiévreuse se
prolonge à Budapest privée de quotidiens
en raison d'une grève des typographes.
Des rumeurs se répandent : des personnes
« bien informées » parlent d'un « assaut
imminent » du Dépôt central par des
ouvriers du centre industriel de Csepel,
pour libérer les « représentants authentiques
du prolétariat tenus captifs par la
bourgeoisie ».

En fait, mandaté par le président Karolyi,
c'est Jeno Landler, l'un des leaders de
l'aile gauche des sociaux-démocrates, qui
rend visite en début d'après-midi à Béla
Kun dans sa cellule. Pour lui offrir le pou-
voir...

Aucun doute n'est permis : le « comte
rouge », surnom donné à Mihály Karolyi,
est débordé. Dans une proclamation
adressée au peuple à peu près au même
moment pour annoncer sa démission, il
affirme qu'« on ne peut assurer l'ordre et
la sécurité que si le prolétariat prend le
pouvoir en main ». Et pour souligner qu'à
« la menace anarcho-sindicaliste de la production »
s'ajoute la gravité de la situation
politique internationale de la Hongrie.

En effet, les vainqueurs de la guerre
mondiale et leurs alliés est-européens
s'impatientent. Vingt-quatre heures avant
la démission du comte Karolyi, le
lieutenant-colonel Fernand Vix du quar-
tier général des forces de l'Entente installé
à Belgrade, accompagné de plusieurs officiers
anglais, américains et italiens, est reçu à la
présidence. Porteur d'une note du général Paul de
Lobit, commandant en chef, le lieutenant-colonel fixe les limites
des territoires qu'avant même la signature
des traités de paix la Hongrie doit céder à la
Tchécoslovaquie et à la Roumanie.
Ultimatum inacceptable pour un homme
d'Etat digne de ce nom.

Les Occidentaux hostiles

Des documents contradictoires relatent
les circonstances de la démission du gou-
vernement et celles du transfert du pou-
voir aux communistes. Mihály Karolyi
reste encore quelques temps en Hongrie,
mais sans jouer un rôle quelconque dans la
suite des événements (1). Dans la soirée
du 21 mars, Béla Kun et ses amis sortent
de prison. C'est l'annonce officielle de la
fusion des partis social-démocrate et com-
muniste, qui prennent le nom commun de
Parti socialiste de Hongrie, tout en adop-
tant les conditions posées par les commu-
nistes en ce qui concerne le programme
provisoire (2).

Le premier jour de la « Commune » est
aussi celui du printemps. Une foule
joyeuse défile sur les grands boulevards ;
plusieurs dizaines de personnes entonnent
en chœur l'*Internationale* et la *Marsellaise*.
Réunis dans la grande salle de
l'hôtel de ville, les militants approuvent la
composition du conseil gouvernemental

révolutionnaire de treize membres présidé
par Sandor Garbai. Mais le « chef » est
Béla Kun, commissaire du peuple chargé
du poste-clé des affaires étrangères.

La conjoncture internationale est plutôt
défavorable, et pas seulement en raison de
l'attitude hostile des Occidentaux à
l'égard du nouveau régime. Certes, l'adop-
tion au premier congrès du Komintern –
réunissant du 2 au 6 mars à Moscou
cinquante-deux délégués venus de vingt et
un pays – d'un manifeste annonçant le
début d'une « nouvelle ère révolution-
naire » encourage les dirigeants de la
« Commune ». De même que l'éclatement

la France, se montrent de plus en plus
préoccupés par l'« extension du bolche-
visme » en Europe centrale et veulent éta-
blir un « cordon sanitaire » autour de la
république des Conseils.

Les « gars de Lénine »

Cette république se montre impitoyable
avec ses ennemis : la mise en œuvre des
réformes s'accompagne de la pratique de la
terreur dirigée par un détachement spé-
cial du ministère de l'Intérieur surnommé
les « gars de Lénine ». En quelques



Béla Kun vers 1925.

des mutineries parmi les marins français
de la mer Noire. Mais, à peu près au
même moment, se produit l'échec de la
révolution à Berlin : les spartakistes pro-
bolcheviques sont écrasés, Rosa Luxem-
burg et Karl Liebknecht massacrés.

A Budapest, la république des Conseils
s'installe. Début de la nationalisation des
usines, des banques, des mines, des che-
mins de fer et des propriétés terriennes de
plus de 100 arpents (57 hectares). Cette
dernière mesure sera plus tard reprochée à
Béla Kun par les Soviétiques : au lieu de
distribuer des terres aux paysans, les diri-
geants les attribuent à des coopératives.
Erreur tactique.

Cependant, au début, la « Commune »,
dont plusieurs décisions permettent l'aug-
mentation du niveau de vie des couches
les plus défavorisées, bénéficie d'un cer-
tain soutien populaire. « 100 000 proprié-
taires occupent les villas et appartements
des aristocrates », se félicite le *Vörös Újság*
(*Gazette rouge*). La grande préoc-
cupation reste néanmoins la situation mili-
taire. Dès le 16 avril commence l'offensive
conjointe des armées des pays voisins.

Les puissances alliées n'ont-elles pas
reconnu en 1916 (par le traité de Bucar-
est) la « justesse » des revendications
roumaines sur la Transylvanie ? Sans
oublier les autres parties de la Hongrie au
nord et au sud envahies par les Tchèques
et les Serbes. Mais la résistance populaire
s'organise. L'armée rouge des ouvriers et
des paysans défend l'indépendance natio-
nale. Les pays occidentaux, et notamment

semaines les exécutés commis vont ternir
l'image de marque de la « Commune »,
même parmi ses partisans.

Si, dans le domaine militaire, quelques
victoires sont remportées à Kassa
(aujourd'hui Kosice en Tchécoslovaquie),
au congrès du Parti qui se tient le 6 juin à
Budapest éclatent les divergences entre
représentants des différents courants qui
composent la direction hétérogène du
régime. Peu après cette réunion agitée, un
autre congrès, celui des Conseils, promul-
gue une nouvelle Constitution : la Hongrie
devient une « république des Conseils
socialistes fédéraux ».

Lénine adresse son salut aux « hommes
politiques des soviets hongrois qui le rem-
plissent d'enthousiasme et d'allégresse »,
et la Provisoire inaugure une rubrique spé-
ciale consacrée aux nouvelles de Buda-
pest. D'aucuns espèrent que les unités de
l'armée rouge qui combattent en Ukraine
feront leur jonction avec celle de l'armée
rouge hongroise, sauvant ainsi la révo-
lution.

Une illusion qui ne durera pas long-
temps. Car l'état se resserre sur la « Com-
mune », combattue par l'Entente et ses
alliés de l'extérieur et les forces conserva-
trices de l'intérieur. Le 23 juin, un dra-
peau rouge est brûlé à Budapest ; un
premier mouvement hostile est réprimé. Mais
Tchèques et surtout Roumains préparent
leur intervention décisive. Le 5 juillet, les
experts de la conférence de paix réunis à
Paris examinent les modalités d'une
action militaire.

Pendant ce temps se regroupent, tout
d'abord à Arad et ensuite à Szeged, deux
villes hongroises placées sous contrôle
français, les adversaires politiques de la
république des Conseils. Les 20 et 21 juil-
let, les syndicats européens organisent des
mouvements de solidarité pour la défense
de la « Commune ». Mais le succès de
cette action internationale sera limité en
Grande-Bretagne et surtout en France, où
le gouvernement a promis des concessions
politiques à la CGT, l'amenant en der-
nière minute à retirer l'ordre de grève.

Les événements s'accroissent. A Buda-
pest, la mission diplomatique italienne
sert de centre aux « contre-
révolutionnaires ». Isolée, en perte de
vitesse, Béla Kun s'adresse à Lénine pour
obtenir cette réponse laconique : « Nous
faisons tout le possible pour aider nos
amis hongrois, mais nos forces sont limi-
tées ». En effet, la situation de l'armée
rouge s'aggrave en Ukraine et il n'est plus
question de fusion.

La fin s'approche. 1^{er} août 1919,
15 heures : dernière réunion du conseil
gouvernemental à Budapest. Applaudi à
son arrivée dans la salle, Béla Kun,
homme brisé, épuisé, prononce un dis-
cours chargé d'émotion. Ses dernières
paroles : « Nous allons reprendre la lutte
plus tard, avec un prolétariat plus mûr ».

Dans un télégramme adressé à Lénine,
Béla Kun reconnaît son échec et annonce
la formation d'un gouvernement composé
de socialistes de droite pour expliquer
avec beaucoup d'amertume que le « tour-
nant » résulte de la décomposition de
l'armée et de l'attitude des ouvriers eux-
mêmes face à la dictature du prolétariat.

« Conspiration trotskiste »

Après cent trente-trois jours de « Com-
mune » et quelques semaines d'un régime
intérimaire, le « gouvernement national »
de l'amiral Horthy entre en scène, sous les
applaudissements des vainqueurs de la
grande guerre. La tragédie hongroise peut
continuer. Le traité de Trianon prive le
pays des deux tiers d'un territoire millié-
naire : trois millions et demi de Hongrois
sont exclus des nouvelles frontières, ce qui,
jusqu'à nos jours, aggrave sensiblement
les antagonismes entre pays voisins,
notamment entre la Roumanie et la Hon-
grie.

Certains des dirigeants de la « Com-
mune » se retrouvent en Russie. Pendant
quelques années, Béla Kun, commissaire
politique aux armées du Sud, poursuivra
son combat révolutionnaire. Plus tard,
avec d'autres, il sera accusé d'avoir partici-
pé à une « conspiration trotskiste contre
l'Internationale » et condamné à mort. Sa
réhabilitation coïncide avec le vingtième
congrès du PC soviétique en 1956. Il y a
six semaines seulement, le 11 février
1989, contredisant la version avancée pen-
dant trente-trois ans, Moscou fait savoir
que, selon de « récentes découvertes »,
Béla Kun a été condamné à mort par le
département militaire de la Cour suprême
de l'URSS, le 29 août 1938, et exécuté le
même jour, et n'est donc pas mort en pri-
son le 30 novembre 1939.

Vraisemblablement, d'autres « décou-
vertes » vont suivre. Mais il est d'ores et
déjà certain que la répression stalinienne a
fait plus de victimes parmi les dirigeants
de la « Commune » (dont l'histoire impar-
tiale et exhaustive reste à écrire) que la
période dite contre-révolutionnaire des
années 1920-1944...

THOMAS SCHREIBER.

(1) Rentré en 1945, il sera nommé à l'ambas-
sade à Paris. Mais en septembre 1949, en signe de
protestation contre la condamnation de László
Rajk, il démissionne pour finir sa vie en exil à
Vienne, en 1955.

(2) Cf. Miklos Molnar : *De Béla Kun à János
Kádár*, Presses de la Fondation nationale des
sciences politiques, Institut universitaire des
hautes études internationales, 1987.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

17 F

LE PALMARES DES PREPAS

Comment s'inscrire dans une prépa aux écoles scientifiques,
littéraires, commerciales, ainsi qu'à l'IEP de Paris. Où et
comment déposer sa candidature, compte tenu de son dossier
scolaire. Concours par concours, les prépas les plus
performantes. Un dossier pratique complet.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

LUNDI 20 MARS (NUMÉRO DATÉ MARDI 21)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

30 pages d'annonces
des centaines d'offres d'emploi
pour les cadres

ATTENTION : ce numéro est publié
avec le Monde Économie en cahier séparé.
N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux

هكذا من الأصل

CHINE : la montée de la contestation

Le chef du PC lance un vigoureux rappel à l'ordre

Le chef du PC chinois a déclaré, vendredi 17 mars, qu'« une minorité de sécessionnistes n'avait pas renoncé » à ses objectifs et a appelé à la « vigilance » en dépit d'un retour à la « stabilité ». De son côté, la Pravda a clairement condamné la souveraineté de la Chine sur le Tibet, réaffirmant comme « par mensonge » les accusations portées contre

Pékin d'avoir illégalement occupé la région. A Paris, le même jour, l'ambassade de Chine a exprimé son « vif mécontentement » et son « regret » à la suite d'un communiqué sur la situation au Tibet de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire. Ce dernier avait exprimé, lundi, son

« émotion » et sa « profonde inquiétude » à propos de la situation au Tibet et préconisé l'envoi d'« observateurs neutres ». « Il s'agit là d'un acte inacceptable qui constitue une ingérence dans les affaires intérieures de la Chine », a déclaré un porte-parole de l'ambassade au lendemain d'une démarche faite par l'ambassadeur auprès du Quai d'Orsay.

PÉKIN
de notre correspondant

Le vigoureux rappel à l'ordre qu'on pressentait devant l'agitation contestataire croissante en Chine est venu. Il a pris la forme d'un discours de sept semaines du chef en titre du Parti communiste, M. Zhao Ziyang, publié vendredi 17 mars par tous les principaux journaux officiels, à la veille de l'ouverture de la session annuelle du Parlement ce week-end, puis d'une distributive contre les étrangers, publiée samedi 18 mars par l'agence officielle Chine nouvelle.

« La Chine ne peut pas instaurer le multipartisme, et elle n'a ni les moyens, ni le besoin, de se doter de partis d'opposition », y déclare en particulier M. Zhao. Le successeur désigné de M. Deng Xiaoping va droit au but : « Dans la réforme du système politique, la position du parti au pouvoir ne peut pas changer. » Et pour ceux, membres du parti communiste ou non, qui

« nourrissent l'espoir d'une déliquescence à l'intérieur même du parti », ou encore qui souhaitent voir les petits partis non communistes alliés au régime jouer un rôle de contre-pouvoir, M. Zhao a tenu à réitérer les règles du jeu : « Les relations entre le Parti communiste et les huit partis démocratiques ne sont pas des relations entre un parti au pouvoir et des partis d'opposition. On applique, en Chine, le système de coopération et de consultation politique sous la direction du Parti communiste. » Garde-à-vous, fixe ! pour les deux membres de ces partis non communistes, MM. Li Feiyao et Hong Fuzeng, qui viennent d'être respectivement nommés vice-ministres du travail et de l'agriculture.

Le discours, prononcé par le secrétaire général du PCC le 28 janvier à l'issue d'une session de l'école supérieure du comité central — organisme qui est censé recycler les élites communistes d'aujourd'hui et préparer celles de demain, — a, du moins, le mérite de la clarté par rap-

port aux formules amoncelées habituellement opposées par le régime à la contestation. Sa publication tardive, en vertu d'une habitude bien établie à Pékin, laisse entendre que le pouvoir commence à se rendre compte que la situation lui échappe non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique.

Un néo-autoritarisme

Face à cette déliquescence, certains théoriciens de Pékin commencent à faire flatter l'idée, par l'intermédiaire de la presse pro communiste de Hongkong, que la Chine a besoin d'un « néo-autoritarisme », idée encore floue mais qui semble faire allusion aux pouvoirs énergiques du monde capitaliste asiatique. Côté du Sud, Taiwan et Singapour notamment. M. Zhao a semblé écarter de la main cette éventualité en se livrant à une vibrante apologie des accomplissements du Parti communiste et en soulignant qu'il n'y avait « pas besoin de chercher de nouvelles ordonnances médicales » pour les maladies dont souffre la Chine.

Cette tentative de retour à la normale vise aussi à baliser au plus serré la session annuelle du Parlement, qui risque fort de ne pas donner lieu cette année aux frictions démocratiques qu'on avait pu constater l'an dernier. La situation économique et sociale ne s'y prête guère, comme l'ont montré en particulier ces dernières semaines les rudes de travailleurs des campagnes démolies par le coup d'arrêt infligé aux industries rurales, sur plusieurs villes de Chine, en quête d'un emploi temporaire.

Preuve supplémentaire de l'inquiétude régnant au sommet, les autorités ont interdit aux journalistes chinois, dont certains montrent ces derniers temps une envie mar-

quée de suivre l'émulation de leurs collègues occidentaux, de poser aux dirigeants des questions embarrassantes. Le régime a ainsi imposé à la presse officielle un black-out complet sur les questions de dissidence pouvant être soulevées par certains députés, qui ont signé les pétitions pour la libération des prisonniers politiques. Une troisième pétition en ce sens circulait depuis quelques jours, signée par plus de quarante intellectuels du domaine des sciences politiques et des journaux en vue. Ceux-ci ont expliqué leur geste par la volonté de dissiper des « rumeurs » que les signataires reprochent au gouvernement de faire circuler pour accuser les étrangers d'être à l'origine de la campagne pour l'élargissement des « contre-révolutionnaires ». Certains ont jugé cette accusation insultante pour les signataires des précédentes pétitions.

Mise en cause des étrangers

De « rumeur », la mise en cause des étrangers dans la campagne pour l'arrêt des prisonniers politiques est pourtant devenue accusation en toutes lettres avec le commentaire au vitriol publié samedi par Chine nouvelle. « Le peuple chinois a trop souffert des invasions étrangères avant la libération du pays », y lit-on notamment. « Beaucoup de problèmes et de difficultés existent [à l'heure actuelle], mais ce sont là les affaires intérieures de la Chine, que le peuple chinois règlera lui-même. Aucun étranger n'est autorisé à s'en mêler. »

La veille, un responsable du tribunal de la municipalité de Pékin, qui avait condamné à quinze ans de prison, en 1979, le dissident Wei Jing-

sheng, dont le nom est au centre de cette campagne, avait exclu catégoriquement toute possibilité d'amnistie à son sujet, en déclarant d'un même souffle que l'intéressé n'était ni un « prisonnier politique », catégorie censée être absente de l'univers pédonnaire chinois, « mais plutôt un contre-révolutionnaire ». Quant à l'astrophysicien dissident Fang Lizhi, il se trouve accusé, samedi, par le Quotidien du peuple d'avoir fait le fier devant la police lors de l'incident du banquet du président Bush, le 26 février.

Ce durcissement soudain souligne a contrario une perte d'autorité. Parmi les signataires d'une des pétitions figurent des savants aussi éminents que le professeur Wang Jingchang, un des pères du programme nucléaire chinois. Des journalistes de la presse officielle ne se gênent pas, en privé, pour juger « inepte » le raidissement en cours. Et même dans les dépêches de l'agence Chine nouvelle, autrefois fidèle perroquet du parti, on pouvait lire encore jeudi une perle mise en cause du régime pour sa lenteur à donner à la presse officielle les moyens d'exercer le rôle de supervision qu'on dit vouloir lui conférer désormais. Les médias du régime sont empêchés de jouer ce rôle en raison des « ingérences des autorités supérieures » et de « la prédominance d'une pensée arriérée », grognait l'agence. Et de déplorer qu'une loi sur la presse n'ait pas encore été introduite en Chine — sa rédaction pousse depuis plus d'un an — car c'est, écrit-elle, « le seul moyen pour protéger une presse efficace dans une société démocratique ». Le ver, cette fois, est dans le fruit, et on peut douter de l'efficacité des avertissements de M. Zhao.

FRANCIS DERON.

AFGHANISTAN

Washington « soutient fermement » la résistance et le Pakistan

Le département d'Etat américain a vivement réagi, vendredi 17 mars, aux accusations portées la veille par l'ambassadeur soviétique à Kaboul, M. Ionil Vorontsov, selon lequel l'attitude de Washington et d'Islamabad en Afghanistan faisait craindre le déclenchement d'un conflit régional (le Monde du 18 mars).

« M. Vorontsov ne peut pas réécrire l'histoire. Plus personne n'a de doutes en ce qui concerne les origines du conflit afghan », a déclaré M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat.

Des « armes de terreur »

Il a ajouté que le Pakistan « avait le soutien total des Etats-Unis » et dénoncé les livraisons de matériel de guerre soviétique à Kaboul, notamment de missiles Scud, « armes de terreur ».

« Il a rappelé que la position des Etats-Unis était toujours de soutenir fermement la résistance et qu'ils faisaient le nécessaire » à ce sujet.

Entre-temps, Kaboul a qualifié de « trahison » la décision de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) d'accorder un siège à la résistance afghane. Sur le terrain, les moudjahidins continuent de pilonner l'aéroport de Jalalabad. Un porte-parole officiel a déclaré, vendredi à Kaboul, qu'environ 8 200 roquettes et obus avaient déjà été tirés sur Jalalabad, dont 7 000 sur son aéroport. De son côté, l'aviation de Kaboul aurait multiplié les raids contre les positions de la résistance. — (AFP/AP.)

● INDE : le rapport secret sur l'assassinat d'Indira Gandhi va être publié. — Le premier ministre indien a annoncé, le vendredi 17 mars, par un message au speaker de l'Assemblée nationale, la décision du gouvernement de rendre public le texte intégral du rapport confidentiel de la commission Thakkar sur l'assassinat d'Indira Gandhi (le Monde du 18 mars), comme le lui demandait l'opposition. Le texte sera sur le bureau du speaker de l'Assemblée nationale lundi. — (Corresp.)

Afrique

SÉNÉGAL

Arrestation d'officiers

Dakar. — Quatre officiers supérieurs sénégalais ont été arrêtés ces derniers jours au Sénégal, tandis que l'ancien chef d'état-major de l'armée, le général Joseph Taveraz De Souza, devenu ambassadeur du Sénégal en RFA, aurait été rappelé à Dakar et mis à la retraite d'office, a-t-on appris de très bonne source vendredi 17 mars à Dakar. Aucune confirmation n'a pu être obtenue de source officielle sur ces arrestations dont on ne connaît pas le motif.

Trois de ces officiers dirigeaient, en avril 1988 — époque de l'état d'urgence à la suite des troubles consécutifs à l'élection présidentielle — le corps des parachutistes, celui des blindés et celui des commandos. Le quatrième s'occupait de l'intendance, le général Taveraz De Souza assumait alors les fonctions de chef d'état-major de l'armée.

Un tract circulant vendredi à Dakar et signé d'un « groupe d'officiers et de sous-officiers » demandait la libération du général Taveraz De Souza et d'autres officiers, sans en préciser le nombre ou l'identité.

Selon le tract, les intéressés seraient actuellement « aux arrestés de force ». Ce tract accusait le ministre d'Etat Jean Collin d'avoir voulu mettre l'armée sénégalaise au service du Parti socialiste au pouvoir.

D'autre part, la grève observée depuis le 11 février par les professeurs de l'université de Dakar s'est étendue vendredi aux écoles primaires et secondaires du pays à l'appel du Syndicat unique des enseignants du Sénégal (SUEDES). Largement majoritaire, celui-ci a demandé à ses militants de cesser le travail pour quarante-huit heures, avec possibilité de reconduire le mouvement entre les 20 et 25 mars, veille des vacances de Pâques.

La poursuite de la grève à l'université, qui entrera lundi dans sa sixième semaine, fait planer la menace d'une seconde « année blanche » consécutive pour les étudiants, qui avaient dû redoubler à la suite des troubles de 1988. Les professeurs réclament une revalorisation substantielle de leurs salaires et de diverses primes. — (AFP, Reuter.)

COTE-D'IVOIRE

M. Houphouët-Boigny va offrir au pape la basilique de Yamoussoukro

En visite privée à Paris, le président Félix Houphouët-Boigny a indiqué, vendredi 17 mars à sa sortie de l'Elysée, qu'il souhaitait « offrir au pape et au Vatican » la basilique monumentale qu'il fait construire dans sa localité natale de Yamoussoukro.

Interrogé sur son prochain voyage à Rome, le doyen des chefs d'Etat africains a indiqué qu'il « avait proposé au Saint-Père d'accepter ce don ». « S'il accepte, la basilique n'appartenra plus à la Côte-d'Ivoire et encore moins à moi. C'est le pape qui décidera de la date de la consécration de la basilique, dont la construction sera termi-

née le 10 septembre », a-t-il ajouté. Conçu par l'architecte ivoirien d'origine française Pierre Fakhoury, l'ouvrage se veut une fidèle réplique de la basilique Saint-Pierre de Rome. Le coût du chantier est évalué à 40 milliards de francs CFA (800 millions de francs).

Le président ivoirien, dont le pays ne peut plus assumer le service de la dette extérieure et qui plaide en faveur d'une remise de la dette des pays incapables de payer, a réaffirmé que ce monument était construit avec ses « propres moyens » financiers.

EN BREF

● AFRIQUE DU SUD : une visite d'avocats de la cour de Paris. — Une délégation de l'ordre des avocats à la cour de Paris, conduite par le bâtonnier Philippe Lafarge, vient de se rendre en Afrique du Sud. Elle a regretté de ne pas avoir été autorisée à rendre visite à Nelson Mandela et elle a constaté que « l'état d'urgence [mettait] en cause les libertés fondamentales » et que l'exercice des droits de la défense est très difficile et, dans certains cas, rendu illusoire.

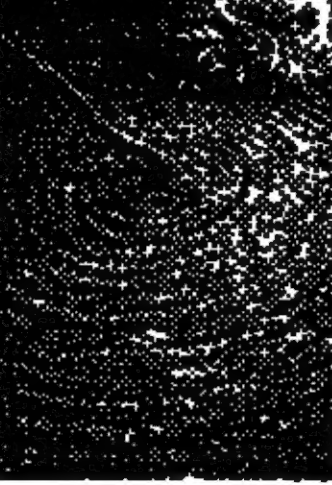
● ALGÉRIE : quatre morts dans l'effondrement d'une passerelle. — Quatre personnes ont trouvé la mort, vendredi 17 mars à El-Harrach, dans la banlieue algéroise, lorsqu'une passerelle enjambant un cours d'eau s'est bruta-

ment effondrée, entraînant avec elle plusieurs centaines de personnes. Chaque vendredi des milliers de jeunes empruntent cette passerelle Sainte-Catherine, point de passage obligé pour franchir l'oued El-Harrach et accéder à un marché sur un vaste terrain vague. La charpente métallique a cédé sous le poids des hommes et des ans. — (Corresp.)

● OUGANDA : exécution de trois anciens collaborateurs d'Ili Amin Dada. — Trois anciens collaborateurs du dictateur déchu de l'Ouganda, Ili Amin Dada, ont été pendus mercredi 15 mars à Kampala. « On a appris de bonne source. Parmi eux figure l'ancien chef de la police Kassim Obura. Il s'agit des premières pendaisons en Ouganda depuis quinze ans. — (AFP.)

Points ACTUELS

Robert Guillain
Orient Extrême
Une vie en Asie



Points Actuels

Françoise Dolto
Enfances



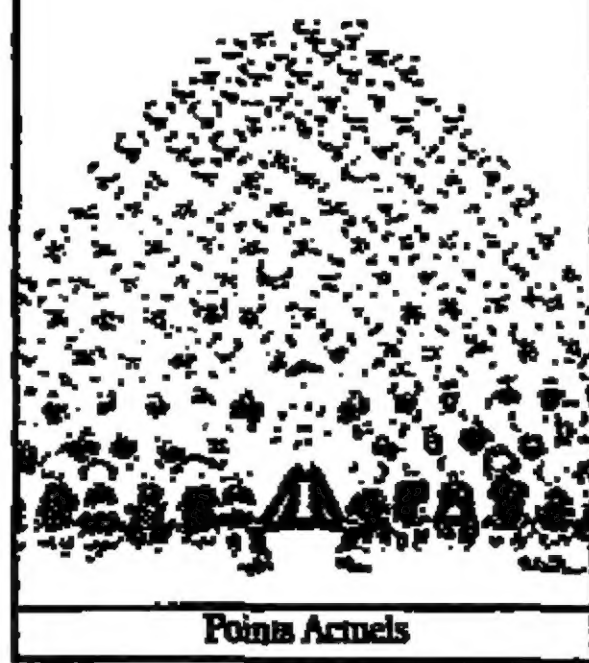
Points Actuels

Dany Cohn-Bendit
Nous l'avons tant aimée, la révolution



Points Actuels

Hervé Hamon
Patrick Rotman
Tant qu'il y aura des profs



Points Actuels

François de Closets
Tous ensemble
Pour en faire avec la syndicalité

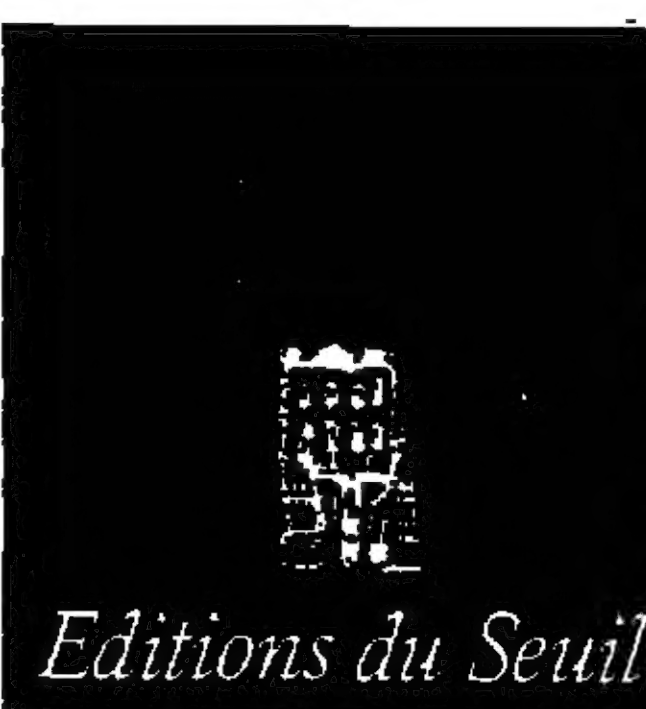


Points Actuels

Jean-Loup Chiffet
Sky my husband!
Ciel mon mari!
Guide de l'anglais courant
Guide de l'anglais courant
Dessins de Cibo



Points Actuels



Editions du Seuil

Le Monde

SUPPLÉMENT
SPÉCIAL EMPLOI

30 pages

ATTENTION

Europe

ITALIE : le PCI en congrès

Les communistes en route vers le socialisme doux

ROME
de notre correspondant

Adieu Marx, Engels, et toute la sainte trinité ! Le Parti communiste italien (PCI) coupe les ponts, largue les amarres et s'en va bouillir dans les eaux encombrées du réformisme bon teint. Celui qui, espère-t-il, lui permettra de reprendre son voyage au long cours vers les rives à lui inconnues du pouvoir en Italie.

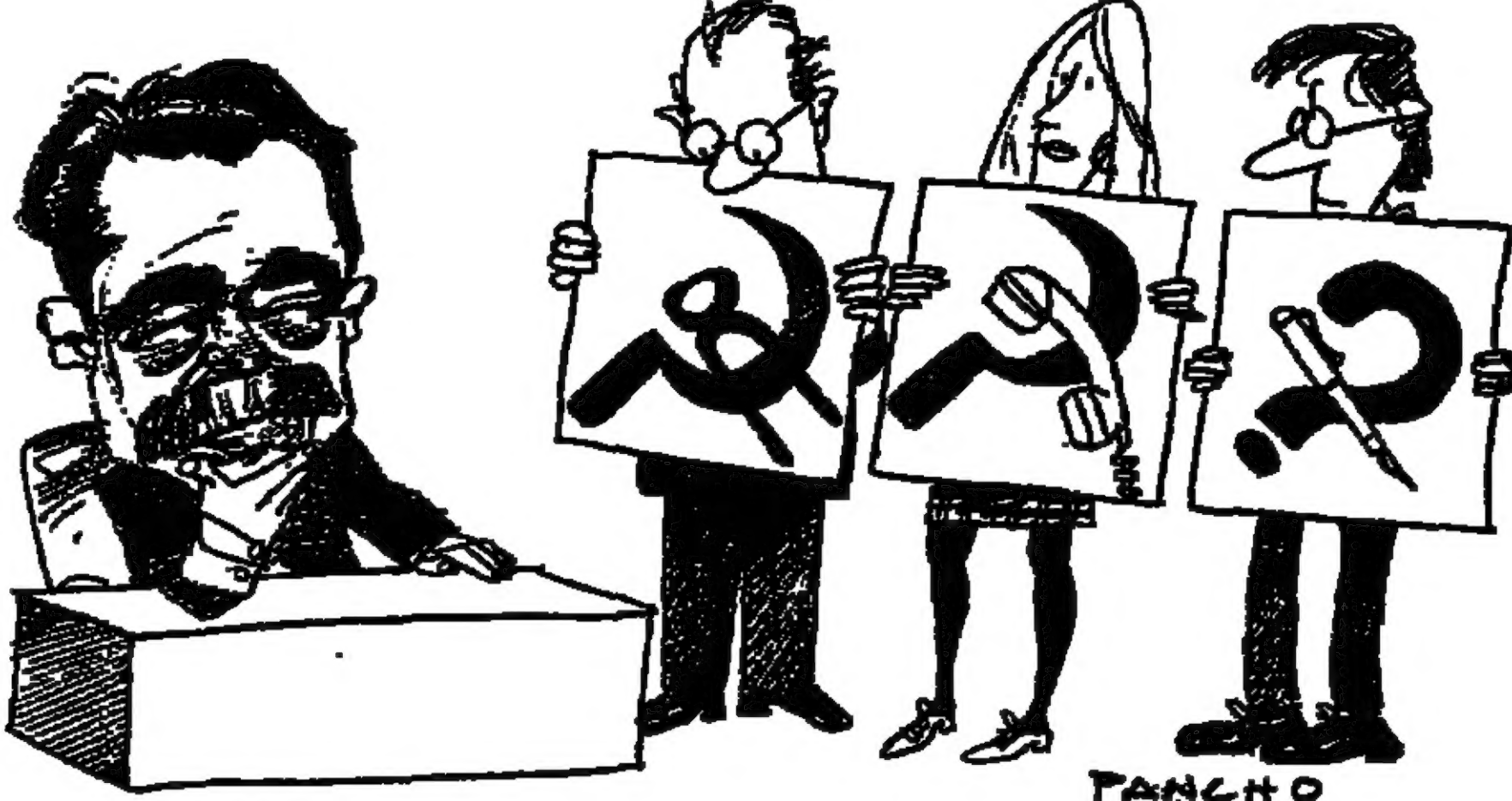
Un tiers des voix aux élections européennes de 1984, 27 % aux dernières législatives et 21,2 % lors des consultations provinciales partielles de 1988. Le dilemme du premier parti communiste d'Europe occidentale tient, entre autres, à ces trois chiffres.

Samedi 18 mars, à Rome et pour quatre jours, plus de mille délégués au dix-huitième congrès du parti devront entériner la nouvelle stratégie et dire si oui ou non ils sont prêts, pour survivre, à passer sur le cadavre de leur propre histoire.

Si la suggestion de M. Giorgio Napolitano, « ministre des affaires étrangères » du PCI et chef de ceux qu'on appelle « les sociaux-démocrates du communisme », est en effet retenue, le parti aura bientôt changé de nom. « Parti du travail » ou « de la gauche unie », peu importe au fond. L'abandon du sigle naziwa sacro-saint couronnera l'évolution, pour ne pas dire la révolution, de ce communisme italien qui n'a jamais été tout à fait comme les autres et qui, aujourd'hui, est en quête d'une nouvelle identité.

Secrétaire général depuis juin dernier, cinquante-quatre ans, du style et de la ténacité, M. Achille Occhetto a une obsession avouée : reconstruire la « maison commune de la gauche » en Italie et proposer enfin aux électeurs une « alternative crédible » au gouvernement, monopolisé depuis quarante ans par la Démocratie chrétienne et ses différents partenaires coalisés.

Problème. Le Parti socialiste de M. Bettino Craxi qui, lui, participe au gouvernement et qui pèse aujourd'hui entre 15 et 18 % de l'électorat, est d'accord pour la « maison commune » à condition d'en être le patron. Sur ce point, ce sont les urnes qui finiront bien par trancher, et toute la stratégie de M. Occhetto vise évidemment à les séduire. Condition nécessaire, selon l'actuelle direction : ne plus faire peur aux bourgeois, puisque l'Italie se reconnaît majoritairement en eux.



Alors, fini l'ouvriérisme systématique, le centralisme bureaucratique, le rituel sacré, il faut « légitimer » l'Eglise communiste et changer son image. Achille Occhetto paie de sa personne et, rompant avec la tradition des dignitaires distants et figés comme des bustes de Lénine dans les mairies d'Ukraine, il se montre dans les gazettes, amoureux, baise tendrement les lèvres de son épouse. Ce fut d'ailleurs un beau scandale dans le Landers politique italien. Mais l'activisme du secrétaire général ne s'arrête pas là.

« Délégués extérieurs »

Le 18 mars, à Rome, à côté des délégués encartés du parti siégeront, pour la première fois, 270 « délégués-observateurs », non membres du PCI mais officiellement chargés de représenter « les millions d'électeurs du parti ». Parmi eux des personnalités de gauche célèbres, comme le metteur en scène Giorgio Strehler, des présidents d'université, des magistrats et même... deux prêtres. Enrico Berlinguer ne disait-il pas que la pratique religieuse n'est pas antinomique avec l'appartenance au PCI ?

Bref, après avoir quasiment détruit le patrimoine idéologique du parti et multiplié les déclarations révisionnistes et provocantes « Nous sommes les héritiers de la Révolution française mais pas des jacobins », M. Occhetto continue son œuvre de récupération des valeurs de la démocratie libérale et s'en va chercher à l'étranger le soutien de crédibilité dont son parti a besoin.

A Bonn, le SPD et M. Willy Brandt lui réservent un chœur d'applaudissements. La gauche allemande voit d'un bon œil l'annexion du PCI à l'Internationale socialiste et, s'ils changent formellement d'étiquette, ses vingt-sept élus au Parlement européen pourraient même entrer bientôt au groupe socialiste de Strasbourg. Ne reste plus à obtenir en l'espèce que le feu vert de Bettino Craxi, ce qui n'est pas encore acquis. Le Parti socialiste italien a tout de même fait une part de ses beaux électeurs sur la peur qu'inspire encore le communisme transalpin, et il ne semble pas prêt à lui fournir le certificat d'engagement qu'il réclame.

Si le PCI se banalise, s'il parvient, comme il le souhaite, à concilier la culture libérale et un socialisme doux, certes on ne pourra plus lui interdire l'accès au pouvoir, mais à qui va-t-il prendre des voix ? Tout le problème soulevé par ce déluge de nouveautés, privées de leur vieille identité historique, amarrées à cette Europe aux contours mal définis, les militants mais aussi les électeurs italiens vont peut-être finir par se demander ce qui différencie le PC du PS. A quel sert le communisme aujourd'hui dans la péninsule ? Réponses aux prochaines élections.

PATRICE CLAUDE.

RFA

La grève de la faim des détenus de la Fraction armée rouge

BONN
de notre correspondant

Va-t-on vers une nouvelle épreuve de force entre le gouvernement fédéral et les détenus de la Fraction armée rouge ? Une grève de la faim commencée il y a six semaines par une quarantaine de détenus appartenant au noyau dur de la RAF et menée selon le « modèle irlandais » — après avoir jeûné ensemble pendant deux semaines, puis s'être arrêtés, les participants ont entrepris par deux fois les quinze jours de la grève — embarrasse les autorités judiciaires de la RFA.

Karl Heinz Dellwo, détenu à la prison de Celle, en Basse-Saxe, et condamné à la détention à perpétuité pour sa participation à un attentat contre l'ambassade de RFA à Stockholm en 1975, qui fait partie avec Helmut Pohl de la première vague de grévistes, se trouve, selon son avocat, dans un état critique.

La loi ouest-allemande prévoit que les autorités pénitentiaires doivent procéder à l'alimentation forcée par sonde des grévistes de la faim en danger de mort. Cette mesure avait été décidée après le

décès de Holger Meins, un compagnon d'Andreas Baader.

Les détenus de la RAF, qui se considèrent toujours comme des « prisonniers de guerre », exigent d'être rassemblés en « un ou deux grands groupes » alors qu'ils sont actuellement dispersés dans une quinzaine de lieux de détention. Ils demandent également la libération immédiate de quatre d'entre eux, Gunter Sonnenberg, Claudia Wamersdorfer, Bernd Römer, Angelika Göder, en raison de leur état de santé. Le gouvernement et le parquet général ont pour l'instant opposé une fin de non-recevoir aux revendications formulées.

Indirectement, le président de la République, M. Richard von Weizsäcker, a donné un signal aux grévistes en accordant la semaine dernière la grâce d'une déesse de la RAF, Angelika Speidel, qui avait pris ses distances avec l'organisation terroriste. Il a peu de chances cependant que le noyau dur qui mène le mouvement actuel se laisse entraîner dans la voie du repentir menant à l'amnistie.

L. R.

ROUMANIE

Limogeage de quatre hauts responsables financiers

Le ministre roumain des finances, M. Gheorghe Parascăv, et un vice-premier ministre, M. Nicolae Ionescu, ont été limogés pour « activités illégales et incompétence », ainsi que deux autres hauts responsables, le gouverneur de la banque centrale, Florin Dumitrescu, et le président de la banque d'agriculture, Nicolae Eremia, a rapporté vendredi 17 mars la radio roumaine.

La décision a été prise au cours d'une réunion du bureau politique du PC roumain, présidée par le numéro un du régime, M. Nicolae Ceausescu. Cette réunion a donné lieu à de sévères critiques à l'égard des organismes financiers et bancaires de Roumanie, dont l'activité a été jugée trop peu performante. Selon l'agence officielle Agerpres,

le président Ceausescu a notamment condamné « les graves violations des provisions légales dans la délivrance de crédits » et la liquidation des industries déficitaires.

Ces limogeages interviennent à un moment où le régime roumain se trouve de plus en plus isolé sur la scène internationale (le Monde du 17 mars), tandis qu'à l'intérieur les opposants cherchent à se faire entendre. Le quotidien du parti, *Scinteia*, a accusé vendredi de trahison et d'assassinat de la cause révolutionnaire les six anciens responsables qui ont signé une lettre ouverte demandant le respect des droits de l'homme et la suspension des exportations de produits alimentaires. — (Reuters, AP, AFP.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Deux pacifistes condamnés

Deux jeunes fondateurs de l'Association pacifiste indépendante tchécoslovaque, Hana Marvanova et Tomas Dvorak, ont été condamnés, vendredi 17 mars, à Prague, à dix mois de prison avec sursis, pour avoir participé à des manifestations dans la capitale.

Hana Marvanova, vingt-six ans, et Tomas Dvorak, vingt-trois ans, étaient poursuivis pour « incitation à la rébellion », accusation qui a valu des peines plus lourdes le mois dernier à plusieurs autres opposants, dont Vaclav Havel, condamné à neuf mois d'emprisonnement ferme.

En détention préventive depuis cinq mois, les deux militants pacifistes n'ont cependant pas été libérés, car le procureur a fait appel de la décision du tribunal. Par ailleurs, l'ancien leader du « printemps de Prague », M. Alexandre Dubcek, n'a pas été

autorisé à sortir de Tchécoslovaquie pour se rendre en Italie, où il devait assister au congrès du PCI, ont indiqué les communistes italiens.

Enfin, la radio tchécoslovaque a rapporté que le chef du PCT, M. Milos Jakes, s'était rendu au chevet du président de la République, M. Gustav Husak, hospitalisé à la suite d'une « légère attaque d'apoplexie ». C'est la première fois que les médias officiels font état de l'hospitalisation de l'ancien numéro un tchécoslovaque. (AFP, UPI, Reuters.)

Manifestation pour Vaclav Havel. — A l'occasion du procès en appel de Vaclav Havel, plusieurs associations de défense des droits de l'homme appellent à une manifestation, mardi 21 mars à 18 heures, devant le Théâtre de Chailiot, à Paris.

Proche-Orient

LIBAN

Douze morts au moins dans l'attentat à la voiture piégée à Beyrouth-Est

Douze personnes au moins ont été tuées et une centaine d'autres blessées, vendredi matin 17 mars, dans l'attentat à la voiture piégée perpétré dans la banlieue chrétienne de Beyrouth (le Monde du 18 mars) et dont le général Michel Aoun, chef du gouvernement libanais chrétien, a rejeté la responsabilité sur la Syrie. L'explosion a eu lieu à une heure d'affluence, à une quinzaine de mètres d'une boulangerie devant laquelle de nombreuses personnes faisaient la queue.

Dans un communiqué diffusé deux heures après l'attentat, un porte-parole du général Aoun a accusé « l'armée d'occupation syrienne » d'avoir commis cet acte. Le communiqué affirme toutefois que les brigades de l'armée fidèle au général Aoun « ne riposteront pas à cet attentat en bombardant » Beyrouth-Ouest, le secteur à majorité musulmane sous contrôle de l'armée syrienne. — (AFP.)

M. Perez de Cuellar proteste contre les incidents entre l'armée israélienne et les « casques bleus »

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a protesté, vendredi 17 mars, auprès du ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens, contre les incidents qui opposent régulièrement les forces israéliennes aux « casques bleus » stationnés dans le sud du Liban. Les discussions (à New-York entre MM. Perez de Cuellar et Arens) ont pris forme de « protestation », a indiqué le porte-parole de l'ONU.

La rencontre, au siège des Nations unies, entre MM. Perez de Cuellar et Arens — qui effectue une visite officielle aux Etats-Unis — n'a duré que vingt-cinq minutes alors qu'elle était prévue pour se prolonger trois quarts d'heure. Il est vrai que les deux hommes ne pouvaient que constater leurs désaccords, tant en ce qui concerne la conférence internationale — qu'Israël refuse mais que le secrétaire général a reçu mandat de préparer — que les territoires occupés et la situation dans le sud du Liban. — (AFP.)

L'effondrement de la tour de Pavie : deux morts, deux disparus

Pavie. — Les travaux de déblaiement se poursuivent dans les débris de la Tour civique, majestueux beffroi de 78 mètres de haut édifié au onzième siècle, qui s'est effondré vendredi 17 mars. En fin de journée, deux survivants — dont un barbillon qu'on avait cru mort — et deux corps avaient été dégageés des gravats : celui d'une femme de cinquante-deux ans qui tenait un

● RECTIFICATIF. — Dans nos éditions du 17 mars, dans l'article consacré aux manifestations de Budapest, nous avons écrit par erreur que la révolution hongroise du 15 mars 1984 avait suivi le Communisme de Paris. Il ne s'agissait évidemment pas de la Commune... de 1871, mais des journées de février 1949 à Paris.

Selon l'Eurobaromètre

L'adhésion à l'unification européenne se consolide

Les ressortissants de la CEE sont de plus en plus favorables à l'idée d'unification européenne, selon l'Eurobaromètre (1) qui vient d'être publié par la Commission des Communautés européennes. Ainsi, à l'automne 1988, 49 % des Britanniques estimaient que l'appartenance de leur pays à la CEE était une bonne chose, contre 37 % au printemps. L'évolution est de dix points au Danemark, où l'on passe de 37 à 47 %, ainsi qu'en RFA où la proportion de favorables atteint 59 % au lieu de 49 %.

● Vis-à-vis des efforts d'unification de l'Europe occidentale, 34 % des Français se disent « très favorables » (ils étaient 29 % au printemps), 52 % « plutôt favorables » (55 % au printemps), 6 % « plutôt défavorables » et 2 % « très défavorables ». Les plus récalcitrants sont les Danois (15 % de « très défavorables »), les plus enthousiastes les Italiens (37 % de « très favorables ») et 53 % de « plutôt favorables ».

(1) L'Eurobaromètre est une enquête réalisée par des instituts nationaux spécialisés, tous membres de l'European Omnibus Survey. Dans le cas présent, 11 795 personnes âgées de quinze ans ou moins ont été interrogées, chez elles, du 17 octobre au 21 novembre 1988.

GRANDE-BRETAGNE

Les enquêteurs démentent avoir identifié les auteurs de l'attentat de Lockerbie

Les services britanniques chargés de l'enquête sur l'explosion du Boeing de la Pan Am, au-dessus de Lockerbie, qui avait provoqué la mort de deux soixante-dix personnes, le 21 décembre dernier, ont démenti, vendredi 17 mars, avoir identifié les auteurs de l'attentat.

« Je puis vous confirmer que les preuves sont insuffisantes pour que soit établie l'identité de l'individu ou du groupe responsable », a déclaré un inspecteur britannique, démentant les informations publiées par le Times et le Guardian selon lesquelles l'identité du responsable serait dévoilée la semaine prochaine (le Monde du 18 mars).

De son côté, un porte-parole du parquet ouest-allemand, M. Alexander Prochelt, a indiqué vendredi que l'enquête menée en RFA « n'a absolument pas évolué, et tous les commentaires faits en Grande-Bretagne sont des spéculations ». La justice ouest-allemande n'a « aucune indication concrète » permettant d'établir un lien entre l'attentat et le groupe palestinien FPLP-CG, a précisé M. Prochelt. Le journal britannique Today avait affirmé que « le principal suspect, un membre du Front populaire de libération de la Palestine-commandement général » (de M. Ahmed Jibril), était « détenu sous bonne garde quelque part en Europe ». — (AFP, AP.)

« Une call-girl à la Chambre des communes »

On sait peu de choses de Pamela, si ce n'est qu'elle est indienne et assistante parlementaire. Son nom serait Borden — à moins que ce ne soit Bards — son âge reste indéfini. Et pourtant, « Pam » fait la « une » de la presse populaire britannique depuis une semaine. Jeudi 14 mars, sa photo — fort suggestive — s'était mise en couverture du Sun (quatre millions d'exemplaires) avec pour titre : « Pam : Je pourrais faire tomber le gouvernement ». Le jour même, les députés se saisissaient de l'affaire.

Quel scandale la voluptueuse assistante parlementaire pourrait-elle donc provoquer ? On lui connaît, certes, beaucoup de relations. Mais elle a surtout une réputation, celle de travailler avant la nuit, dans les couloirs de Westminster.

C'est l'hebdomadaire News of the World qui a lancé l'affaire, avec un titre : « Une call-girl à la Chambre des communes », et une exclusivité : le ministre des transports, M. Colin Moynihan, avait assisté à une élégante soirée du Parti conservateur au bras de la jeune femme, laquelle fait payer ses services « au moins

500 livres » (environ 6 000 francs). Depuis, le ministre a protesté de son innocence. De même que l'employeur de « Pam », un député conservateur. De même que le directeur de l'Observer, photographé lui aussi aux côtés de la jeune femme, main dans la main. Son confrère du Sunday Times fait également partie de la galerie, à laquelle la presse vient d'ajouter tout récemment un cousin du colonel Kadafi.

Cette dernière révélation risque, si elle est avérée, de donner une nouvelle dimension à l'histoire. Car, jusque-là, le parallèle avec la célèbre affaire Profumo — du nom du secrétaire d'Etat à la Défense contraint à démissionner, en 1963, à la suite d'une liaison avec une jeune personne elle-même liée à un attaché naval soviétique — s'était très vite arrêté : un scandale ne prend véritablement de l'ampleur que lorsque la sécurité de l'Etat est menacée. Il n'en était pas question jusqu'à ce qu'on apprenne que ce fameux colonel libyen est, justement, officier du haut rang des services de sécurité libyens.

M. P.-S.

سكوا من الأمل

AMARAGE LA RAD

Amériques

ÉTATS-UNIS

Le Sénat confirme M. Richard Cheney au poste de secrétaire à la défense

WASHINGTON
de notre correspondant

Une semaine et un jour auront suffi au Sénat américain pour confirmer, à l'unanimité, M. Richard Cheney au poste de secrétaire à la défense, alors que le calvaire de M. John Tower, le premier candidat malheureux nommé par M. Bush, avait duré trois mois, pour se terminer par une implacable mise à mort.

La célérité exceptionnelle de la procédure est certes une politesse rendue au président, elle vient compenser l'absence de tout candidat sérieux pour M. Bush, les démocrates, il suffisait de nommer un candidat convenable, au lieu de s'obstiner à soutenir contre vents et marées ce John Tower qui aimait trop la bouteille et les femmes, et qui, surtout, le Sénat n'aimait pas. Quelques allusions à la

furieuse bataille des semaines passées ont émaillé le débat, mais on est resté le plus souvent au niveau de la plaisanterie : « Croyez-moi si vous voulez, a lancé un sénateur républicain, il n'est même arrivé de boire une bière avec lui... »

Naturellement, les qualités propres du nouveau chef du Pentagone, Richard Cheney, ont facilité les choses. M. Cheney ne passe pas pour un agneau en politique, c'est un conservateur bon teint, et il a mené fermement quelques batailles à la Chambre des représentants. Mais c'est, dit-on, un homme de contact agréable et il joue franc-jeu. Les sénateurs n'ont pas tardé d'élire sur lui au cours des auditions, M. Cheney évitant pour sa part de s'engager par des déclarations trop précises. Il a néanmoins exprimé, à propos des relations avec l'Union soviétique, une inquiétude qui reflète largement les préoccupations de l'actuelle administration : il convient, a-t-il dit, « d'être prudent. On court le risque que la perception en Occident des changements intervenus en URSS dépasse la réalité de ces changements ».

M. Cheney a d'autre part exprimé un point de vue positif sur l'initiative de défense stratégique (IDS), et s'est déclaré plutôt favorable à un déploiement conjugué du missile stratégique à têtes multiples (le MX) et de Midgetman (à tête unique).

Faire des économies

Une très lourde tâche attend le nouveau secrétaire à la défense. Il ne sera pas forcément accueilli avec une grande chaleur au Pentagone (il n'a jamais servi dans les forces armées) et devra se familiariser avec cette immense machine, tout en approfondissant les sujets complexes qu'il a devant lui : ne pas dominer partiellement - par exemple le problème des armements conventionnels.

Il sera aussi immédiatement confronté à une nécessité impérieuse : faire des économies, ce qui, après les efforts déjà consentis au cours des années passées, signifie désormais prendre des mesures plus douloureuses en taillant dans la chair

des grands programmes de défense. Déjà l'US Air Force envisage de repousser de deux ans la mise en production de son nouveau bombardier stratégique, « furtif » (Stealth B 2), et de réduire une série d'autres projets.

Peu avant la confirmation de M. Cheney par le Sénat tout entier, la commission des affaires étrangères de la Chambre haute avait recommandé à l'unanimité la confirmation de M. Laurence Eagleburger au poste de numéro deux du département d'Etat (secrétaire d'Etat adjoint). Bien que M. Eagleburger soit un diplomate de grande expérience, et aux compétences incontestées, ses « auditions » n'ont pas été sans difficulté. En effet, certains sénateurs se sont inquiétés de ses relations avec diverses grandes multinationales en tant que membre des « Kissinger Associates », une société conseil dirigée par l'ancien secrétaire d'Etat.

Ces activités avaient rapporté l'an dernier plus de 900 000 dollars à M. Eagleburger, et quelques sénateurs républicains ont trouvé curieux qu'on ait fait tant d'histoires à propos de l'association avec M. Tower de divers constructeurs d'armement et qu'on soit plus indulgent à l'égard de M. Eagleburger. Mais l'intéressé s'est engagé à rester en dehors de toute décision concernant les sociétés qu'il avait consultées (mais dont on ignore la liste exacte), et personne n'a trop insisté, sans doute parce que personne n'avait vraiment envie de se retrouver avec une nouvelle « affaire » sur les bras.

JANKRAUZE

● COLOMBIE : le gouvernement signe un accord de paix avec le M-19. — Le gouvernement colombien a signé, vendredi 17 mars, avec les guérilleros du M-19 un accord définissant les phases d'une réintégration pacifique des rebelles dans la société. Le document a été signé à Santo Domingo, dans le sud-ouest de la Colombie, par le ministre de l'Intérieur, M. Raúl Orejuela, et le chef du M-19, M. Carlos Pizarro Leongomez. Le retour des guérilleros à la vie civile devra, selon l'accord, être effectif avant le 20 juillet, date d'ouverture de la session parlementaire. — (Reuters.)

La guérilla du Salvador trouble le jeu politique

(suite de la première page.)

Les menaces de la guérilla ont commencé à produire leur effet puisque les scrutateurs de plusieurs bureaux de vote ont déjà annoncé leur démission, en particulier dans le département de San-Miguel, une des régions les plus touchées par la guerre civile. Visiblement découragés par ces démissions, qui pouvaient empêcher la tenue des élections dans certains bureaux, le plus charismatique des dirigeants de la Convergence démocratique, M. Ruben Zamora, tente de rassurer ses partisans qui appellent de San-Miguel pour lui faire part de nouvelles nouvelles : « Le FMLN, s'écrie-t-il, en téléphonant d'un petit bureau anonyme près de l'ambassade des États-Unis, vient de publier un communiqué expliquant qu'il ne menaçait pas les scrutateurs, mais qu'il les exhortait à ne pas participer aux élections. Ce n'est pas la même chose. »

La nuance risque pourtant d'échapper à beaucoup de Salvadoriens, qui, au bout de six ans de guerre civile, ont appris à s'abstenir pour éviter les juges de paix, suivant l'exemple des maîtres qui ont démissionné — la moitié des 261 élus du pays — au cours des derniers mois, à la demande de la guérilla (le Monde du 21 février).

« Nous avons toujours eu des désaccords avec le FMLN, reconnaît M. Zamora, mais, cette fois, il s'agit d'une contradiction réelle entre eux et nous. Ce n'est pourtant pas une raison pour divorcer, car si ces élections sont importantes, elles ne sont pas pour autant fondamentales. Je comprends la position du FMLN, car il peut difficilement adopter une autre attitude après le rejet de sa proposition d'un report de la date du scrutin et alors qu'il vient de faire sa traversée du Rubicon en acceptant de ne plus exiger de participation à un gouvernement provisoire ni l'intégration de ses troupes à l'armée régulière. Il a fait un pas immense qui nous rapproche de la paix, mais nous devons maintenant devoir faire marcher notre imagination, et nous en avons beaucoup, pour trouver une solution définitive au conflit. »

MM. Zamora et Ungo partagent le point de vue de la guérilla, selon lequel « le pouvoir civil est soumis à l'armée et aux États-Unis, qui sont les seuls à pouvoir décider s'il y a négociation ou pas ». Tout en affirmant sa volonté d'enlever toute légitimité au scrutin de dimanche, « afin de provoquer l'organisation d'élections libres et démocratiques », le FMLN a râté son désir de poursuivre le dialogue.

L'alliance des extrêmes

Les candidats des deux principaux partis ont eux aussi confirmé leur volonté de négocier. Même le candidat de l'ARENA (Alliance républicaine nationaliste, extrême droite), M. Alfredo Cristiani, favori selon les sondages, reconnaît que « le FMLN a évolué profondément » et qu'il devrait désormais être « possible de parvenir à un accord permanent à la guérilla de participer à la vie politique ». M. Cristiani trouve même « logique » la proposition du FMLN de réduire la taille de l'armée une fois que la paix aura été signée.

Comment expliquer ce ton conciliant à l'égard des guérilleros, que les journaux alliés de l'ARENA et d'autres dirigeants du parti, comme l'ex-major Roberto d'Aubouin, continuent de qualifier de « terroristes » et de « bandes d'assassins » ? « Nous pouvons être courtois tout en restant très fermes sur le fond », répond M. Cristiani. « Notre parti, reconnaît cet homme d'affaires de quarante et un ans, n'a pas bonne réputation à l'étranger, mais je peux vous assurer que notre arrivée au pouvoir ne provoquera pas un bain de sang, comme l'affirment nos ennemis. »

Paradoxalement, les guérilleros laissent entendre qu'une victoire de l'ARENA ne leur déplaît pas. « L'ARENA, affirme le plus important des cinq commandants de la guérilla, Joaquín Vallaobos, n'est pas le mal absolu, comme on le croit en Europe et aux États-Unis, car il sera plus facile de s'entendre avec ceux qui détiennent le pouvoir économique. » Les démocrates-

chrétiens (au pouvoir) dénoncent pour leur part cette « alliance entre les extrêmes qui veulent en finir avec la démocratie ».

Le président José Napoleón Duarte, qui souffre d'un cancer de l'estomac, est sorti vendredi de son silence des derniers jours pour mettre en garde la population contre une victoire de l'ARENA, qui provoquerait, a-t-il déclaré, des « troubles sociaux ». Ce ne semble pas être l'avis de tous les Salvadoriens qui n'en peuvent plus de vivre dans l'insécurité et rendent le gouvernement démocratique-chrétien responsable de tous leurs maux. La plupart des quelques trois cents personnes qui, sur une grande avenue de la capitale, faisaient la queue vendredi pour remplir leurs bidons d'essence (la guérilla a obligé les stations-services à fermer), reconnaissent qu'elles n'iraient probablement pas voter « à cause des menaces du FMLN ». Mais certains affirment qu'ils voteraient pour l'ARENA : « Ce ne sera peut-être pas mieux, cela ne peut pas être pire. »

BERTRAND DE LA GRANGE.

NICARAGUA

Le gouvernement libère mille neuf cents détenus politiques

Managua. — Le gouvernement nicaraguayen a libéré, vendredi 17 mars, mille neuf cents détenus politiques, pour la plupart anciens gardes nationaux somozistes détenus depuis la prise du pouvoir par les sandinistes en juillet 1979. Le président Daniel Ortega et le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), M. João Baptista Soares, ont assisté à la remise en liberté des prisonniers à la prison modèle de Tipitapa, à 25 kilomètres de Managua. Cette mesure de grâce, approuvée mardi dernier par le Parlement, correspond à un engagement pris par le président Ortega lors de la rencontre des chefs d'État de cinq pays d'Amérique centrale, en février, à San Salvador. — (AFP, Reuters, UPI.)

LES NOUVEAUX COMMUNICANTS SE MULTIPLIENT À VITESSE GRAND V.

Le nouveau communicant ne se fait pas de souci. Il sait qu'avec Alphapage, il peut être joint par Minitel... et du monde entier!

La poche du nouveau communicant contient systématiquement un récepteur Alphapage, parfois les clés de chez lui, éventuellement d'autres accessoires.

Au fond de lui, le nouveau communicant sait qu'il n'est jamais seul. Il sait même qu'il est plus de 30 000 abonnés Alphapage répartis dans toute la France.

Le nouveau communicant est bourré d'idées. La meilleure qu'il ait eue c'est de s'être abonné à Alphapage.

Sur son territoire, le nouveau communicant n'arrête pas de bouger. Grâce à son Alphapage, il peut être joint 24 h sur 24, 365 jours par an.

Attention! Le nouveau communicant est très rapide à la détente. Informé grâce à son Alphapage, il peut réagir à la seconde près.

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES



Politique

Un second tour très ouvert

Les élections

Châinât à la veille du premier tour à Toulouse, Michel Rocard a été empêché de parler à la veille du second à Besençon. Pour le premier ministre, les veilles de scrutin se ressemblent. Mais s'il a constaté, sur place, que la politique passe mal, notamment chez les enseignants, le chef du gouvernement sait que le premier tour n'a pas révélé l'aspect d'un vote-sanction contre le pouvoir.

L'opposition a compris cette nouvelle donne et ne politisant guère les enjeux du second tour. Symbolique à ce titre est la démarche commune de soutien à Denis Jacquet, chef de file de la droite contre le ministre de l'Éducation Jean-Marie Le Pen, effectuée par Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, qui s'est traduite par l'envoi d'un simple télégramme.

C'est la course aux voix écologistes qui a dominé la campagne entre les deux tours. Dans ce domaine, M. Juppé a été le plus prompt en annonçant après de lui un « M. Environnement » ; mais ce sont les socialistes qui se sont montrés les plus pressants et les plus volubiles. « La cause écologique est notre

cause », a affirmé une nouvelle fois Michel Rocard, vendredi 17 mars à Strasbourg et de se demander si « nos amis écologistes » n'ont pas commis « la plus significative, la plus grave des erreurs en agissant comme s'il n'y avait pas, en matière écologique, une différence fondamentale entre la gauche et la droite ».

Si la gauche se trouve handicapée par le maintien de listes écologistes, la droite souffre, elle, de celui de listes du Front national. Les deux camps comptent sur le réflexe du vote utile, et surtout sur la mobilisation des abstentionnistes, pour gommer les effets d'un paysage politique multiforme et écloité.

Le Parti socialiste compte refaire une partie du terrain perdu en 1983 et approcher ainsi le niveau record pour lui de ses succès de 1977. Dès le premier tour, le PS a gagné sept grandes villes, mais en a perdu deux (Angoulême et Montbéliard). Au second tour, s'il peut perdre Laon, Villefranche-sur-Saône, Laval, Caen ou Boulogne-sur-Mer, il peut raisonnablement espérer gagner Salon-de-Provence, Blois,

Pessac, Brest, Béziers, Arles... Quant aux succès à Mulhouse, Strasbourg ou Dunkerque, qui concrétiseraient les indéniables percées du 12 mars, ils apparaîtraient d'autant plus symboliques qu'ils sont plus aléatoires.

Le problème du PCF, en revanche, n'est pas de reconquérir le terrain perdu (vingt et une grandes villes en moins, il y a six ans), mais de sauvegarder son patrimoine. Or ce scrutin municipal peut se solder, pour lui, par un nouveau déficit d'une dizaine de villes. Comptera-t-il comme des « succès » l'échec des socialistes à Sarcelles et à Noy-sous-Grand, où il a choisi de ne pas respecter la « discipline républicaine » en ne s'effaçant pas devant les socialistes, pour autant mieux placés que lui ?

De son côté, la droite se satisfait de la stabilité du rapport des forces droite-gauche. Elle relativise par avance son éventuel recul du second tour en invoquant le fait que ses succès de 1983 correspondaient à ses plus hautes eaux. À l'instar de la droite, la balance devrait être à peu près égale en gains et pertes entre RPR et UDF. Mais cette dernière est

symboliquement la plus attelée, à cause de la défaite de François Collomb à Lyon, de l'échec cuisant de Jean-Claude Gaudin à Marseille et des menaces qui pèsent sur Marcel Rindoff à Strasbourg. Dans ces conditions — et si l'on y ajoute l'affaiblissement de Raymond Barre et l'absence de Valéry Giscard d'Estaing — le RPR peut se flatter de voir Jacques Chirac renforcé, surtout si le maire de Paris renouvelle son « grand chelem » dans la capitale. Pourtant, à l'instar de son mouvement, l'ancien premier ministre devra compter désormais avec de jeunes fédéraux tout saisis de leur victoire sans partage, qu'il s'agisse de Michel Noir à Lyon, d'Alain Carignon à Grenoble ou de Philippe Séguin à Epinal.

Enfin, toutes tendances confondues, les élus-majors examineront avec la plus grande attention les chiffres de la participation. Car, si l'on ajoute aux abstentionnistes du premier tour les votes « verts » et les écologistes, la désaffection pour les « partis » a de quoi inquiéter.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Maintien des Verts et du FN, « bavures » à droite et à gauche

Dans 106 des 172 communes de plus de 20 000 habitants restant en ballottage — soit dans près de 52 % des villes concernées — le second tour drône à la règle traditionnelle de l'affrontement gauche-droite. L'existence de triangulaires dans 83 villes et même de quadrangulaires dans 23 autres confère à la bataille du 19 mars, un aspect pour le moins décevant, et en tout cas quasiment inédit par rapport au renouvellement de 1983. Témoignent du climat particulier de ce second tour d'élection, un combat à cinq s'est fait jour à Brignolles (Var), une commune qui compte moins de 20 000 habitants.

Le maintien des candidats du Front national (dans 55 communes) et des écologistes (dans 23 municipalités) ne devrait pas modifier, dans la plupart des cas, les rapports de forces politiques. D'autant que le mode de scrutin proportionnel à deux tours avec prime majoritaire assure à la liste

victorieuse une confortable avance en sièges, laissant seulement quelques strapons aux élus minoritaires.

Le maintien des représentants du Front national va surtout permettre à cette formation de forcer la porte de plusieurs conseils municipaux, notamment dans le Rhône, le Nord, les départements du Midi et ceux de la région parisienne. Mais en demeurant en lice, les candidats du FN pourraient aussi faire basculer les villes de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), Taurouing (Nord), Orange (Vaucluse) et Sannois (Val-d'Oise) où, au premier tour, la gauche a pris l'avantage sur l'union UDF-RPR sortante. De même, dans le 20^e arrondissement de Paris, la reconquête de l'équipe en place est-elle rendue aisée par la présence de M. Jean-Marie Le Pen.

Dans les villes où les candidats écologistes restent en lice, les listes conduites par le maire sor-

tant ont généralement bénéficié d'un ballottage favorable à l'exception de celle de M. René Dosière (PS), maire sortant de Laon (Aisne). Devancé le 12 mars, par la liste d'union UDF-RPR, fragilisée par la présence, au second tour, du candidat écologiste, M. Dosière aura ainsi bien du mal à conserver son siège.

L'issue de ce scrutin est également très incertaine à Strasbourg (Bas-Rhin) et à Mulhouse (Haut-Rhin) où les réélections de MM. Marcel Rindoff (UDF-CDS) et Joseph Kiffa (UDF-PSD) sont compromises par le maintien non seulement d'une liste du Front national, mais aussi de celles des écologistes et du PS.

Les écologistes et les membres du Front national ne sont pas les seuls à jouer les trouble-fête. Ainsi, en se maintenant, les représentants du PCF altèrent les chances des candidats socialistes de l'emporter non seulement à Sarcelles (Val-d'Oise), mais aussi à

Lunéville (Meurthe-et-Moselle) et à Noy-sous-Grand (Seine-Saint-Denis). Dans ces deux dernières municipalités, l'équipe du maire sortant RPR, en ballottage défavorable, est, de surcroît, handicapée par le maintien du Front national. En revanche, à Saintes (Charente-Maritime), les communistes ne devraient pas empêcher la réélection du maire socialiste sortant, M. Michel Baron, également opposé à une liste d'union UDF-RPR.

D'une façon générale, les candidats de gauche sont plus disciplinés que leurs homologues de droite. L'exception qui confirme cette règle vient de Cahors (Lot), où M. Maurice Faure (MRG), nouveau membre du Conseil constitutionnel, pèche du maintien d'un représentant d'extrême gauche, M. Michel Grégoire, alors que la droite réalise l'union. De son côté, M. Max Lajeune (UDF-PSD), maire sortant d'Abbeville (Somme)

depuis 1947, se voit menacé par un candidat divers droite alors que socialistes et communistes se sont réconciliés.

À droite, certains candidats sient la branche sur laquelle la majorité doit se fonder est incertaine. Ainsi, à Sens (Yonne), le siège de M. Etienne Braun (UDF-CDS), maire sortant, dont la liste affronte déjà celle du Front national et de la gauche réunie, est, de surcroît, mis en péril par le maintien de la liste de M. Michel Morange (UDF).

Dans d'autres villes acquises, de toute façon à la droite, certains maires sortants devancés au premier tour par un candidat divers droite, vont tenter de refaire leur handicap. M. Jean Malpel, qui s'était vu préférer un autre porte-drapeau par le RPR, à Melun (Seine-et-Marne), et M^{me} Anne-Marie Dupuy (RPR), à Cannes (Alpes-Maritimes), ne s'avouent pas encore vaincus. De même, à Cagnes-sur-Mer, M^{me} Suzanne

Sauvageo (RPR), ne se résigne pas à laisser son fauteuil à M. Albert Peyron (FN), ancien député. Ce dernier pourrait offrir au Front national sa première « grande » mairie, puisque, après fusion de sa liste avec deux autres classées divers droite, il dispose d'un potentiel de voix supérieur à 44 %.

Pour certains maires, enfin, il s'agit d'un baroud d'honneur, puisque largement devancés à l'issue du premier tour, ils ne conservent plus beaucoup de chances de l'emporter, en se maintenant. Ainsi en est-il de MM. Jacques Lacarin (UDF-PR), à Vichy (Allier), Georges Berchet (divers droite), à Chaumont (Haute-Marne), ou encore, Jean-François Probst (RPR), à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine), et Maurice Cointe (UDF), à Chénay (Yvelines).

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE.

Nous publions ci-dessous la liste des triangulaires et des quadrangulaires dans les cent six villes de plus de 20 000 habitants en ballottage à l'issue du premier tour.

36 triangulaires gauche-droite-FN.

CAGNES-SUR-MER (Alpes-Maritimes) : PS (18,72), un. d. (32,98), FN-div. d. (22,18), 13,64 + 8,20.

LE CANNET (Alpes-Maritimes) : PS (19,72), un. d. (49,12), FN (16,40).

NICE (Alpes-Maritimes) : un. g. (19,92 + 8,34), un. d. (42,86), FN (18,28).

ADX-EN-PROVENCE (Bouches-du-Rhône) : PS-Verts (30,49 + 6,62), UDF (19,83), FN (16,04).

MARIGNANE (Bouches-du-Rhône) : un. g. (27,16), un. d. (43,35), UDF-FN (28,47).

MARSEILLE 4^e : PS-diss. (36,04), un. d. (39,78), FN (11,92).

SALON-DE-PROVENCE (Bouches-du-Rhône) : PS (43,74), un. d. (32,94), FN (13,22).

BOURGAIN-JALLIEU (Isère) : un. g. (42,51), un. d. (25,26 + 21,26), FN (10,81).

SAINT-ETIENNE (Loire) : un. g. (20,23 + 18,76), un. d. (42,81), FN (10,08).

FORBACH (Moselle) : PS (25,70), un. d. 46,88, FN (11,20).

MAUBEUGE (Nord) : un. g. (31,56), un. d. (39,11), FN (12,52).

MONS-EN-BARGEUL (Nord) : un. g. (43,75 + 10,20), un. d. (33,37), FN (12,66).

ROUBAIX (Nord) : un. g. (33,82), un. d. (41,77), FN (17,59).

TOURCOING (Nord) : PS (36,90), un. d. (31,04), FN (16,04).

WATTRELOS (Nord) : maj. p. (43,68), div. d. (30,66), FN (16,52).

PERPIGNAN (Pyrénées-Orientales) : un. g. (20,46 + 11,60), un. g.-ext. g. (30,16 + 8,40), un. d. (20,01 + 17,56), FN (13,85).

LYON-3^e : un. g. (18,42), un. d. (46,88 + 18,08), FN (10,13).

LYON-7^e : un. g. (25,22), un. d. (39,20 + 19,48), FN (11,33).

LYON-8^e : un. g. (31,25), un. d. (35,29 + 16,86), FN (10,03).

RELIJEU-LA-PAPE (Rhône) : un. g. (41,60), un. d. (42,42), FN (15,97).

VILLEFRANCHE-SUR-SAONE (Rhône) : un. g. (35,80), un. d. 47,80, FN (11,35).

PARIS-10^e : un. g. (22,93 + 6,31), un. d. (48,90), FN (10,07).

PARIS-18^e : un. g. (23,53 + 8,93), un. d. (47,97), FN (11,13).

PARIS-19^e : un. g. (23,17 + 9,63), un. d. (42,81), FN (10,16).

PARIS-20^e : un. g. (28,51 + 7,04), un. d. (38,25), FN (15,58).

CASTRES (Tarn) : un. g. (37,13), un. d. (27,05 + 24,78), FN (11,02).

SAINT-RAPHAEL (Var) : PS (20,58), RPR (47,98), FN (23,85).

TOULON (Var) : un. g. (14,79 + 9,79), un. d. (46,88), FN (20,32).

AVIGNON (Vaucluse) : PS-Verts (38,23 + 8,85), un. d. (38,78), FN (10,38).

ORANGE (Vaucluse) : PS (32,74), un. d. (30,07), FN (17,97).

BELFORT (Territoire de Belfort) : PS (45,78), un. d. (24,56), FN (10,92).

ASNIERES (Hauts-de-Seine) : un. g. (26,88), un. d. (41,81), FN (15,40).

AULNAY-SOUS-BOIS (Seine-Saint-Denis) : un. g. (23,02 + 17,89), un. d. (42,12), FN (15,45).

NOISY-LE-SEC (Seine-Saint-Denis) : un. g. (46,81), un. d. (26,43), FN (16,78).

SEVRAN (Seine-Saint-Denis) : un. g. (46,55), un. d. (21,65), FN (20,88).

VILLEMOBLE (Seine-Saint-Denis) : un. g. (33,53 + 7,12), un. d. (44,58), FN (15,16).

VILLEPINTE (Seine-Saint-Denis) : un. g. (27,95 + 20,08), un. d. (37,74), FN (10,21).

CERGY (Val-d'Oise) : un. g. (45,90), un. d. (43,32), FN (10,78).

ERMONT (Val-d'Oise) : un. g. (30,14 + 8,90), un. d. (48,89), FN (11,04).

SANNOIS (Val-d'Oise) : un. g. (27,19 + 14,51), un. d. (42,19), FN (16,08).

TAVERNY (Val-d'Oise) : un. g. (38,86), un. d. (27,91 + 22,98), FN (10,85).

13 triangulaires gauche-droite divers-droite.

VICHY (Allier) : un. g. (21,77), un. d. (44,26), div. d. (27).

GRASSE (Alpes-Maritimes) : un. g. (17,56), un. d. (38,77), div. d. (22,28).

CHAUMONT (Haute-Marne) : un. g. (20,57), un. d. (35,59), div. d. (45,82).

CAMBRAI (Nord) : un. g. (32,05 + 8,62), un. d. (48,58), div. d. (10,71).

ANGET (Pyrénées-Atlantiques) : un. g. (20,84 + 7,24), un. d. (44,83), div. d. (17,83).

CHATOU (Yvelines) : un. g. (24,29), un. d. (40,71), div. d. (25,49).

LE CHESNAY (Yvelines) : un. g. (15,79), un. d. (22,28), div. d. (28,30 + 26,08).

VELIZY-VILLACOUBLAY (Yvelines) : maj. p. (30,09), un. d. (38,15), div. d. (25,86).

ABBEVILLE (Somme) : un. g. (27,59 + 17), un. d. (37,43), div. d. (17,98).

BOIS-COLOMBES (Hauts-de-Seine) : un. g. (21,22), RPR (33,18), div. d. (45,58).

CLAMART (Hauts-de-Seine) : un. g. (27,67), un. d. (49,88), div. d. (14,27).

LA GARENNE-COLOMBES (Hauts-de-Seine) : un. g. (31,77), un. d. (48,48), RPR (19,78).

NEUDON (Hauts-de-Seine) : un. g. (23,93), un. d. (38,15), RPR-diss. (24).

4 triangulaires (gauche-UDF-RPR).

VALENCE (Drôme) : un. g. (48,64), UDF (22,71), RPR (28,57).

AX-LES-BAINS (Savoie) : (PS) (20,36), UDF (40,50), RPR (35,53).

MAISON-LAFFITTE (Yvelines) : maj. p. (19,94), UDF (27,74), RPR (44,50).

MONTMORENCY (Val-d'Oise) : PS (19,56), UDF (36,40), RPR (30,30).

3 triangulaires (gauche-droite-divers).

AJACCO (Corse-du-Sud) : un. g. (13,56 + 12,15), un. d. (47,55), nat. (13,93).

HAGUENAU (Bas-Rhin) : maj. p. (16,73), un. d. (30,25 + 9,98), div. (34,27).

YVERRES (Essonne) : un. g. (30,65), un. d. (36,08), div. (12,93).

6 triangulaires (gauche-droite-divers-gauche).

FONTAINE (Isère) : un. g. (43,43, PS-diss. (29,55), un. d. (27,01).

FIRMINY (Loire) : PC (49,16), PS-diss. (22,78), un. d. (28,07).

SAUMUR (Maine-et-Loire) : PS (25,29), un. d. (48,38), div. g. (15,69).

NORT (Doubs-Sèvres) : un. g. (48,22), un. d. (27,63), MRG-diss. (14,27).

BAGNEUX (Hauts-de-Seine) : un. g. (48,38), un. d. (27,49), PS-diss. (24,11).

ORLY (Val-de-Marne) : un. g. (39,28), rec. (47,78), div. d. (13,01).

2 triangulaires (gauche-droite-extrême-gauche).

MONTLUÇON (Allier) : un. g. (49,30), un. d. (38,14), ext. g. (12,55).

CAHORS (Lot) : un. g. (41,81), un. d. (28,45 + 15,97), ext. g. (15,74).

16 triangulaires (gauche-droite-écologistes).

LAON (Aisne) : un. d. (49,35), un. g. (38,88), écol. (11,78).

SAINT-BRIEUC (Côte-du-Nord) : un. g. (45,84), un. d. (34,65), Verts (14,57).

BESANCON (Doubs) : PS (38,91), un. d. (31,70), Verts (12,89).

QUIMPER (Finistère) : PS (36,61), un. d. (37,36), écol. (14,45).

LONS-LE-SAUNIER (Jura) : un. g. (22,08 + 18,96), un. d. (40,01), écol. (10,91).

LE PUY (Haute-Loire) : un. g. (29), un. d. (38,96), Verts (17,39).

CHOLET (Maine-et-Loire) : PS (28,11), un. md. (47,15), Verts (13,49).

LORENT (Morbihan) : un. g. (46,11), un. d. (32,55), Verts (15,11).

VANNES (Morbihan) : PS (24,36), un. d. (45,81), écol. (13,59).

COULMAY (Haut-Rhin) : PS (22,92), un. d. (46,56), Verts (14,11).

Parti 14^e : un. g. (25,87 + 5,73), un. d. (48,48), Verts (10,59).

MONTAUBAN (Tarn-et-Garonne) : un. g. (46,37), RPR (27,30), écol. (10,81).

POITIERS (Vienne) : un. g. (48,02), un. d. (41), Verts (10,97).

LIMOGES (Haute-Vienne) : un. g. (45,40), un. d. (38,04), Verts (11,12).

LEVALLOIS-PERRET (Hauts-de-Seine) : un. g. (20,51 + 13,65), un. d. (47), écol. (10,08).

NANTERRE (Hauts-de-Seine) : un. g. (48,40), un. d. (37,21), Verts (10,61).

2 triangulaires (PC-PS-droite).

SAINTES (Charente-Maritime) : PC (13,38), PS (45,09), un. d. (41,52).

SARCELLES (Val-d'Oise) : PC (20,64), PS (26,78), un. d. (34,67).

1 triangulaire (PC-PS-écologiste).

SAINT-POL-SUR-MER (Nord) : PC (12,16), PS (44,89), écol. (14,54).

2 quadrangulaires (PC-PS-droite-FN).

LUNÉVILLE (Meurthe-et-Moselle) : PC (13,08), PS (35,24), un. d. (41,83), FN (10,03).

NOISY-LE-GRAND (Seine-Saint-Denis) : PC (12,53), PS (24,19), un. d. (37,64), FN (12,74).

4 quadrangulaires (gauche-droite-écologistes-FN).

STRASBOURG (Bas-Rhin) : maj. p. (30,14), un. d. (31), Verts (12,76), FN (14,49).

MULHOUSE (Haut-Rhin) : PS (33,05), un. d. (31,33), Verts (12,56), FN (21,08).

CALLURE-ET-CLURE (Rhône) : un. g. (25,54), un. d. (44,80), Verts (13,77), FN (10,30).

SAINT-PIERRE (Rhône) : un. g. (41,79), un. d. (28,20), Verts (10,80), FN (19,19).

5 quadrangulaires (gauche-divers gauche-droite-FN).

MARSEILLE-1^{re} : un. g. (12,66), PS-diss. (41,56), un. d. (29,34), FN (14,98).

MARSEILLE-2^e : un. g. (20,14), PS-diss. (43,54), un. d. (15,41), FN (13,26).

MARSEILLE-3^e : un. g. (12,50), PS-diss. (42,59), un. d. (27,46), FN (13,99).

MARSEILLE-5^e : un. g. (10,06), PS-diss. (43,93), un. d. (29,27), FN (12,84).

MARSEILLE-6^e : un. g. (17,74), PS-diss. (41,11), un. d. (23,37), FN (13,12).

MARSEILLE-7^e : un. g. (17,82), PS-diss. (46,84), un. d. (17

Politique

municipales

L'autre Europe verte

(Suite de la première page.)

Si jamais rien n'est définitif chez eux, le pragmatisme dont vient de faire preuve à Berlin les Alternatifs, que leur tradition anti-parti ne prédisposait pas à jouer les avant-gardes, est significatif de cette évolution.

Les Verts ouest-allemands viennent d'horizons politiques très divers. Rien au départ ne distingue les débuts du mouvement écologiste d'Outre-Rhin de celui qui prend naissance en France. D'un côté comme de l'autre, il y a convergence entre une prise de conscience nouvelle des problèmes de l'environnement, qui touche tous les milieux, et l'après-1968. On vote écologiste contre le béton. Mais les grands rassemblements contre les centrales nucléaires, qu'ils aient pour nom Fessenheim, en Alsace, Creys-Malville, sont aussi témoins d'antimilitarisme avec la lutte contre l'extension du camp de Larzac. Dans ces rassemblements des années 70, Français et Allemands ont été souvent côte à côte.

La coupure viendra plus tard. L'alchimie qui pousse des groupes écologistes, d'origine souvent conservatrice, à unir leurs forces aux mouvements gauchistes allemands, restés coincés entre le terrorisme d'extrême gauche et l'appareil d'Etat, ne se fait pas en France. A peine jetés sur les fonds baptismaux, en 1980, le mouvement vert allemand, qui avait fait son unité dans la lutte contre l'implantation de centrales nucléaires, va trouver un puissant ciment dans la décision du chancelier social-démocrate Helmut Schmidt d'autoriser le déploiement de nouveaux missiles intermédiaires américains en RFA. Pendant les années qui vont suivre, le succès des Verts est inséparable de la vague de fond pacifiste qui secoue le pays au plus profond de lui-même. Sans elle, les Verts n'auraient sans doute pas survécu aux conflits épuisants qui le déchirent sur la nature de leur parti — utopiste, révolutionnaire, réformiste, — sur les limites de la démocratie de base, sur la violence politique, sur les femmes, etc.

Dans le même temps, le mouvement écologiste français ne survit pas à l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Brice Lalonde réalise pourtant 3,8 % des voix à l'élection présidentielle, un score qui n'aurait pas été ridicule en RFA, où les Verts rentrent pour la première fois cette année-là dans le parlement d'un Land, à Berlin-Ouest. Mais le gouvernement socialiste désamorce d'emblée les deux derniers grands conflits en amulant la construction de la centrale nucléaire de Flamanville et l'extension du camp militaire de Larzac. Le mouvement écologiste français se tient à l'écart du pacifisme, que le Parti communiste français tente d'exploiter à son avantage. Même le front antimilitariste se fissure. Huguette Bouchardeau, Brice Lalonde préférant se battre pour la stricte des centrales. La coupure avec les Verts allemands est donc totale.

L'approche professionnelle

Il faudra pratiquement attendre la tentative de Pierre Juquin de susciter en France un pôle qui regrouperait diverses sensibilités d'extrême gauche et écologistes pour que, chez les Verts allemands, quelques-uns s'intéressent à nouveau à ce qui se passe en France. Le chef des « renouveaux » se rend à plusieurs reprises à cette époque en RFA, où il a des discussions avec des personnalités comme le député Otto Schily, l'un des chefs de file de la tendance « réaliste ».

Le débat qui oppose alors, au sein des Verts français, les tenants d'une ligne d'ouverture vers d'autres composantes de la gauche et celle d'une autonomisation, finalement tranché en faveur de ces derniers, ne déparait pas dans le contexte vert allemand. En réalité, il recouvre un débat plus général : les Verts doivent-ils accepter de prendre part, le cas échéant, à des responsabilités d'ordre municipal ou gouvernemental ou doivent-ils rester une force de contestation pure et dure. En RFA, la polémique sans fin qui oppose à ce propos les « réalistes » et les « fondus » dans les instances nationales du parti ne doit pas cacher qu'une partie de la force des Verts vient du travail

qu'ils ont accompli au niveau local, généralement — mais pas toujours — en alliance avec les sociaux-démocrates.

L'approche « professionnelle » défendue par Antoine Waechter, le chef de file des écologistes français, qui vient de remporter aux municipales le succès que l'on sait, est aussi un pari sur l'implantation gestionnaire de l'écologie.

De part et d'autre des frontières, il y a de toute évidence des différences de sensibilité, comme sur les politiques de défense, ou le féminisme, devenu en RFA une composante essentielle du mouvement. Les Verts n'échappent pas à leur contexte national. Mais la philosophie générale d'Antoine Waechter, qui affirmait dans une interview en avril 1988 qu'il fallait faire face à une « crise de civilisation », à la fois écologique et sociale, se situe dans la droite ligne d'un discours vert désormais standard au niveau européen. Et au niveau des élections, le vote vert, en RFA comme en France, est à la fois aspiration à un meilleur cadre de vie et reflet d'une méfiance à l'égard des partis traditionnels, qui explique sans doute le peu d'effet sur l'électorat de leurs contradictions.

HENRI DE BRESSON.

AJACCIO de notre envoyée spéciale

La Corse est une île insupportable. On l'oublie quelques mois, on n'est plus cinquante-cinq millions à son chevet : elle fait une poussée de fièvre. Tout l'hiver, Pierre Joxe s'est occupé d'elle. Plusieurs ministres lui ont rendu visite, le président était attendu, et la voilà de retour à l'infirmerie. Encore elle, encore en crise, toujours incompréhensible.

Les Corsais s'impacitent et on ne peut pas leur en vouloir, d'autant que leurs hivers sont un peu solitaires. Cela fait quinze ans que le

problème est devenu signifiant et autant d'années qu'il le reste : une sorte de titre de gloire puisqu'il ne concerne que 0,5 % de la population française. Cette fois, cependant, il semble bien que l'on touche le fond. Du problème, s'entend. Il est question d'abolir les privilèges, sans bien politiques qu'économiques.

Pendant toutes ces années, le continent a suivi l'action tant bien que mal. D'un côté, il y avait les victimes de la colonisation. De l'autre, les victimes du devoir. Au milieu, les clans et les flux décentralisés à la poursuite du schéma d'aménagement régional que le peuple corse

Malgré l'appel au calme de M. Joxe

Le conflit fait tache d'huile en Corse

Bien que M. Pierre Joxe ait lancé, vendredi après-midi 17 mars, un appel au calme, le conflit social qui secoue la Corse a fait tache d'huile vendredi. De nouvelles manifestations ont eu lieu sans incidents. Des barrières sporadiques ont été dressées sur la route de Corte.

Le ministre de l'intérieur a souhaité que « la Corse reprenne toutes ses chances de développement harmonieux dans le cadre qui lui est nécessaire ». Tout en souhaitant que l'île « retrouve le calme », M. Joxe a

rappelé que M. Michel Rocard recevra lundi les parlementaires corses pour « prendre en considération dans le cadre de la politique économique et sociale du gouvernement, les problèmes spécifiques à la Corse, à ceux qui y vivent, à ceux aussi qui y travaillent et qui — c'est la majorité des fonctionnaires — ne sont pas Corses ».

M. José Rossi, député UDF de Corse-du-Sud, qui (avec les RPR Jean-Paul de Rocca-Serra et Charles Ornano et les MRG

François Giacobbi et Emile Zuccarelli) fait partie des députés et sénateurs qui recevra le premier ministre, a indiqué, vendredi sur A 2, qu'il demandera à M. Rocard de réaliser « une sorte de Grenelle corse ». M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a invité M. Rocard à « se saisir personnellement » du dossier corse.

De leur côté, les syndicalistes de l'île ont annoncé pour le début de la semaine un renforcement de leurs actions.

La baguette et le forestier

En toile de fond, un ciel transparent et de sombres affaires réglées au fusil de chasse. Mais tout évolue, même la Corse, et le continent, qui avait appris à décrypter le langage des bombes, à composer avec le clan et à se soucier de la Mafia, demande des explications sur le nouveau roman corse. Le gouvernement réclame, de son côté, la collection complète des études du service régional de l'INSEE.

Tout semble indiquer que deux révolutions sont en marche. Pour la première fois, Ajaccio et Porto-Vecchio ont osé infliger à leurs princes respectifs, Charles Ornano et Jean-Paul de Rocca-Serra, l'épreuve du ballottage aux municipales. Plus révolutionnaire encore : deux ou trois nationalistes feront leur entrée dimanche soir dans les salons Napoléon de la mairie de Charles Ornano, et ils s'engageront en tête de la plus grande formation qui est le CCB, le Comité central bonapartiste.

Pour l'ensemble de la Corse, les nationalistes pourraient avoir une certaine de consécration municipale après le second tour. Ils effraient moins qu'en 1983. Ils proposent de revoir le plan de circulation d'Ajaccio. Ils ont pris goût aux institutions. Le premier maire nationaliste, Jean-Michel Orsini, a été élu dès le premier tour dans le village de Veru. Il accepte d'être photographié ceint de l'écharpe tricolore.

La « perversion » du système économique

L'autre révolution paralysée les ports, les aéroports et le courrier, mais elle est culturelle. C'est la révolte des fonctionnaires, de la baguette et de la vie chère. Elle est moins corse que territoriale. Elle exige moins la spécificité que la parité. On parle davantage d'argent, de prix, de coûts que de peinture de cimetière corse et de CAPES de Corse. On réclame la « transparence » du système économique, mais cette bastille-là semble encore plus lointaine.

L'Etat est le premier employeur de Corse : 20 000 personnes, un actif sur quatre, ce qui donne à la fonction publique un poids déterminant dans la vie économique. Dans une île où le gros de l'argent à distribuer va aux amis, les miettes aux adversaires pour éviter de s'en faire des ennemis et le reste aux cousins, avec une marge de « 10 % pour les élus », les fonctionnaires constituent une force d'une relative indépendance : moins enchaînés par les liens de la gratitude et des renvois d'ascenseur. Plus syndicalisés, sauf en ce qui concerne les employés de la municipalité d'Ajaccio, où selon un agent de maintenance, « personnel n'a osé se lancer ». Le problème de l'insularité les a rassemblés.

La prime est une revendication largement dépassée. Les fonction-

naires demandent une remise à plat de tous les problèmes.

En partant de la baguette de pain, ils en arrivent à mettre en cause la « perversion » du système économique. Il faut que le malaise soit profond pour amener dans la rue des gardes forestiers qui, comme on s'en doute, peuvent faire grève « cent cinquante ans sans gêner » aucun être humain.

Les forestiers se plaignent de leur fiche de paie, mais aussi des conditions de travail qui les confinent parfois dans des maisons sans fenêtre. Les employés de la mairie d'Ajaccio trouvent invivable leur salaire de 4 000 francs par mois, leur loyer de 2 000 francs et les ménages qu'il faut faire en plus pour s'offrir un voyage, mais ils dénoncent aussi le système de « pression » qui régit une île qui en est « à l'âge de pierre ».

Quand ils pensent aux conditions d'attribution des marchés publics — offres systématiquement plus élevées que les évaluations des services techniques — et au faible nombre de dossiers défilés devant le tribunal administratif, les cadres de la direction de la concurrence et de la répression des fraudes sont très inquiets pour les 2 milliards de francs qui, dans les cinq prochaines années, vont être déversés sur la Corse grâce à l'Etat et à la CEE. « Derrière ce mouvement, il y a une revendication d'assainissement, de meilleur fonctionnement, avec une mise à plat au niveau du continent et une méthode de travail ».

Les fonctionnaires, à qui l'administration centrale a reproché d'assister trop souvent aux enterrements ou de prendre des congés de maternité trop longs, critiquent à leur tour le « laissez-aller » des services de l'Etat. Les candidats ne se battent pas pour venir en poste sur l'île, et la trêve de l'ex-FNLC décidée le 1^{er} juin 1983 n'a pas fait remonter les vocations. La police judiciaire, le tribunal de grande instance trouvent peu de volontaires. La direction de la jeunesse et des sports de Haute-Corse cherche un directeur depuis trois mois.

Il y a un phénomène de réactions en chaîne. En soulevant le mystère du coût spécifique de la baguette corse, les fonctionnaires ont ébranlé un système économique et social parfois ubuesque. L'onde de choc secoue toute l'île, et les petits commerçants, déjà paniqués par l'échéance européenne de 1993, se mettent à demander aux clients si le paquet de biscuits leur paraît aussi cher que le dit l'Union des consommateurs. Le député UDF José Rossi réclame des « accords de Grenelle » pour la Corse, tout comme le syndicat nationaliste STC. Bref, il y a du nouveau sur cette île immobile où l'on est insupportablement captif.

CORINE LESNIES.

Monde du 16 mars). M. Michel Moreau, candidat des Verts, a obtenu 21 % des voix à Champagnole (Jura) et non à Meylan (Isère). Si, d'autre part, le liste des Verts a recueilli 25,3 % des suffrages à Crozans (Essonne), ce n'est pas parce que les bulldozers menaçaient un bois, nous signale le député et maire (PS) de la commune, M. Michel Besson, mais parce que les Verts s'étaient pour la circonstance alliés à l'UDF.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement du 11 mars 1989, rendu par le 4^e Chambre du Tribunal de Grande Instance de Fontenay, M. Raymond LAMONTAGNE, député à la Mairie de SARCELLES (Val-d'Oise) a été condamné à la peine de 10 000 F d'amende pour diffamation publique envers Messieurs JAUREY et ESPASSER, candidats à une fonction électorale.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

PLUSIEURS ouvrages concernant l'administration des collectivités locales ayant été recensés dans cette chronique, avant le premier tour des élections municipales (le Monde daté 5-6 mars), d'autres études, dignes de figurer au même rayon, se sont signalées à l'attention des lecteurs et des électeurs. On ne les ignore pas, non qu'elles soient indispensables à l'expression du vote, mais parce que, s'agissant du rôle et du recrutement des élus locaux, ou d'aspects méconnus du fonctionnement de l'administration, elles complètent et enrichissent la connaissance que nous avons des règles et des hommes qui gèrent la vie publique.

Gérard Fayolle, maire du Bugue, conseiller général de la Dordogne, conseiller régional d'Aquitaine, était bien placé pour décrire la vie quotidienne des élus locaux sous la V^e République. Il explique en quoi le rôle de ces élus a changé au fil des réformes mises en œuvre depuis trente ans, sous la pression des besoins et sous l'effet des évolutions politiques. Les notables qui présidaient les conseils de révision d'autrefois sont devenus des aménageurs, en utilisant les mesures, les procédures et les concours créés à leur intention par l'Etat et suivant un cours qui se caractérise par davantage de coopération, de décentralisation et de pratique contractuelle. En 1989, le maire ne travaille pas comme il le faisait encore en 1958 — avec le conseiller général et le sous-préfet — mais aussi avec ses collègues et des techniciens dont il apprend beaucoup : il voyage, se lie avec des confrères étrangers, participe à des colloques.

Selon Gérard Fayolle, qui connaît bien les arcanes du pouvoir central, on a assisté, sous la V^e République, à « un déplacement du pouvoir vers les élus locaux », ce qui explique le prix attaché à ces mandats et la politisation de ce genre de consultations électorales. L'ouvrage de Gérard Fayolle fourmille de détails précis sur la vie quotidienne à la mairie et n'étudie pas certains aspects délicats de la gestion des affaires publiques : les détournements de fonds, les fausses factures, les cadeaux qui accompagnent éventuellement la passation de gros marchés, le financement des dépenses électorales. A son avis, il faut inventer des mécanismes complexes, trouver des complices, commettre des faux pour truquer des comptes qui sont publics et devenir, en quelque sorte, « un professionnel de l'escroquerie ».

Les élus, rappelle-t-il, sont « les seuls en France » à subir régulièrement un examen général. « C'est un des contrôles des plus stricts. Le fillet du suffrage universel a les mailles trop serrées pour laisser passer facilement les grands escrocs », estime l'auteur.

Comment se recrutent-ils, ces élus ? Philippe Garraud, chargé de recherche au CNRS, s'est posé notamment cette question en étudiant la carrière politique des maires des cinq cents plus grandes communes de France depuis la Libération.

Il ressort de ce travail de sociologie politique qu'une bonne part des élus « présente la particularité d'avoir eu un père militant politique ». La filiation est plus nette chez les élus de gauche, mais une tendance identique commence à s'observer chez certains jeunes élus de droite. La famille est en des lieux « où s'acquiescent précoce-ment certaines prédispositions pouvant favoriser une carrière politique », note l'auteur.

Un autre tremplin fréquemment utilisé est celui de l'« activisme social » (militantisme syn-

teur, si l'on peut dire, ne leur assure pas une grande longévité. Pour les autres, qui deviennent de véritables entrepreneurs politiques, le métier de maire les pousse à s'intégrer à un groupe et à adopter une logique d'action dont les normes et les valeurs sont repérables : écoute de la population, occupation du terrain, autopromotion, définition des besoins, à quoi s'ajoute un « look » fondé sur les images de modernité, d'efficacité, de dynamisme.

Le troisième ouvrage retenu porte non sur des élus mais sur une institution méconnue, bien que jouant un grand rôle dans notre système administratif : les inspections générales. Son auteur, Jacques Méliet, conseiller maître à la Cour des comptes, s'est appuyé sur les résultats d'une étude scientifique pour exposer l'histoire, les missions, l'organisation, les travaux, la fonction, le rôle et l'influence de ce corps particulier. Son travail porte sur la quinzaine d'inspections générales qui correspondent aux grands secteurs de l'activité gouvernementale et administrative, ce qui exclut les inspections générales ne relevant pas directement d'une autorité ministérielle et celles qui sont spécialisées.

Pour en donner un aperçu, on s'arrêtera d'abord à la distinction que l'auteur établit entre les rôles que jouent auprès d'un ministre l'inspection générale, d'une part, et le cabinet, d'autre part. Ce dernier est un instrument de nature politique qui intervient à la fois dans l'action de l'administration et, éventuellement, dans le contrôle de cette action. L'inspection générale est plus orientée vers le contrôle, qu'elle exerce de façon systématique, sur l'ensemble des services et organismes qui dépendent du ministre ; elle est capable de répondre aux besoins d'information de celui-ci, si l'on se sert de cet instrument.

« En position d'observateurs, hors hiérarchie, sans responsabilité dans l'action proprement dite, les inspections générales, écrit Jacques Méliet, se retrouvent par là même en mesure de tenir avec objectivité ce rôle nécessaire d'information, de proposition et de liaison qui permet d'accompagner et de guider la marche de l'administration. » Et s'il fallait en démontrer l'utilité, il n'y aurait qu'à regarder du côté où la disparition du corps de contrôle a laissé un vide, après coup regrettable : au ministère de la coopération, par exemple, où prit corps la triste affaire du Carrefour du développement.

« La Vie quotidienne des élus locaux sous la V^e République », par Gérard Fayolle. Hachette, 272 pages, 98 F.

« Profession : homme politique — la carrière politique des maires urbains », par Philippe Garraud. L'Harmattan, 222 pages, 110 F.

« Les inspections générales », par Jacques Méliet. Berger-Levrault, 271 pages, 295 F.

Second tour à la Bibliothèque municipale

dical, participation à la vie associative). La filière parusienne est la plus directe mais avec de grandes disparités entre la gauche et la droite. Si l'investiture des partis a gagné du terrain à droite sous l'effet de la bipolarisation, elle a davantage profité aux notables locaux qu'aux militants. « Plus le statut socioprofessionnel est élevé, ajoute l'auteur, moins le militantisme et la participation à une entreprise politique collective paraissent nécessaires dans la mesure où la profession et le milieu social permettent alors d'acquiescer et de faire valoir des ressources (compétences diverses, sens de l'organisation, pouvoir de décision, réseau de relations, etc.). »

L'enquête a montré une surreprésentation des non-salariés : patrons, professions libérales, cadres supérieurs et moyens (qui progressent le plus). « Les élus urbains se recrutent de façon prédominante dans les couches sociales les plus favorisées, les plus aisées, les plus privilégiées, non pas nécessairement par la naissance ou la fortune à proprement parler, mais par l'éducation et le statut socioprofessionnel qu'elles permettent d'acquiescer », observe encore Philippe Garraud. Parmi les non-salariés, on relève une forte proportion de représentants de l'administration, de l'enseignement public et du secteur public.

Les pratiques municipales paraissent peu éloignées d'une orientation politique à l'autre. Tous les élus n'ont pas forcément la vocation politique et, dans ce cas, leur statut d'ame-

● Précision. — A la suite de la publication d'une liste de personnalités communistes apportant leur soutien à M. Gaston Vians, maire sortant d'Orly, exclu du PCF (le Monde du 17 mars), M. Jacques Lalot (PCF), maire d'Ivry-sur-Seine, nous précise que M. Daniel Pruniers, qui figure sur cette liste, n'a jamais été adjoint au maire d'Ivry. En effet, une erreur de transmission nous a fait attribuer à M. Daniel Pruniers le titre que son père, M. Marius Pruniers, a obtenu lors de son appartenance au conseil municipal de cette ville entre 1947 et 1971. Pour sa part, M. Lalot indique que, avec ses onze adjoints communistes, il soutient la liste présentée à Orly par le PCF et le PS, conduite par M. Alain Girard, premier adjoint sortant de M. Vians.

● Rectificatif. — Deux erreurs se sont glissées dans l'article intitulé « Les courriers de la marée verte » (le

Islam et libertés

Oui, après les discours de réception du 14 juin 1979, cet hommage hâlé à posthume était nécessaire pour en signaler à nouveau l'importance.

J.-M. D.

(Lire la suite page 10)

LA RÉCEPTION DE M. PIERRE-JEAN REMY A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Le discours du récipiendaire

(Suite de la page 9.)

A cette époque, le petit service encore établi rue François-I^{er} comptait parmi ses animateurs Jean Marx, qui devait le diriger après 1939 et dont Georges Dumézil était l'ami. Je notai au passage, pour le plaisir, que Jean Marx a eu deux collaborateurs, qui s'appelaient Jean Mistler et Paul Morand; un troisième s'appela d'ailleurs Jean Giraudoux. Je notai surtout que plus tard, après Jean Marx, le directeur des relations culturelles du Quai d'Orsay s'est appelé Jacques de Bourbon Busset: c'est lui qui me fit l'honneur de me recevoir parmi vous ce soir. M. de Bourbon Busset a laissé à la direction générale des affaires culturelles plus que des souvenirs et des amitiés, mais une politique, une éthique et une âme: de cet héritage d'hier et de son accueil tout à l'heure, je veux ici le remercier.

C'est Jean Marx, donc, et ce petit service du ministère des affaires étrangères dont on voit qu'il ne fait pas toujours du si mauvais travail, qui va d'abord envoyer Georges Dumézil à l'université de Varsovie, où il sera nommé lecteur de français. Il n'y restera pas un an, des tâches plus pressantes le requerront: il entretient en effet chez ces Indo-Européens autour desquels il ne cesse de tourner un premier faisceau de convergences. Ainsi croit-il découvrir chez chacun de ces peuples et chez leurs descendants une sorte de nourriture sacrée qui varie d'une population à l'autre, bête ici, ambrosie là, mais qui serait pour tous un aliment de «non-mort». Il revient à Paris, la guerre est finie depuis à peine deux ans, il se met au travail — et son *Festin d'immortalité* paraît en 1924. Plus tard, il reconnaîtra les limites de cette première synthèse: il a sollicité quelque peu les langues et tiré arbitrairement à lui des faits encore relatifs. Mais très vite, il a déjà constaté que c'est du côté des peuples du Nord que se situe sa faiblesse.

Le voyage en Turquie

COMMENCÉ par hasard, il se rend d'ailleurs compte, aussitôt après la publication du *Festin d'immortalité*, qu'il manque encore un élément à son bagage. Pour couvrir l'ensemble du territoire qu'il a commencé à arpenter, il lui faut encore posséder à fond la langue, précisément, des dieux du Nord. Que faire, sinon partir pour la Suède et l'apprendre sur place? Georges Dumézil entreprend à nouveau des démarches au Service des œuvres, mais les postes à l'étranger sont rares en ce temps-là, et rien n'est disponible du côté de la Suède. Qu'à cela ne tienne, on lui propose Istanbul: pourquoi pas? en attendant... Ce sera le voyage en Turquie, une manière d'exil absolu en marge de l'Europe, voire en marge de son étude, mais dont il profitera pour se plonger avec délectation dans d'autres recherches portant sur un domaine radicalement différent.

A travers les paysages désolés et lunaires de cette terre dont Gobineau (Gobineau qui pourrait lui aussi prétendre au fauteuil idéal de Stendhal, puisque ses *Philosophes* ne sont pas si loin que cela de toutes les *Rome, Naples et Florence*), à travers cette terre, donc, dont Gobineau disait qu'elle était «si vieille et qu'elle avait vu tant de choses que ce qu'on y observe est multiplié à l'infini», Georges Dumézil suit à la trace les cent ramifications des langues du Caucase, les Osètes qui descendent des Scythes, les Tchétchènes, les Oubykhs enfin, dont il ira chercher les derniers rameaux avec une patience de jardinier amoureux pour les cultiver jusqu'à leur ultime bourgeon comme une plante très rare et oubliée dont lui seul aurait connu les vertus. D'autres se distraient d'une grande entreprise en lisant des romans policiers, ou pratiquent un passe-temps dont ils font une manie, le tennis ou le bridge: tout en poursuivant sa gigantesque tâche indo-européenne, Georges Dumézil s'en ira à travers steppes et villages perdus et retrouvés en quête de langues agonisantes où trois voyelles oscillent selon des lois rigoureuses parmi quatre-vingt-deux consonnes imprononçables. De ce passe-temps de trois années et des nombreux voyages qui les suivent, il va tirer la matière d'une dizaine de volumes qui paraîtront sur trente ou quarante ans.

Du monde entier

MAIS un poste finit quand même par se libérer dans les brumes du Nord. Après la Turquie, c'est Upsal où, en 1931, il peut enfin vérifier qu'Odin, Thor et Frey sont bien les frères frileux de Jupiter, Mars et Quirinus. La boucle est désormais bouclée. L'enquête sur le terrain n'aura plus qu'à mûrir, c'est à Paris que Georges Dumézil viendra la faire fructifier.

Les amitiés qu'il y trouvera, puis l'école des hautes études, seront le terrain propice à cette éclosion. Il y aura

les maîtres, Marcel Mauss et Granet, qui lui entrouvrent un univers «autre» et par cela même nécessaire, la Chine, où les Indo-Européens n'ont pu atteindre; il y aura aussi les compagnons, Benveniste et Eliade, dont les préoccupations rejoignent les siennes même si leurs chemins vont diverger; il y aura encore les amis fidèles, Jean Marx, toujours lui, et Sylvain Lévi qui lui permet, contre vents et marées, de garder sa chaire aux Hautes Études; et bientôt, Brice Parain, l'éditeur, qui l'accueillera dans sa collection «La Montagne Sainte-Geneviève» pour lui ouvrir, avant Pierre Nora, qui a pris si bellement le relais, les portes de la NRF; et puis, comme dans tous les romans, il y a les amis et les ennemis, il y aura les adversaires, qu'on ne nommera pas dans cette énumération, jaloux de leur territoire étroitement romain et dont l'hostilité va stimuler l'effort d'un Dumézil de quarante ans qui veut abattre les frontières entre des disciplines compartimentées comme les champs clos des nationalismes bornés qui vont bientôt enflammer le monde.

C'est dans cette atmosphère de surcroît dans les rivalités intellectuelles, d'émulation aussi — l'ombre de Roger Caillols, cette fois, qui passe... — mais surtout de longue méditation jamais solitaire que va paraître en 1938 l'article de la *Revue d'histoire des religions* consacré à «La préhistoire des flammes majeures» qui marque à la fois la conclusion d'une période de recherche et le début de la mise en œuvre d'un système.

Georges Dumézil va encore vivre quarante-huit ans; l'histoire de ce demi-

siècle, c'est bel et bien pour lui l'histoire d'une pensée qui, jusqu'au bout, va étendre à l'infini, perfectionner, diversifier ce système jusqu'à en faire une méthode générale d'explication d'une civilisation qui est la nôtre. A côté de cela, le reste, si grave soit-il, paraît anecdotique. La guerre, le séjour chez les oratoriens de Pontoise où le franc-maçon jaloux qu'est Dumézil trouvera un refuge amical et chaleureux, n'entravent en rien ce travail de vérification, de consolidation. Gabriel de Broglie, qui fut alors son élève, nous a dit la générosité des bons Pères de Pontoise — et la bonté que celui qu'ils abritaient leur rendait au centuple. Bientôt, d'ailleurs, des signes de commi- vance viennent d'autres mondes; des chercheurs étrangers s'avancent après lui dans la voie qu'il a ouverte.

Et puis la critique et la contestation s'effacent peu à peu d'elles-mêmes devant la maîtrise d'un savoir en perpétuel épanouissement. C'est le Collège de France en 1949, mais aussi, en 1952, un séjour au Pérou pour apprendre la langue quechua et établir de fulgurants rapprochements avec le turc, qui reste pour lui un savant et riche déassement; ce sont aussi de longs retours du côté des Oubykhs, où la grammaire de certaines langues caucasiennes comme les romans scythes et d'alentour viennent, en contrepoint, répondre aux recherches indo-européennes; c'est une volonté farouche de ne jamais se laisser enfermer dans un cadre, si vaste fût-il, où il étoufferait; Georges Dumézil voyage, rencontre, publie; tout entier occupé à explorer un territoire dont il a marqué les frontières, on dirait bien qu'il ne voyage, rencontre ou publie que pour aller plus loin dans un champ des possibles, qui est tout simplement celui de l'esprit.

Après sa retraite du Collège de France, l'Amérique, Princeton, Chicago et Los Angeles lui ouvrent leurs portes; son aventure intellectuelle est devenue un phénomène qui dépasse largement le pré carré des écoles qui l'admirent en France. Seuls les premiers signes d'une

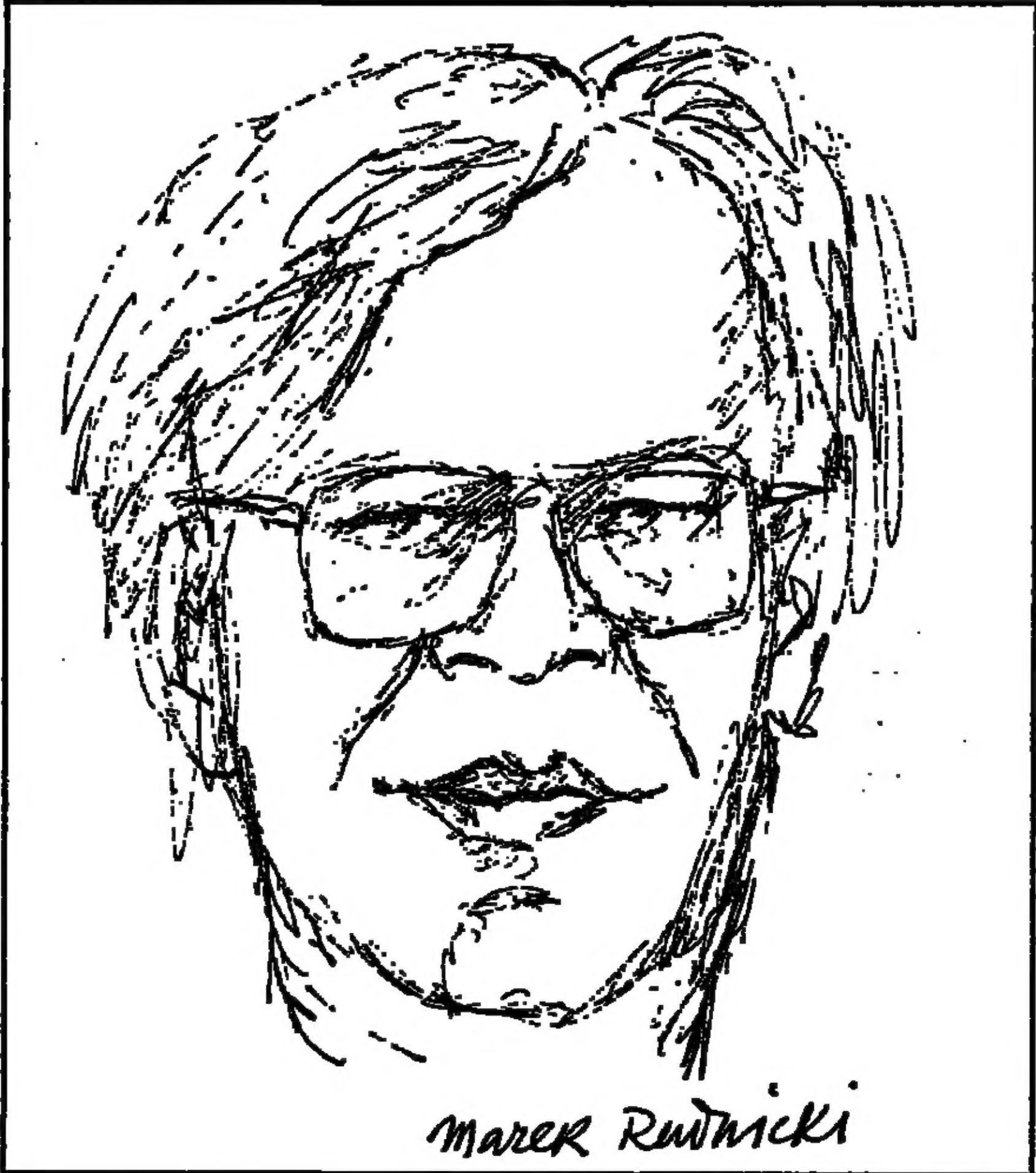
faiblesse cardiaque l'obligeront à s'enfermer enfin à Paris. Alors, faute de voyager encore et de toujours rencontrer, il publiera et republiera, sans trêve, maître d'un savoir qui évoque celui des humanistes de la Renaissance; à lui, rien de ce qui est langue, religion, culture, civilisation n'est étranger.

Ainsi, celui que vous avez accueilli parmi vous à plus de quatre-vingts ans, en 1979, fait-il bien partie de ces créateurs dont M. Lévi-Strauss a si justement remarqué alors qu'ils étaient d'un format qui nous semble hors d'atteinte aujourd'hui: auteurs d'œuvres immenses déjà par le volume, qui rompent avec les idées reçues, bousculent les disciplines, inventent entre celles-ci d'autres rapports et transforment même les règles du fonctionnement de la pensée.

Trois étapes

J'AI dit que je ne saurais me hasarder, après M. Lévi-Strauss, à tenter, fût-ce de très loin, une description de cette tripartition fonctionnelle qui, avec les digressions caucasiennes, constitue le fondement de la pensée de Georges Dumézil.

Au-delà des analogies récurrentes qu'il n'a cessé de mettre en évidence entre la triade romaine Jupiter, Mars et Quirinus et leurs cousins indiens ou germaniques, ce que je souhaiterais souligner maintenant, c'est la méthode par laquelle Georges Dumézil est parvenu à



Marek Rudnicki

cette construction, et le caractère total du système qu'il a ainsi mis en place.

Cette méthode, je crois en avoir donné un bref aperçu lorsque j'évoquais tout à l'heure ce professeur de Louis-le-Grand qui lui enseigna à «faire de la matière». D'où ces trois moments de la vie d'une pensée, qui constituent trois étapes d'une parfaite cohérence entre elles: l'intuition de 1924, la révélation de 1938, l'exposition entreprise à partir de 1968.

L'intuition, d'abord, c'est le moment où apparaît à Georges Dumézil la nécessité impérieuse de briser les murailles de livres que les écoles ont élevées entre les disciplines. Généreux, le XIX^e siècle, tout envahi de ses découvertes dans le domaine de la linguistique, avait ouvert la voie à une manière de fusion, ou du moins d'étude simultanée des langues et des religions.

Trente ans plus tard, seules émergent de l'arbre trop vite poussé et aussitôt taillé en coupe par ses critiques quelques feuilles encore vivantes du *Rameau d'Or* de Frazer: pour le reste, historiens des religions et linguistes, épigraphistes et romanistes avaient décidé de se tourner le dos. L'intuition géniale de Georges Dumézil sera de comprendre qu'il fallait revenir à cette étude globale, à un comparatisme général unanimement désavoué, mais sur d'autres bases. Avec le *Festin d'immortalité*, il néglige résolument l'étude de faits isolés et dégage l'idée de cycle, qui deviendra système, sinon structure. Dans le même temps, il réoriente le champ du comparatisme, de l'étude de l'Inde et de la Grèce à celle d'un couple indo-iranien et romain. Enfin, il met en évidence qu'il y a d'un côté des histoires surnaturelles et des mythes où les dieux se transforment en hommes; de l'autre, des récits qualifiés d'histoire — au singulier — où les hommes tiennent lieu de dieux. Peut-être n'a-t-il pas alors assez fait «de matière», il y a de très tristes analogies hâtives, il n'en reste pas moins qu'une base a été établie.

(Lire la suite page 12.)

La réponse

MONSIEUR,

Vous battez de huit ans votre prédécesseur dans le benjaminat. Selon la formule consacrée, vous naquîtes, monsieur, deux ans avant la guerre. Quand la guerre éclata, Bertrand Poirot-Delpech avait, lui, dix ans bien sonnés. Pour nous, que la guerre a tous profondément marqués, vous apparaissez comme un être d'une autre espèce, venu d'une autre planète, en somme un aéroélite. Pour vous, la guerre de 1939-1945, c'est une série d'images, peut-être d'images d'Épinal. Pour nous, ce furent les années où tout se jouait, les années de la douleur, des souffrances et de l'espérance. Vous ferez effort, j'en suis sûr, pour nous comprendre. De notre côté, la bonne volonté, je vous le garantis, sera complète.

Comme avait coutume de le dire notre regretté confrère Antoine de Lévis-Mirepoix, les mots inscrits au fronton de nos monuments, Liberté, Égalité, Fraternité, ne sont nulle part aussi vrais qu'en notre Compagnie. La liberté d'esprit y est totale, l'égalité aussi: nulle autre préférence que celle de l'ancienneté à l'Académie. La fraternité, enfin, est celle de collègues d'âge qui ont joie à se retrouver toutes les semaines. En tout académicien un potache sommeille. Et les plus austères en apparence ne sont pas les moins taquins.

D'Angoulême au Quai d'Orsay

VOUS naquîtes, monsieur, je ne me lasse pas de cette étrange formule, à Angoulême, mais ce fut par erreur, car vous êtes, comme moi, auvergnat et fier de l'être. Votre père était spécialiste des toiles d'Auvergne. Par votre mère, vous étiez lié au Proche-Orient, à ses comptoirs, à ses mirages, et je pense que rêver à l'Orient a joué un rôle dans votre vocation d'écrivain.

À l'âge de treize ans, la maladie vous frappe, et ce fut sans doute, pour vous, une très grande chance. Vous devez partir vous soigner à la montagne et, là-haut, vous vous recueillez, vous lisez, vous commencez à écrire. Au même âge, le philosophe naît que j'étais déjà, dans son journal, réglait allégrement leur compte à l'esprit humain et au cosmos. Vous, vous vous débattiez déjà avec vos personnages.

Vous reprenez vos études au lycée Condorcet. Vos études secondaires terminées, vous partez pour les États-Unis où vous êtes l'assistant d'Herbert Marcuse, le futur prophète de mai 68. Vous vous liez avec le poète Claude Vigée. De retour en France, vous préparez avec succès le concours de l'ÉNA. Une fois à l'école, vous faites un stage dans l'administration préfectorale à Oran et vous publiez un roman, *Et Gulliver mourut de sommeil*, qui vient d'être réédité à juste titre, car, comme souvent c'est le cas, ce premier livre contient tous les suivants.

Vous entrez au Quai d'Orsay et vous partez pour Hongkong avec le titre, digne d'un personnage de Giraudoux, de vice-consul archiviste. Après une année à Hongkong, vous êtes nommé à Pékin. Nous y reviendrons.

De là, quelques années plus tard, vous gagnez l'ambassade de France à Londres où vous servez jusqu'en 1971. De 1972 à 1974, vous êtes à l'ORTF, où votre titre est, lui aussi, très giraudouxien: directeur, (la virgule est ici essentielle) adjoint au directeur général, (pourvue virgule) chargé de l'harmonisation des programmes. Étrange tâche, dont la nécessité se fait sentir, aujourd'hui plus que jamais. Ici se place une parenthèse dans votre sursis à l'administration. Vous vous faites acteur et vous jouez dans un film de Pierre Kast.

En 1975, vous retournez à Londres et, cette fois, comme conseiller culturel. Vous vous acheminerez doucement vers vos futures fonctions. En 1979, vous êtes nommé directeur du théâtre. Annapolis, vous aviez déjà manifesté votre goût pour le théâtre en assurant la critique théâtrale dans l'hebdomadaire *Le Point*. En 1985, vous êtes nommé consul général à Florence. Et, enfin, en 1987, vous êtes nommé au poste que vous occupez aujourd'hui: directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au Quai d'Orsay, le plus beau poste de toute l'administration française.

Une forêt de masques

EN 1971, vous avez obtenu le prix Renaudot pour votre roman *Le Sac du Palais d'été*. Ici permettez-moi une confidence. Au moment où notre cher secrétaire perpétuel m'a téléphoné pour me faire part de votre désir d'être reçu par moi sous cette Coupole, je relisais pour la troisième ou quatrième fois le roman de Victor Segalen.

len René Leys. Vous avouerez qu'André Breton aurait vu là un de ces interstices qui lui étaient si chers. En effet, vous citez de nombreux passages de René Leys dans votre livre, et Victor Segalen lui-même est un de vos personnages ainsi que son petit-fils. Vous avez bien raison d'honorer ainsi Segalen, qui est de nos plus grands poètes.

Votre roman, qui est un grand succès, brasse une fresque de la Chine à l'époque de la révolution culturelle et de l'affrontement de deux mondes, affrontement qui se continue aujourd'hui sous des formes plus subtiles. Parmi les Européens présents à Pékin, il y a un Français, Simon Anglade. Un autre personnage, le Hollandais Otrich, lui dit: «Vous êtes un esthète aux mains nues et au cœur trop large, mon vieux.» Il y a en vous un peu de ce Simon. Je vous le dis tout de suite, je ne m'arrêterai pas là et vous retrouverai derrière d'autres masques, dans la forêt de masques qu'est votre œuvre si abondante et si variée.

Je n'entreprendrai pas d'analyser ni même de résumer vos romans qui se succèdent sans se ressembler, comme les vagues de la mer. Votre œuvre n'est pas un ghetto mais un vivier. Vos personnages sont si nombreux qu'on se perd dans cette foule. Dans la vie, je préfère les femmes aux hommes, dans vos romans aussi. Je crois, d'ailleurs, que vous penserez comme moi.

Une Lamiel qui se veut un Rastignac

À U premier rang, je mettrai cette Annette dont vous avez accouché en juillet 1988 et qui vous ressemble, elle aussi. En dépit de votre extérieur résolument viril, Annette, cette jeune fille native, elle aussi, d'Angoulême, c'est vous, monsieur. Comme elle, vous êtes une Lamiel qui se veut un Rastignac. La philosophie, si j'ose dire, de votre double est simple. Elle se résume en trois choses: la première est que, dans un monde où les hommes sont des salauds quand ils ne sont pas des imbéciles, il faut être sans pitié avec les uns comme avec les autres. La deuxième est que la vraie passion est un sentiment très rare mais qu'on ne vit vraiment qu'après l'avoir connue. La troisième est que tout est dans les livres et qu'il suffit de savoir lire pour comprendre le reste. Elle veut être un Rastignac qui écrit. Comme vous. Mais en vous il n'y a pas qu'un Rastignac, il y a aussi un Rubempré.

Lamiel est tout de même la plus forte et vous tire du côté de son père, ce Stendhal qui, je pense, vous fascine par sa manière inégalable d'allier la passion et la désinvolture.

«Une même aventure où seuls comptent en fin de compte les gestes de l'amour et ceux de la plume sur la feuille blanche.» Cette phrase de vous vous résume assez bien. Il ne s'agit plus d'Annette mais, cette fois, d'Annette, ancienne comédienne qui, après tout, n'est peut-être qu'un mythe et qui donne au narrateur un spectacle varié et permanent. Pour vous, je crois, et je ne vous contredirai pas sur ce point, la femme est la part de rêve de l'homme. Vous êtes de ces hommes clairvoyants qui savent que la femme est plus proche que l'homme du mystère du monde et que son intelligence qui sent la forêt est supérieure à la lourde raison raisonnée du mâle. Vos femmes, comme dans la réalité, sont extrêmement subtiles que leurs partenaires masculins, qui, dans vos romans, poussent parfois un peu loin à la fois la suffisance et la beloutrerie.

Beaucoup de vos personnages illustrent à merveille le genre qu'on appelle le roman picaresque, que l'on confond souvent avec le banal roman d'aventures. Un grand spécialiste de la littérature espagnole nous explique que le *picaresque* est un coquin qui a le sens épique. «Son rire, dit-il, résonnera à travers les âges avec un accent particulier qui n'exprimera jamais que la fantaisie outrancière du désespoir.»

Beaucoup de vos héros sont des picaresques, qu'il s'agisse de la réincarnation du chevalier de La Barre, du Jean-René Pallas des *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de ce siècle*, du Richard Malherbe de *Cordélla ou l'Angleterre*, de beaucoup d'autres encore. Ils se jettent sur les femmes avec avidité, ne font rien pour les comprendre, s'étonnent d'être quittés et recommencent. C'est le mouvement pour le mouvement. Comme le dit l'un d'entre eux, «il faut savoir aller jusqu'au bout de sa chute». Pourquoi? Parce qu'après «on plane, on survole» en attendant, ajoutera-t-il, la chute définitive.

Il y a chez eux, ils le reconnaissent avec lucidité, une dialectique de l'échec. Votre dernier livre a comme sous-titre *l'Éducation sentimentale*. En fait, presque tous vos livres pourraient s'appeler «une éducation sentimentale manquée».

هكذا من الأصل

LA RÉCEPTION DE M. PIERRE-JEAN REMY A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

de M. Jacques de Bourbon Busset

Il y a chez vos héros quelque chose de constamment inachevé qui contribue à leur charme. On se prend à aimer ces agités qui ne peuvent rester en place. Le plus agité de tous est votre *Don Juan*. Vous, vous allez de livre en livre, pour notre plaisir. A la fin de votre roman *Réver la vie*, vous dites que, comme nous tous, vous voudriez écrire deux lignes, deux phrases, deux mots, qui suffiraient, qui seraient essentiels. Et vous vous retrouvez avec un manuscrit de 637 pages. Je ne m'en plaindrai pas.

Des villes

Et puis il y a les villes, les paysages. Nul, mieux que vous, ne pratique le culte des lieux. Pékin, Oran, New-York, Londres, Florence, ne sont pas pour vous des points sur la carte, ni même d'agréables résidences, ce sont des villes où vous êtes plongés. Vous êtes, monsieur, un des grands maîtres de l'érotisme urbain. Comme Léon-Paul Fargue, le pionnier de Paris, vous savez respirer, caresser, étendre les cités. D'ailleurs, votre unique recueil de poèmes s'intitule *Urbanisme*. Vous avez beaucoup vécu à Londres et vous en êtes amoureux. C'est pour vous une vieille maîtresse avec laquelle vous ne rompez jamais tout à fait. Je n'en veux pour preuve que ce passage de *Cordelia ou l'Angleterre*, où vous parlez ainsi de Londres et de ses environs :

« Il y avait Londres et ses jardins, ses rangées de maisons blanches aux peintures luisantes de vieux rose et de violet écarlates dans le soleil couchant. Plus loin, c'étaient des campagnes, des maisons construites dans des parcs dessinés par des peintres avec ces troupeaux de biches qui s'égaillaient à notre approche. Des pubs, des villages qu'on retrouve inchangés cent ans après et des tours de béton et de verre au cœur des petites villes où sonnent encore, sonnent les cloches des longues cathédrales aux voûtes jaunes sur des gazon verts. Et dans chaque part, chaque maison, chaque pub, il y avait ces hommes et ces femmes dont le temps d'un amour, Richard Muller avait cru sentir les raisons, les amours. »

Pour ce Richard Muller, comme pour vous sans doute, monsieur, le plus grand bonheur est de traverser Hyde Park à grandes enjambées sous une pluie anglaise, c'est-à-dire diluvienne. Désormais, à travers une telle pluie, j'apercevrai la mystérieuse et touchante Cordelia.

Et comme vous parlez bien de Glynedourne et de son festival, de ses couleurs, *« des dames âgées et des jeunes filles très jeunes qui se promènent dans les allées, à l'entracte, au bras de longs messieurs... »*

C'est l'Angleterre qui vous a inspiré votre livre le plus court, *la Vie d'Adrian Putney*, poète. Dans ce récit étrange un peu professeur, un peu paillard, croit reconnaître dans une clochette d'ancienne maîtresse adorée du poète disparu dont il s'efforce de retracer la biographie, et il la recueille chez lui. Vous montrez avec la maîtrise de l'imaginaire et la manière dont la mémoire, le désir et le réel s'entrelacent et fabriquent des monstres souvent délicieux. On ne sait plus si cette vieille femme muette et négligée, au si beau regard où *« se lit tout le repos du monde... »* a été la Dorothy adulte du poète, ou une prostituée utilisée par les revues pornographiques, ou une grande dame de l'aristocratie au destin mystérieux. Il ne s'agit pas d'une enquête policière mais d'une descente dans l'inconscient du jeune professeur Richard, *« un besogneux qui croyait que quelque part au bout des chemins se trouvait une parcelle de vérité qui éclaircirait rétrospectivement sa propre vie comme celle du poète et leur donnerait alors un sens »*. La fin du livre ne nous donne pas le mot de l'énigme, mais nous ressentons en même temps que le héros son excitation, son exaltation à l'idée que cette présence sous son toit est le signe d'un changement bouleversant : il est sorti du drame de la solitude.

Le sinistre plaisir sans amour

La plupart de vos personnages sont des solitaires qui se débattent contre cette solitude imposée, choisie, ou, plus souvent encore, déterminée par l'incohérence de leurs caprices. Ils auraient dû lire ce magnifique passage de *Cahiers* de notre confrère Paul Valéry : *« Une seule chose dans ce monde peut compter pour l'âme non vile. C'est de se convaincre qu'elle n'est point seule et qu'elle peut véritablement échanger ce qu'elle a de plus précieux contre le plus précieux qui est dans une autre. »*

A certains de vos héros, il manque

l'essentiel, l'audace d'aimer la sagesse de l'amour fou et l'invincible logique de la gratuité et la joie que donne la confiance mutuelle. Le diamant de la transparence ne brille pas à leurs yeux. Ils ne vivent pas l'absolu au quotidien et ignorent le bonheur de la continuité, de la cohérence dans le temps, ce que j'appelle l'esprit de la forêt, car les arbres sont nos maîtres, ils nous enseignent la patience du temps. Ce qu'à parfois de sinistre le plaisir sans amour, vous mettez à le décrire un acharnement extrême. C'est que vous savez que ce qui fait vieux jeu, ce n'est pas le sens de l'homme, ce n'est pas l'honneur de la passion, c'est le laxisme, c'est le laisser-aller.

Chez vos personnages, la frénésie du désir est suivie par l'amertume de la déception, qui est sans doute la prise de conscience d'une certaine impuissance sentimentale. Beaucoup de vos héros ne cessent de se poser cette question et, quand ils ne se la posent pas, leurs partenaires la leur posent. Il y a chez eux, comme le dit M. Liu dans *Une mort sale*, *« cette humidité satisfait et qui se veut, se croit d'autant plus généreuse qu'elle est plus désespérée »*. M. Liu, qui est Chinois, parle là des Occidentaux. Sa remarque va loin et peut paraître à certains égards dangereusement prophétique. Adressée au héros du livre, elle souligne l'inutilité d'un humanisme purement verbal défilé dans un profond scepticisme.

Mais vous, monsieur, vous aimez trop la vie pour être sceptique, vous avez la passion de la vie comme vous avez la passion de l'écriture.

Fascination de l'opéra

VOS curiosités sont aussi innombrables que vos personnages, y figure en premier lieu, je crois, l'opéra. Le monde du spectacle exerce sur vous une fascination indéniable. Vous êtes d'ailleurs avant tout un metteur en scène. Vous êtes monté à Paris. Les Parisiens de naissance, eux, c'est en province qu'ils ont l'impression d'être dans la réalité. Votre prédilection pour l'opéra se retrouve dans beaucoup de vos romans et vous a conduit à écrire un livre sur l'admirable Maria Callas, dont vous dites très bien : *« Pour être la première chanteuse, la première tragédienne de son temps, elle s'est abandonnée à un destin qu'elle s'était choisi tout au long de sa vie désignée. »*

A votre roman sur la *Tétralogie*, vous avez donné comme titre *Salut pour moi le monde* : la phrase prononcée par Ysolt après avoir bu le philtre qu'elle croyait mortel. Les amours de vos personnages s'entrelacent avec celles des héros de Wagner, et c'est dans ce livre que vous échappez une de vos phrases les plus révélatrices : *« Peut-être qu'après tout écrire, c'est pour moi la seule manière de vivre ce que je n'ose pas vivre autrement. »* Est-ce cela le secret de votre fécondité ? Quel qu'il soit, dans ce livre, qui se déroule à Bayreuth, vous tenez admirablement parti de ce que vous appelez vous-même *« le thème le plus beau, peut-être de toute la Tétralogie, la rédemption par l'amour »*, thème qui est aussi celui de la foi chrétienne.

Bayreuth est un lieu qui vous inspire, mais, parmi vos lieux de prédilection, il en est un sur lequel vous n'avez pas beaucoup écrit, bien qu'il vous tienne particulièrement à cœur, c'est le Luberon, une des plus belles régions de la France et du monde. C'est là que vous prenez le recul nécessaire vis-à-vis du reste de la planète. Mes voisins et amis de haute Provence, Jean Giono et Henri Bosco, étaient tous deux des fanatiques du Luberon et y ont puisé une partie de leur inspiration. Le Luberon, c'est à la fois la Grèce et la Toscane, la lumière implacable et les traces sur le sol du long travail des hommes. Nulle part, la nature et l'homme ne sont mieux accordés qu'aux environs de Gordes et d'Oppède.

Vous n'aimez pas que les paysages. Vous aimez les livres, non pas seulement les vôtres, mais aussi ceux des autres, ce qui n'est pas si fréquent chez les écrivains. Vous possédez cet amour des livres jusqu'à la passion du bibliophile. Vous avez une collection exceptionnelle de livres du dix-huitième siècle. Imaginez que votre bibliothèque doit comporter un enfer. Le catholique doit comporter des livres de théologie, mais sans complexe avec le péché. Je ne vous crois pas théologien. Vous devez préférer les rites et les belles cérémonies aux spéculations abstraites. Vous êtes sans doute de ceux que les survivances païennes dans le christianisme n'effraient pas et même réjouissent.

Emprise de Georges Bataille

VOUS dites vous-même n'avoir pas la tête philosophique. Ceux qui s'expriment ainsi ne sont pas les moins philosophiques. Certes, vous

n'êtes pas un idéologue comme votre prédécesseur Destutt de Tracy. Je débale chez vous l'influence d'un grand philosophe, au surplus grand écrivain : Georges Bataille. Cet homme a une réputation sulfureuse, qui n'est pas imméritée et qui vous a peut-être séduit. Mais il est bien plus que cela. Il est celui, dans l'équipe et l'équipée surréalistes, qui est allé le plus loin, le plus profond. *« Quelque chose, écrit-il, est en nous de passionné, de généreux et de sacré, qui excède les représentations de l'intelligence, c'est par cet excès que nous sommes humains. »* Il me semble que presque tous vos personnages sont animés par ce surcroît gratuit, même quand il les mène à des écartes regrettables. Et puis vous avez pu trouver chez Bataille une des meilleures justifications de la mission de l'écrivain. *« Si je veux, dit-il, que ma vie ait un sens pour moi, il faut qu'elle en ait pour autrui ; personne n'aurait donné à la vie un sens que lui seul apercevrait, auquel la vie entière, sauf en lui-même, échapperait. »* Vous n'êtes pas de ceux-là. La vie ne vous échappe pas. Vos personnages y plongent, parfois même peut-être dans un certain désordre. Cependant, j'ai l'impression que vous-même avez suivi le conseil de ce sur-

service public. Souffrez que je vous en félicite. Je pense, comme vous, qu'il n'y a pas de plus beau métier que de servir l'Etat. Les fonctionnaires, et plus particulièrement les énarques dont vous êtes (à l'époque de mon entrée dans la carrière par le grand concours du Quai, mon ami et confrère Michel Debré n'avait pas encore inventé l'ENA), les énarques, dis-je, ne sont pas très bien vus. C'est naturel, on les jalouse, car on sait qu'ils détiennent le vrai pouvoir, le pouvoir que donne la connaissance des dossiers et qui permet de proposer une solution aux décideurs nominaux, les ministres.

Ce que j'ajouterais, je le puis en toute impunité, c'est qu'à l'égard des hommes politiques, notre déférence n'est pas exempte de condescendance et même d'une certaine ironie. Nous sommes fidèles. Le fonctionnaire infidèle se déshonore, il trompe la confiance que son chef a mise en lui, mais la fidélité n'exclut pas la lucidité. Et puis nous sommes conscients, peut-être trop, de représenter la permanence face au changement souhaitable, car les régimes où la stabilité ministérielle est totale sont les régimes totalitaires. C'est-à-dire les plus

sant par l'archéologie, la médecine, les arts plastiques, le cinéma, la physique, le théâtre, que sais-je encore ? Vous êtes le maître Jacques de la langue française et ce n'est pas une mince besogne. Paul VI se disait superbement le serviteur des serviteurs de Dieu. Eh bien, vous, monsieur, il vous appartient d'être le serviteur des serviteurs de la langue française, de même que l'homme politique, même s'il l'oublie parfois, est le serviteur des serviteurs de la nation.

Les serviteurs de la langue française sont innombrables et répandus sur toute la surface de la planète. Permettez-moi de saluer cette armée qui sert notre langue, professeurs, animateurs, instituteurs, bénévoles de tous âges et de tous milieux, tous dévoués à la cause du français et luttant, dans des conditions souvent difficiles, pour son maintien et son développement. Votre responsabilité est lourde et votre mission exaltante. Je suis sûr que tous ceux qui participent à votre effort et, d'une manière ou une autre, sont sous votre autorité se réjouissent aujourd'hui de votre entrée dans notre compagnie, dont une des raisons d'être est, précisément, la défense et l'illustration de la langue française.

Pour la francophonie

LA langue française n'appartient pas à la France, elle appartient à tous ceux qui la parlent. Cette constatation est à l'origine de la grande idée de la francophonie à laquelle notre compagnie, sous l'impulsion de son secrétaire perpétuel Maurice Duhamel, s'est profondément attachée. Ce n'est pas par hasard que le ministre délégué à la francophonie est notre confrère Alain Decaux, dont l'action clairvoyante et efficace s'est fait sentir et se fait sentir dans le monde entier. La francophonie n'est pas un combat d'arrière-garde, c'est une percée vers l'avenir.

Dans son émouvant *Que je crois*, notre confrère Léopold Sédar Senghor a consacré une grande partie de son livre à la francophonie dont il est, depuis des années, un militant infatigable. Il étudie les organismes à créer pour que la francophonie, ce projet de civilisation humaine, devienne une réalité structurée. Il insiste sur les vertus majeures du français qui sont, selon lui, *« la clarté dans la logique et la nuance dans la précision »*. Il a dit à juste titre que c'est dans sa syntaxe que se révèle le génie de la langue française. Et, par syntaxe, il entend *« non seulement l'ordre des mots dans la proposition et des propositions dans la phrase mais encore leurs autres relations »*. Cette syntaxe, prise dans ce sens large, montre en effet *« un esprit de méthode et d'organisation »* que peu de langues offrent au même degré.

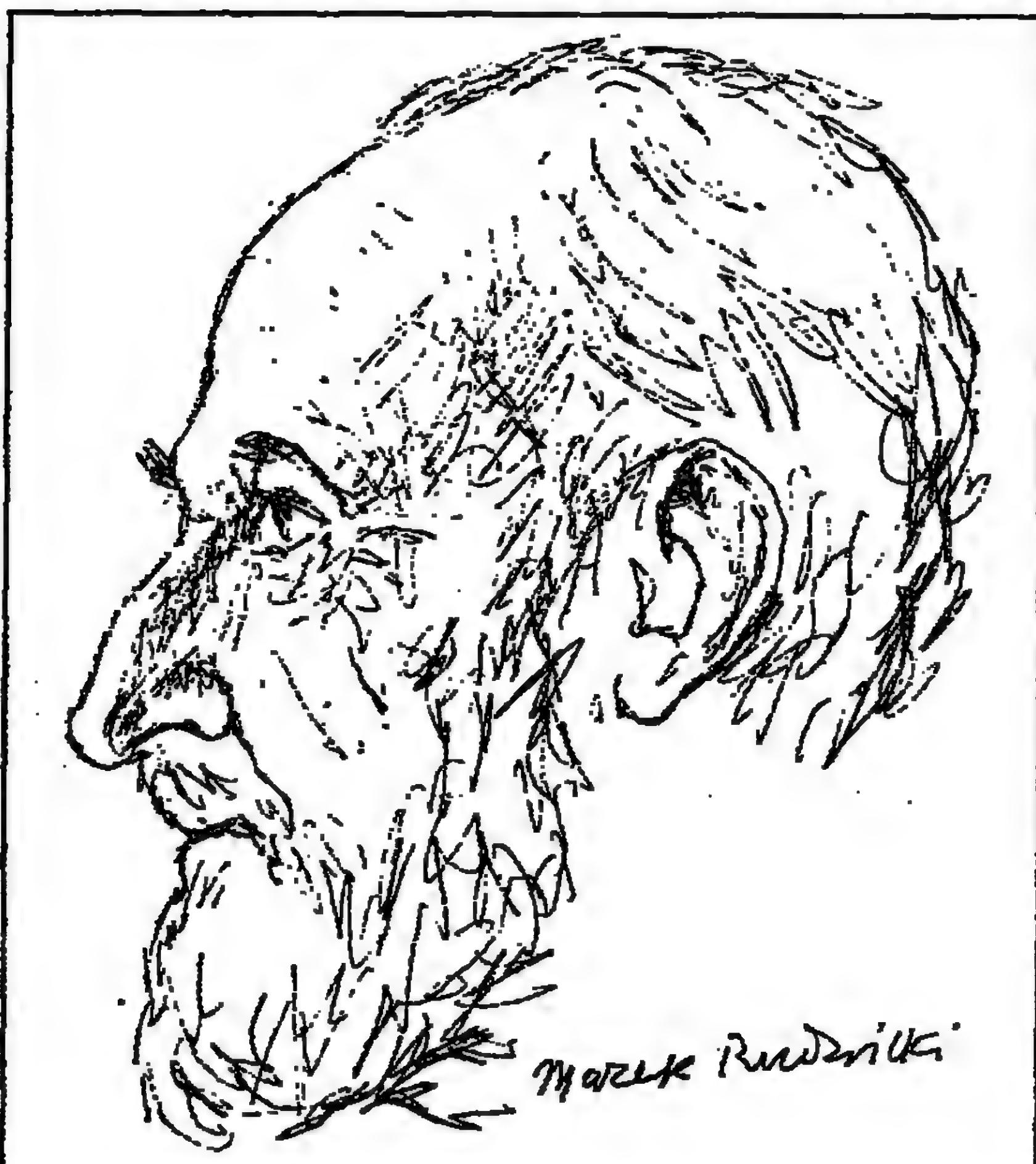
Ces réflexions conduisent à penser que la langue française peut être un instrument privilégié pour faire communiquer des cultures qui sont de plus en plus nombreuses, de plus en plus jalouses de leur singularité et de plus en plus ombageuses vis-à-vis de la langue de la nation la plus puissante de la planète. Dans une telle perspective, la France devrait être l'endroit où l'on pourrait étudier le plus aisément toutes les cultures. La France ne pourrait-elle être une exposition universelle permanente de toutes les cultures du monde ? L'humanité comprendrait ainsi que la différence distingue mais ne sépare pas. La langue française est bien placée pour servir d'intermédiaire entre les différentes cultures nationales, comme elle a cimenté l'alliance des différentes races qui peuplaient notre pays.

Cela veut dire que l'enseignement de la langue française est la priorité absolue. Qu'on ne s'imaginer pas que la culture française peut être véhiculée par d'autres langues ! La structure même de la culture française, c'est la langue française.

L'esprit français

LA langue française est le moyen de communiquer à tous une certaine manière de penser, de sentir et de vivre, ce qu'on appelle l'esprit français. Vous me permettez ici une anecdote. En mai 1945, j'étais sous-directeur à la direction des relations culturelles, j'y avais suggéré à mon directeur, Henri Laugier, de faire publier un livre, intitulé *L'esprit français*, où de grands écrivains français feraient de courtes études sur de grands écrivains français du passé. Henri Laugier approuva l'idée et me conseilla d'en parler à Paul Valéry. Je fus reçu par celui-ci le jour de la victoire, le 8 mai 1945. Dès que je lui eus exposé mon projet, Valéry s'écria : *« Je m'inscris immédiatement pour un Voltaire ! »* Il mourut, hélas ! un mois après et le projet en resta là.

(Lire la suite page 12.)



Maître Jacques de la langue française

Il se trouve, monsieur, que vous exercez ce rôle là où je l'ai exercé, il y a plus de trente ans. Vous permettez à un vieillard de chercher à se rajouter en évoquant son passé et vous êtes trop bien élevé pour prendre en mauvaise part que je vous entretienne de ce que vous connaissez mieux que moi.

Vous savouriez la volupté des hommes du second rang, qui ne se mettent pas en avant, que l'on ne photographie guère, qui s'arrangent même pour ne l'être pas. Nous avons eu, au Quai d'Orsay, deux modèles du genre, les deux secrétaires généraux successifs du ministre Philippe Berthelot, fils de Marcelin Berthelot, un autre de vos prédécesseurs au quarantième fauteuil, et Alexis Léger, alias Saint-John Perse, tous deux à l'extrême pointe de l'intelligence et de la culture, tous deux amoureux passionnés de l'autorité invisible et l'exerçant avec une souple détermination. Je pense que vous êtes trop romancier pour vous laisser prendre aux dangereuses blandies du pouvoir occulte. Vous avez besoin de paysages, de rencontres, de surprises. Cela vous protège contre la tentation d'être manieur de ficelles. Vous maniez les ficelles de vos personnages et cela vous suffit.

Et puis, quelle plus belle galerie de personnages que celle que vous donnez vos fonctions ! La planète entière est le jardin où il vous faut implanter et faire fleurir la culture française et, pour cette tâche, vous disposez de toutes les disciplines, de l'astronomie à la danse, en pas-

les
je
de
is,
na-
à
x-
t-

bi-
za-
ng
on
il
as-
va-
al
ns
re-
le
n-
ir-
so-
m-
on
de
so-
ar-
ux
ge
se,
ux
4,
cr
int
on
tes

LA RÉCEPTION DE M. PIERRE-JEAN REMY A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

La réponse de Jacques de Bourbon Busset

(Suite de la page 11.)

Ce qui, me semble-t-il, distingue l'esprit français, c'est un subtil équilibre entre la tradition et l'innovation, l'enracinement et la liberté, l'organisation et l'invention. L'invention dans les limites d'une organisation, d'une structure, c'est la leçon que nous donne à la fois Jean Racine et précisément Paul Valéry, deux des poètes les plus représentatifs de l'esprit français. Il ne faudrait pas conclure, comme on le fait parfois, que l'esprit français, c'est, dans le domaine intellectuel, le jardin à la française, l'ordre impeccable, la stricte discipline. La passion ordonnée ne vient pas ici d'un manque de passion, de je ne sais quelle prudence, elle vient d'un mouvement de la raison qui se dévoue à autre chose qu'elle-même et son propre fonctionnement.

Le dévouement de la raison apparaît comme un paradoxe des plus insolites. Ce dévouement de la raison est pourtant une ardente réalité. La raison qui ne s'engage pas est une belle machine tournant à vide. La raison qui se dévoue à des êtres ou à des œuvres est une raison généreuse. Je crois que cette raison généreuse est le message de l'esprit français. Le philosophe que le monde entier considère comme le plus français, et parfois non sans une certaine nuance d'agacement, je veux dire René Descartes,

considérerait la générosité comme la première des vertus, cette générosité qu'il définissait comme « la ferme et constante résolution de ne jamais manquer de volonté pour entreprendre et exécuter ce qu'on juge être le meilleur », c'est-à-dire, en fin de compte, comme la volonté de la volonté.

Mais, pour se dévouer, la raison doit exister et elle n'existe que si elle est vocation à l'universel. C'est pourquoi l'esprit français ne peut s'accommoder de mythologies tribales telles que la lutte des races, la lutte des religions ou la lutte des classes. L'esprit français sait qu'il y a une troisième voie entre le libéralisme de la jungle et la gèlle totalitaire. L'essence de la raison généreuse, c'est la logique du dévouement. La raison n'est pas une déesse, elle est une servante. La servante raison est au travail dans toutes les grandes œuvres, qu'elles soient scientifiques, littéraires, artistiques, économiques ou sociales. L'abnégation de la raison fait sa force. De même que la raison s'accomplit en se dévouant, en s'engageant, la langue française s'accomplit au service des autres cultures, au service de l'universel, au service de la valeur essentielle qui est le respect de l'autre.

Dumézil, encore

QUI a mieux rempli ce programme que votre illustre prédécesseur, grand écrivain français qui possédait plus de trente langues et autant de cultures ?

Vous avez très bien parlé de Georges

Dumézil, un des plus grands esprits de ce temps et l'un des plus originaux. Comme vous, et peut-être plus encore, il avait beaucoup de curiosités. J'emploie à dessein ce terme. Certains esprits plus administratifs qu'inventifs reprochaient à Georges Dumézil l'étendue de ses curiosités et me reprochaient de les favoriser. Ce sont les curiosités de Georges Dumézil qui lui ont permis d'édifier une œuvre admirée dans le monde entier et qui a contribué grandement au prestige de la pensée française.

Georges Dumézil se disait modestement un comparatiste. Il allait même parfois plus loin dans la modestie. A la fin de ses entretiens avec Didier Éribon, il dit ceci : « A supposer que j'aie totalement tort, mes Indo-Européens seraient, comme les géométries de Riemann et de Lobatchevski, des constructions hors du réel. Ce n'est déjà pas si mal. Il suffirait de me changer de rayon dans les bibliothèques : je passerais dans la rubrique « romans ». Voilà qui vous rapproche encore de votre illustre prédécesseur, dont la désinvolture vis-à-vis de lui-même n'était pas le moindre de ses charmes.

Jusqu'au dernier jour il a montré un enthousiasme et une combativité de jeune homme. Je l'entends encore dire, parlant d'un de ses collègues étrangers : « Il est contre moi, il veut démolir ma tripartition fonctionnelle ». Ses yeux brillants et l'on sentait que ces polémiques l'amusait comme s'il avait vingt ans.

La tripartition fonctionnelle, c'est la triade de Platon : la tête, le cœur et le ventre. Vous la retrouverez ici.

Dumézil l'a dit lui-même, « pour vivre et durer, toute une société a besoin de réflexion, de force et de durée ou, en d'autres termes, d'être capable de décider dans les questions divines et humaines qui se posent à elles, de se défendre efficacement et enfin de produire sa nourriture et sa prospérité ». Eh bien, monsieur, la réflexion, nous nous y efforçons et nous faisons de notre mieux, dans la mesure de nos moyens. La force, nous ne l'avons pas. Notre âge moyen nous en prive. Le maréchal Lyautey, qui fut des nôtres, disait qu'il fallait étaler la force pour ne pas avoir à s'en servir. C'est ce que nous faisons : vous avez vu ces uniformes, ces sabres, vous avez entendu rouler ces tambours. Tout cela est gracieusement mis à notre disposition pour honorer ceux que nous accueillons. La durée, enfin, c'est un peu notre affaire. Nous existons depuis plus de trois cent cinquante ans. Et nous pensons, la physique moderne nous l'enseigne, qu'il existe un pouvoir créateur du temps, un temps créateur. Nous comptons sur lui pour vivre encore au moins trois cent cinquante ans et plus encore, sous une forme qui sera peut-être alors intergalactique.

Combat pour la langue

EN attendant, voici entré dans le cercle d'amis que nous sommes. Oui, c'est l'amitié qui fait notre force, non une banale considération réciproque, mais une amitié véri-

table, fondée sur la confiance mutuelle et sur la conscience de notre tâche au service de la langue française et donc de ce que la France possède de plus spécifique, de plus enraciné, de plus intime, le suc du sol, comme dit le grand philosophe Emmanuel Levinas. A vous de nous aider dans cette mission. L'Académie française est beaucoup plus que la somme des mérites de ses membres. Elle donne l'image d'une tradition vivante et chacun de nous se sent responsable de cette image. Cette responsabilité pèse désormais aussi sur vos épaules et nous savons qu'elles sont assez larges pour la supporter.

Vous êtes déjà le commis-voyageur de la langue et de la culture française. Vous êtes désormais notre compagnon. Quand vous serez en France, et vos fonctions sont parisiennes autant que mondiales, vous assisterez à nos séances, vous contribuerez aux travaux du dictionnaire, vous aurez sans doute à faire, une année, le discours traditionnel sur la vertu, c'est-à-dire sur tout ce qui vous viendra à l'esprit, et ce sera pour vos auditeurs une aubaine, car votre esprit est ouvert et vif à l'extrême. Vous nous aiderez puissamment sur le front de la francophonie. Vous serez l'unité la plus exposée, la mieux armée aussi. Et nous vous applaudirons affectueusement quand vous reviendrez parmi nous, ceint des lauriers de la victoire. Vous mettez votre point d'honneur à combattre pour la langue de notre patrie. Nous savons que vous êtes de ceux pour qui l'honneur est la moindre des choses, et qui vivent d'un même cœur la passion de l'honneur et l'honneur de la passion.

Le discours du récipiendaire

(Suite de la page 10.)

Ce sera, dès lors – seconde étape autour de 1938 – la révélation d'un système désormais complet, où les trois dieux, Jupiter, Mars et Quirinus retrouvent pleinement leurs frères germaniques indo-iraniens à tous les points cardinaux de l'univers indo-européen.

L'article de la *Revue d'histoire des religions* ne fait qu'une trentaine de pages : pendant vingt ans, Georges Dumézil s'en servira pour « faire de la matière ». Des *Mythes et des dieux des Germains* de 1939, au *Mitra-Varna* de 1940, et aux quatre *Jupiter-Mars-Quirinus* qui s'échelonnent de 1941 à 1948, il achève de mettre en place son système en précisant tour à tour d'avantage chacun des grands paysages de son champ d'investigation.

A partir de 1968, quand tous les éléments en existaient, foisonnants, mais éparpillés, il entreprend la vaste tâche d'exposition qui constitue le troisième volet exemplaire de l'histoire d'une pensée. A soixante-dix ans, délié des obligations du voyage et de l'enquête, qui étaient la chair vivante dont il nourrissait son esprit, il va donc tout remettre à plat en concevant une gigantesque construction qui consiste à revenir une dernière fois sur les traces qu'il a laissées et à en dresser un immense tableau – je dirai : un monument – qui, sous forme d'une synthèse globale, l'embrassera, en enferme, rue Notre-Dame-des-Champs, derrière la muraille de livres qui l'encerclent de partout, à pratiquer de nouvelles brèches, à découvrir de nouvelles ouvertures, partant des voies nouvelles et de fulgurantes échappées entre les pages déjà dites, au-delà des mots déjà si longuement médités.

Un système global

TELLE fut, mais c'est peut-être seulement une vision de romancier, la méthode d'un Georges Dumézil aux prises avec un système qu'il parvint à si totalement maîtriser. A ce point d'une démonstration aussi sommaire que hâtive, je veux insister, messieurs, sur ce caractère total d'une pensée à laquelle rien ne doit échapper dans le champ qu'elle s'est défini.

Georges Dumézil n'a cherché à leurrer personne. A ceux de ses amis qui avançaient l'idée qu'il existe des règles universelles et des structures universellement identiques de fonctionnement de l'esprit humain, ou des archétypes de l'inconscient, il répondait qu'il se bornait, lui, à simplement constater des systèmes qu'on retrouvait semblables au sein d'un même et unique groupe, qui était cette population, mythique mais bien réelle, venue d'on ne sait où, quel que part aux confins de l'Europe et de l'Asie, avec sa langue, ses dieux et ses légendes. Il n'entendait nullement – je cite ici son *Héritage indo-européen à Rome* – « ressusciter l'état religieux, politique ou social des Indo-Européens indus et, ce faisant, satisfaire ainsi un

goût d'exotisme dans le temps, mais donner les moyens de se représenter, sur cinq cents, mille ou deux mille ans suivant les cas, une partie de la préhistoire des civilisations indo-iranienne, italique, germanique, etc., historiquement connues ».

Dans ce cadre étroitement défini – mais si largement aussi – on perçoit entre les lignes l'immense appel d'air venu de tous les horizons de notre héritage. Il s'agissait dès lors – je cite le même petit ouvrage de 1948 – de « tenir sous les yeux, à la fois, solidement parce qu'ils sont solidaires, ces cinq secteurs : *concepts, mythes, rites, division sociale, sacerdoce* ». En cinq termes, ce que Georges Dumézil définit ainsi, c'est tout simplement une civilisation.

C'est donc ce système global, total, qu'il appliquera avec une sorte de jubilation aux plus vastes pans de cette (ou de ces) civilisation qu'il se fera une obligation d'aborder, comme à leur plus infimes manifestations entre lesquelles il semblera s'amuser à faire jouer toutes les manœuvres de ce qui devient une langue et une poésie.

Témoins de cette culture immense, les trois beaux volumes de *Mythe et épique* ou la réédition de *La Religion romaine archaïque*, qui mettent à plat le formidable tableau d'un savoir acquis pendant plus de soixante ans. Mais témoins aussi, et je le cite dans le désordre, ses *Idees romaines*, ses *Esquisses de mythologie*, où il tourne et retourne en tous sens des bribes de problèmes, qu'il s'agisse de la *Courtesane* et les *Seigneurs colorés*, ou des *Quatre pouvoirs d'Apollon*, pour apporter quelques gouttes d'eau encore à son moulin et nous offrir, à nous, émerveillés, de géniales et musicales variations autour d'un thème unique et triple, dont chaque esquisse est une fulgurante notation et un immense ensemble qu'elle consolide encore en quelques pages, quelques images d'une infinie poésie.

Nostradamus

J'AI dit jubilation, et c'est bien de jubilation qu'il s'agit, quand, parvenu tout au bout du chemin, Georges Dumézil peut se rendre compte que l'extraordinaire machine, ce mécanisme de haute précision qu'il a inventé, en arrive à pouvoir fonctionner tout seul ; je veux dire sur n'importe quel sujet, mais avec la même rigoureuse, inaltérable précision. Tel est l'enjeu de l'avant-dernier livre publié de son vivant. Je veux parler de ce livre qu'il a qualifié lui-même de « sottie », où le savoir le plus grand débouche soudain sur le rire le plus pur. « *Le moine noir en gris dedans Varennes* » est, vous le savez, l'analyse poussée jusqu'à l'absurde, c'est-à-dire jusqu'à la plus extrême de ses possibilités, du quatrain de Nostradamus qui prédit la fuite de Louis XVI à Varennes, son arrestation, son emprisonnement et son exécution. Nous sommes là aussi éloignés des chers Indo-Européens de Dumézil que de ses amis les Oubykhs, et pourtant, sur quatre vers qui constituent un poème si inspiré, si moderne et si bellement articulé que je ne peux résister au plaisir de vous le redire :

De muet viendra par la forêt de Reines,
Deux parr vultorite Herne la pierre blanche

« *Le moine noir en gris dedans Varennes*,
Esleu cap cause tempeste, feu sang tranche.

Sur ce quatrain énigmatique, donc, un vieux monsieur de quatre-vingt-six ans a imaginé un dialogue défilant de drôlerie et d'impertinence sérieuse entre quatre messieurs graves et savants. Ainsi, c'est la fiction elle-même – romancier, j'oserai dire le roman – qui vient à la rescousse de la théorie sous la forme d'un dialogue que n'aurait désavoué ni Valéry ni Claudel, qui faisait converger sur Wagner et sur Dieu des automobilistes en pame dans le Loir-et-Cher. Ici, nos quatre personnages tournent et retournent les quatre vers de Nostradamus, en épuisent tous les sens et en font si bien « de la matière » qu'ils retombent sur Rome et les flammes majestueuses pour en éclaircir enfin la signification et prouver, par Numa Pompilius interposé, que Nostradamus a bel et bien annoncé au milieu du XVI^e siècle les événements de 1791. Le raisonnement est si superbe que les cent proquettes du dialogue deviennent les entretiens nécessaires d'un ballet où l'intelligence le dispute à l'humour sous le signe inépuisable d'un savoir universel.

Et nous n'avons d'ailleurs que le temps de reprendre notre souffle que Georges Dumézil remonte encore vingt siècles en quelques pages, pour nous offrir en fine sa somptueuse version à la fin du *Phédon* : « Criton, d'Eschyle nous sommes redevenus d'un cog ». Avant que le coq chante, Georges Dumézil a tout deviné.

Ainsi, derrière la pensée toujours en mouvement qu'on a vue naître et s'enrichir à travers tant de pages et tous ces livres accumulés en un superbe ordonnancement, apparaît le sourire de l'homme Georges Dumézil. Je l'ai dit, je ne l'ai rencontré qu'une seule fois. C'était chez lui, dans cet appartement en proue sur la rue Notre-Dame-des-Champs, dans ce désordre fabuleux de livres posés sur des livres, de planches en équilibre jouant sous le poids d'autres livres, devant cette table de travail comme dévorée elle-même par les livres qui l'envahissent de toutes parts, maladie magistrale du savoir à l'assaut des objets de tous les jours qu'il n'en sont que l'instrument banal et nécessaire. Et moi, le romancier un peu diplomate, le diplomate un peu romancier qui osait lui rendre cette visite, je me sentais comme un personnage parfaitement incongru. Un Pierrot de comédie avec ses petites angousses, égaré au milieu d'un autre théâtre où l'on aurait donné une pièce à laquelle il sentait avec une redoutable clairvoyance qu'il n'appartenait pas. J'ai pourtant retenu de cette brève visite la vision d'un homme d'une immense bonté qui faisait l'effort de tenter de comprendre jusqu'aux silences embarrassés d'un solliciteur qui se sentait désespérément importun.

Plus tard, j'ai rencontré des hommes et des femmes qui m'ont redit cette volonté qu'il avait de comprendre et d'interroquer, alors même que les préoccupations de celui-ci paraissent se situer à des années-lumière de ce qu'on croyait être les siennes. Son fils, le docteur Claude Dumézil, ne m'a-t-il pas écrit que si son père « lisait peu de romans – ce sont ses mots – et ne s'était jamais autorisé à en écrire, on sait peu

qu'il a eu, lui aussi, avant guerre, dans la mouvance pétilante du jeune Roger Caillois, la tentation de s'essayer au genre littéraire policier ».

Et puis la télévision est venue, bien tard, pour révéler à ce qu'on peut appeler le grand public la figure de Georges Dumézil. Et ce public, à son tour, l'a découvert derrière sa table de bois et les montagnes branlantes de ses livres qui sont devenues pour tous la métaphore de son savoir, lui si bien assuré ; mais ce même public a découvert en même temps, au détour des questions du faire-valoir qui l'interrogeait, la bonté de ce regard, l'humour de ce sourire.

Maître à penser

LORSQUE je me suis lancé dans la redoutable et exaltante entreprise qu'a consisté à lire, en quelques mois – j'ouvre les guillemets – tout Dumézil – ou presque, pour tenter d'en parler cet après-midi devant vous, c'est le souvenir de ce sourire qui m'a d'abord encouragé, effaré que j'étais par les milliers de pages qui s'annonçaient devant moi. Car d'instinct, j'étais, tout juste bon, je vous l'ai dit, à écrire des romans, cela faisait plus de trente ans que j'avais oublié de penser. Pis : je ne savais plus ce que c'était que penser.

J'ai donc abordé l'œuvre de Georges Dumézil pas à pas : très vite, pourtant et après quelques livres, tout m'a paru clair. J'avais compris, je crois, et la recherche, et la méthode : le reste coulait de source. Le plus aisément du monde, les lignes de force de sa pensée se sont dégagées, ses appendices, ses ramifications : une fois de plus, Georges Dumézil s'était montré un maître hors pair, mais, cette fois, c'était à moi qu'il s'adressait. A moi qui ne savais plus penser, il a réappris à la faire. La délectation qu'il éprouvait à suivre une idée jusque dans ses prolongements les plus inattendus, je l'ai ressentie à mon tour. Et c'est ainsi que son *Moine noir en gris* a fini par m'apparaître comme le livre le plus drôle que j'ai lu depuis bien longtemps, car il n'était plus un élément du puzzle qui ne me fut familier, ni un clin d'œil à son système auquel je ne pusse répondre à mon tour.

L'été dernier, j'ai passé huit jours à Bayreuth, où on donnait une nouvelle mise en scène de *l'Anneau du Nibelung*. Wotan et Donner, Froh, Fie, les dieux de *l'Or du Rhin* qui m'étaient depuis longtemps des amis, me sont apparus sous un autre costume. Wotan, c'était le borgne, et Donner le manchot dont Dumézil a raconté les aventures ; quant à Froh et à Fie, la déesse aux pommes de jeunesse, je les ai reconnus sous le masque dont Wagner les a affublés : à travers le temps et l'espace, transportés sur la verte colline du Festpielhaus, c'étaient les jumeaux Agvins de la légende indienne.

Et soudain, lorsque les géants Fasolt et Fafner entraînent Fie, leur prisonnier, le chant de désespoir de Froh, le personnage le plus ingrat peut-être de la mythologie wagnérienne, m'a rempli d'une émotion nouvelle, parce qu'au-delà des mythes védiques passés au tamis réducteur d'un conte des bords du Rhin, ce sont les derniers des cinq frères Pandava qui me sont apparus, Nakula et Sahadeva, beaux et intelligents, à qui

l'épée est attribuée comme arme : cette épée, c'est celle de Siegfried, bien sûr, déviée dans les notes ultimes du prologue, admirable thème de sept notes glorieuses qui retentit quand les dieux s'avancent vers le Walhalla sur l'arc-en-ciel que Froh, lui précisément, a lancé entre terre et ciel.

Ainsi, jusque dans les désordres poétiques de la thématisque wagnérienne, me suis-je pu à retrouver à mon tour les signes dont Georges Dumézil a tissé sa pensée. Romancier pris au piège de la pensée d'un autre, je faisais même sa méthode pour mieux m'y enfoncer.

Diplomate et romancier

PARLANT de Stendhal, j'ai dit au commencement de ce remerciement qu'au-delà des *Chartreuse* et des *Armance*, sa vie fut son vrai chef-d'œuvre. Je voudrais pouvoir énoncer avec la même aisance qu'au-delà de la théorie des trois fonctions, des lourds volumes de *Mythe et épique*, de tous ceux qui les ont précédés et de ceux qui les ont suivis, c'est la pensée en action de celui qui les a tirés de la double nuit de l'espace et de l'histoire qui est son vrai chef-d'œuvre. Non pas, dès lors, la vie d'un homme, ou son œuvre, mais la démarche, l'itinéraire : l'intuition, la révélation puis l'exposition qui ont conduit de l'un à l'autre. Je voudrais pouvoir affirmer ce qui me semble une vérité aveuglante – mais qui suis-je, après six mois seulement d'intimité peut-être trop fertile avec la pensée de Georges Dumézil, pour oser avancer une telle hypothèse ?

Je le poserais donc seulement devant vous, messieurs. Et je retournerai à mes romans et à ma diplomatie. Pendant six mois, grâce à Georges Dumézil, je me suis senti un peu plus intelligent, ce qui est déjà difficile ; un peu plus intelligent, ce qui est beaucoup plus difficile. La dernière page n'est pas tournée. Quoique j'aie pu en dire, il me reste bien des volumes de Georges Dumézil à lire, tant de chemins à parcourir encore à explorer. Pour le reste, je continuerai à écrire des romans, puis-que c'est peut-être encore cela que je réussis le moins mal, et je continuerai mon métier de diplomate, car, hormis celui de la littérature, le service de l'Etat est, au fond, le seul que je respecte et le seul pour lequel je pense être né.

Mais je demeurerai fidèle aux engagements qui étaient ceux du solliciteur auquel vous avez bien voulu, en juin dernier, accorder vos suffrages. J'ai trop de visages encore dans la tête, d'histoires, de paysages – et le défi que Stendhal nous a lancé d'écrire à perte de vue, de vie et jusqu'au dernier souffle – pour ne pas écrire encore, fût-ce un peu trop et en dépit des règles de la bienséance en matière de littérature qui préconisent l'économie des moyens, la rarefaction de la production, l'enfouissement dans la douleur et la culture officieuse des amitiés nécessaires à la bonne tenue des livres de comptes.

Simplement, parce qu'appelé à siéger parmi ceux que Destut de Tracy appelait « les hommes les plus distingués par leurs talents et leurs lumières », peut-être vais-je avoir envie de mieux mériter l'honneur que vous m'avez fait. Ainsi tenterai-je, simplement, d'écrire des romans un peu meilleurs, et de servir un peu mieux l'Etat que je me suis donné pour maître.

سكزا من الأصل

AUVERGNE

Des bourses pour l'étude des câbles

Le Club des ouvriers, association pour la promotion de l'image de Clermont-Ferrand, propose - en liaison avec la ville de Clermont-Ferrand - aux élèves des grandes écoles d'ingénieurs, de commerce et de gestion et de troisième cycle des universités cinq bourses de 15 000 F sur le thème : « Le câble, quelles utilisations pour quels publics ? ».

Les cinq candidats ou équipes de candidats (trois personnes au maximum) retenus devront aller étudier la technique et l'utilisation du câble dans la ville étrangère de leur choix et consacrer les résultats de leur enquête dans un mémoire.

Le vainqueur du concours organisé à l'issue de ces enquêtes, outre l'attribution d'un prix de 25 000 F, sera reçu par la ville de Clermont-Ferrand, intégré comme membre consultant dans le Club des ouvriers et ses travaux seront l'objet d'une publication.

* Renseignements auprès des services de communication, mairie de Clermont-Ferrand, 10, rue Philippe-Marcombes, 63 000 Clermont-Ferrand, tél. : 73-92-42-31, poste 227.

BRETAGNE

Aides aux puces

Le conseil général d'Ille-et-Vilaine a décidé d'accorder une subvention de 5 millions de francs à la Société générale de semi-conducteurs (SGS) pour l'acquisition de machines de haute technologie nécessaires à la fabrication de composants électroniques de la seconde génération.

Cette aide financière est assortie d'un engagement de la SGS de mettre ces équipements très sophistiqués à la disposition des universités et des grandes écoles de Rennes. L'investissement est de 280 millions de francs pour l'industrialisation des « puces intégrales ».

Le conseil régional de Bretagne apporte une avance de 10 millions de francs, la ville de Rennes intervient pour 7 millions de francs et le ministère de l'Industrie a donné son accord de principe pour une aide de 80 millions de francs.

C'est la première fois que le conseil régional de Bretagne, le conseil général d'Ille-et-Vilaine et la ville de Rennes apportent leur contribution financière à une entreprise pour l'achat de matériel. Leurs interventions se limitaient jusqu'au financement de bâtiments industriels.

ILE-DE-FRANCE

Trois milliards d'investissements à Marne-la-Vallée

Le groupe SARI a signé avec Epame, l'établissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée, dans la banlieue est de Paris, une convention d'achat de droit à bâtir de 200 000 mètres carrés sur le secteur dit « Maille Horizon - La Porte de Paris ». L'investissement total sera de 3 milliards de francs.

Le programme prévu comprend une cité des affaires « Atria » de 13 500 mètres carrés, réalisée avec le groupe touristique Accor, un hôtel Novotel de cent cinquante chambres, un club des affaires et 175 000 mètres carrés de bureaux. L'aménagement du site devrait être terminé d'ici à 1994.

320 000 LITS EN 1995 ?
Les encombrements de la Tarentaise

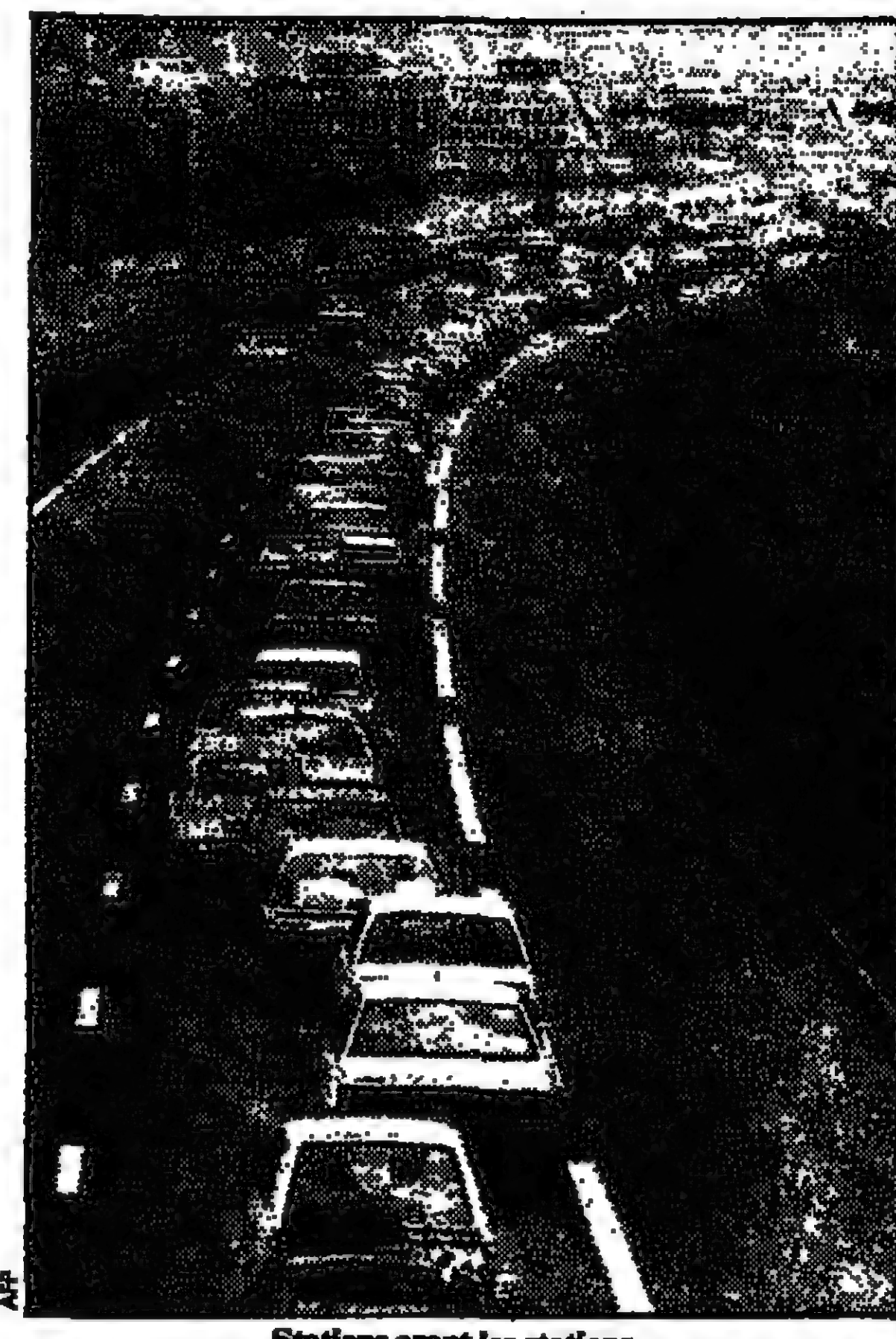
A la vallée olympique de la Tarentaise sort sans trop de dommages d'un hiver peu enneigé sur les massifs montagneux européens. L'altitude élevée de ces stations et l'existence de domaines skiables, parmi les plus étendus et les mieux équipés du monde, furent des atouts déterminants pour attirer une clientèle française, qui boude depuis trois ans les pentes de ses massifs ou réduit la durée de ses séjours à la montagne (1).

Si de nombreux villages d'altitude s'apprêtent à connaître des années difficiles sur le plan financier, qui les contraindront nécessairement à retarder ou à annuler des programmes nouveaux d'équipements immobiliers ou en remontées mécaniques, les communes de la Tarentaise, occupées à la préparation des Jeux olympiques d'Albertville de 1992, regrettent de projets.

La Tarentaise a ainsi retrouvé depuis trois ans le même rythme de développement immobilier qu'au cours des années 70, période pendant laquelle court le « plan neige » (1970-1975) qui permit notamment l'essor de nouvelles stations comme La Plagne, Tignes, Les Arcs, Les Menuires, Val-Thorens.

Equipée de plus de 250 000 lits, la vallée olympique a engrangé, par l'intermédiaire de la commission spécialisée des Alpes du Nord, l'administration devra se montrer beaucoup plus vigilante sur les projets qui lui seront soumis en Tarentaise : « Je pense que nous entrons aujourd'hui dans une phase où nous risquons de devoir procéder à des ajournements de longue durée ou à des réductions très sensibles de volume des projets qui nous seront présentés ».

L'Etat, qui investit, dans la perspective des JO de 1992, des sommes considérables - plus de 2 milliards de francs - pour donner à l'actuel tracé de la route nationale 90, l'adaptation à l'environnement urbain de la Tarentaise, des caractéristiques autoroutières entre Albertville et Modiriers - 27 kilomètres, -



Stations avant les stations

de tirer la sonnette d'alarme. Pour Gilbert Carrère, préfet de Rhône-Alpes, qui préside la commission spécialisée des Alpes du Nord, l'administration devra se montrer beaucoup plus vigilante sur les projets qui lui seront soumis en Tarentaise : « Je pense que nous entrons aujourd'hui dans une phase où nous risquons de devoir procéder à des ajournements de longue durée ou à des réductions très sensibles de volume des projets qui nous seront présentés ».

L'Etat, qui investit, dans la perspective des JO de 1992, des sommes considérables - plus de 2 milliards de francs - pour donner à l'actuel tracé de la route nationale 90, l'adaptation à l'environnement urbain de la Tarentaise, des caractéristiques autoroutières entre Albertville et Modiriers - 27 kilomètres, -

entend préserver la plus longue possible cet acquis. Mais les projections de trafic, réalisées à la demande de la direction départementale d'équipement de la Savoie, font apparaître que cette voie moderne, prévue pour faire « sauter » les bouchons des « skieurs roulants », sera à son tour saturée à l'aval de Modiriers lorsque les capacités d'accueil des stations de la Tarentaise atteindront 340 000 lits. En amont de cette ville carrefour, les embouteillages se multiplieront dès que la vallée offrira 318 000 lits.

« Le réseau, qui sera réalisé pour 1992, n'apportera qu'une capacité supplémentaire d'accueil limitée à 30 000 lits par rapport au nombre de lits existants, augmentés des autorisations d'UTN non consommées », écrit, dans un rapport récent, le préfet de la Savoie, Bertrand Landrieu. Le sou-

lign, d'autre part, que « l'extension des urbanisations et des domaines skiables vers des sites difficiles, l'accroissement de la fréquentation, augmentent le poids des risques naturels », mais aussi nécessitent la mobilisation, difficile, de nouvelles réserves en eau potable et un effort considérable d'épuration au niveau des rejets.

Plutôt le haut de gamme

La Savoie et sa vallée la plus prestigieuse se trouvent ainsi confrontées à un choix particulièrement délicat. Les contraintes géographiques du site dans lequel s'inscrit la route nationale 90 restreignent son développement quantitatif, au moment, précisément, où la pression de la clientèle, certaine de trouver dans ses stations la neige quasiment garantie, se fait de plus en plus forte, et que surgit un nombre grandissant de projets immobiliers.

« Face à un marché français en stagnation, la stratégie de la Tarentaise n'est sans doute pas d'augmenter sans discernement les capacités d'accueil de qualité moyenne, au risque de déstabiliser les stations moyennes de Savoie et des Alpes du Nord, mais de viser un produit touristique « haut de gamme » afin de capter davantage la clientèle étrangère, notamment européenne », observe le préfet de Savoie.

L'Etat semble aujourd'hui disposé à mieux contrôler les ambitions des communes de la Tarentaise, sans remettre en cause directement leur compétence en matière d'urbanisme qu'elles tiennent des lois de décentralisation, mais en faisant jouer les dispositions particulières prévues dans la loi montagne de 1985, qui confie à l'Etat de très larges attributions dans les domaines de l'environnement, de la sécurité face aux risques naturels, enfin, de celles concernant la qualité de l'architecture et de l'environnement des stations.

CLAUDE FRANCELLO.

(1) Le taux de départ des Français aux sports d'hiver, qui était de 10 % au cours de la saison 1983-1984, tombait à 9,6 % pendant l'hiver 1985-1986 et est actuellement estimé à 8,8 %.

LORRAINE

Un hôtel intelligent

Il y a vingt ans, c'était un collège dirigé par les pères jésuites ; aujourd'hui, c'est le siège du conseil régional de Lorraine ; les Messins l'appellent « Saint-Clement ».

En devenant l'hôtel de région, cette ancienne abbaye, construite par les moines bénédictins au seizième siècle, a non seulement retrouvé une seconde jeunesse mais est aussi devenue un bâtiment « intelligent », entièrement câblé et informatisé. Une première nationale pour une collectivité territoriale.

Répondre aux besoins des élus et de l'administration régionale a été le souci permanent qui a guidé les réflexions engagées depuis plus de trois ans pour définir le plan d'information du conseil régional, représentant un investissement de 12 millions de francs. Cette réalité répond à un triple objectif : doter l'hôtel de région d'équipements bureautiques, d'une informatique et d'installations audio et vidéo.

An regard des informaticiens, l'activité d'une région, en tant que collectivité territoriale, se caractérise par une gestion et un suivi de données. Cette caractéristique forte de l'activité, le système informatique s'articule autour d'un réseau large bande. Ainsi, l'ensemble des bureaux est desservi par un seul câble coaxial blindé pouvant transporter à la fois la voix, le texte, l'image et les données informati-

ques. Cette technologie constitue une des originalités majeures du programme d'information. Elle préfigure l'arrivée du réseau numérique à intégration de services (RNIS) dont France-Télécom a entamé la mise en place.

Un traitement de texte, un logiciel de messagerie-agenda, un tableur et un gestionnaire de bases de données, pilotés par deux calculateurs, sont quelques-uns des outils informatiques à la disposition de l'administration régionale.

La mise en place du système de communication intégré et ouvert du conseil régional de Lorraine est désormais complétée par l'équipement de la nouvelle salle des délibérations, qui vient d'être inaugurée. Vote électronique, traduction simultanée et sonorisation sont entièrement régies par ordinateur. Chaque conseiller sera muni d'un badge de reconnaissance de place. Les résultats des scrutins seront affichés dès le clôture du vote. L'hémicycle est également équipé d'un dispositif de visualisation des documents examinés, textes, graphiques images venant nourrir le débat.

NORD - PAS-DE-CALAIS

Douai se compare

La prospérité de l'arrondissement de Douai a longtemps été liée à celle de l'industrie charbonnière. Depuis vingt ans, celle-ci a progressivement disparu, et malgré l'arrivée de quelques activités nouvelles comme l'usine Renault, la ville et les communes voisines connaissent une grave crise de reconversion, avec un taux de chômage pratiquement supérieur de 50 % au taux national. Comment s'en sortir ?

Une première solution est d'interroger les pays qui ont connu des expériences semblables. D'où le voyage organisé du 24 au 29 octobre dernier par la chambre de commerce et d'industrie et Pierre Dommergues, directeur du cabinet Triade, dans quelques villes et Etats américains frappés eux aussi par la disparition d'activités industrielles traditionnelles.

Une vingtaine d'industriels, de banquiers, d'enseignants, de représentants des collectivités locales, ont ainsi visité des sites industriels du Massachusetts, de l'Ohio, du Michigan. Rien de bien original dans cette opération, dira-t-on, si ce n'est le

Philippe ETCHEVERRY.

Le secrétaire Aquitaine de la Banque de France et plus spécialement son entente de Bayonne viennent de publier une étude qui sera fort précieuse aux membres de la CCA. Tout au long d'une centaine de pages, l'économie du Pays basque espagnol vue de l'Aquitaine fait l'inventaire des données économiques de la Communauté basque avant de développer une analyse comparative avec l'Aquitaine.

(Banque de France, 13, rue de l'Esprit des Rois, BP 503 - 33001 Bordeaux, Gironde).

UN RENDEZ-VOUS DES CHAMBRES DE COMMERCE
L'Europe de Nantes à Porto

L'entrée tardive dans la CEE de l'Espagne et du Portugal a privé de la mise en place d'un réseau de communication nord-sud autour de l'axe Londres-Gènes par la vallée du Rhône. Et beaucoup, tant à Madrid et Barcelone qu'à Perpignan et à Marseille, s'interrogeraient aujourd'hui que les relations entre la péninsule ibérique et le reste de l'Europe s'établissent aussi le long de la côte atlantique.

Pour éviter d'être définitivement mises hors jeu, les chambres de commerce de la France atlantique de l'Europe ont décidé d'unir leurs efforts. La Conférence des chambres de commerce, d'industrie et de navigation de l'Atlantique (CCA), créée en septembre 1988, vient de tenir en ce sens à Biarritz sa deuxième réunion avec la participation des représentants de La Coruna, Vigo, Bilbao, Bayonne, Bordeaux, Nantes et Saint-Nazaire.

Une bonne nouvelle les a encouragées à aller de l'avant : la décision du gouvernement autonome basque de pallier le refus de Madrid de construire, à partir d'Hendaye, une voie de chemin de fer à écartement européen jusqu'à Bilbao, le gouvernement espagnol ayant, lui, opté pour la connexion par le Catalogne. Le TGV dont

l'arrivée à Hendaye est prévue pour l'année prochaine pourra ainsi atteindre Bilbao en 1995 alors qu'aucune date n'a encore été fixée par la SNCF pour ouvrir la voie Marseille-Catalogne. De plus, les provinces espagnoles de la côte atlantique étudient la possibilité de prolonger de la côte cantabrique jusqu'à la possibilité de prolonger la TGV-Atlantique jusqu'à Porto.

Dans cette attente, les participants ont décidé de développer leurs relations aériennes en développant une compagnie d'aviation de troisième niveau créée à Bilbao.

Partenaires

Outre ces projets de liaison qui viennent d'être ajoutés à la « Route des asturies » Caste-Bilbao, les membres de la CCA ont envisagé la création d'une société de capital risque. Mais vu les difficultés locales qui s'opposent à cette réalisation, l'objectif sera, dans un premier temps, de mettre en place une meilleure coordination des sociétés de ce genre existant dans chacune de ces régions.

Enfin, dans le domaine de la formation, des projets de partenariat entre les CCI concernées et

leurs universités ont été étudiés en coordination avec les programmes créés dans ce sens par la Communauté européenne.

Autant de projets qui s'appuient sur des arguments attractifs qu'avancent les membres de la CCA : une tradition maritime très ancienne qui a connu ses heures de gloire avant que les mers économiques ne se déplacent vers l'Est, des espaces pour la développer et un cadre de vie très agréable, condition essentielle pour le développement de nouvelles technologies. Avant de se séparer, tous ont décidé d'inviter à leur prochaine réunion prévue pour cet été à Saint-Sébastien, toutes les chambres de commerce et d'industrie de la Bretagne jusqu'à Porto.

voulons combler le trou de mémoire qui existe dans l'histoire de France traditionnelle sur ce qui s'est passé en Vendée », disait l'un. « Nous voulons manifester la volonté des Vendéens de se préparer à l'Europe économique », notait l'autre.

PICARDIE

Un conseil régional des jeunes

Il existe en France plusieurs conseils régionaux d'enfants et même deux conseils généraux d'enfants (en Ille-et-Vilaine et en Savoie), mais il n'existait pas encore de conseil régional de jeunes. Le premier vient de voir le jour en Picardie sur l'initiative du président du conseil régional, Charles Baur (UDF). La région compte aujourd'hui cinq lycées d'enseignement général et d'enseignement professionnel. Dans chacun d'entre eux, le représentant du lycée et son suppléant seront désignés par l'ensemble des élèves de classe. Le mandat ne sera renouvelable qu'une fois. Les conseillers régionaux jeunes tiendront trois sessions par an à Amiens. Deux sessions sont prévues avant les grandes vacances, la première se tiendra le mercredi 22 mars.

Les conseillers régionaux jeunes se répartiront en quatre commissions : formation, développement économique, aménagement du territoire régional, culture et identité régionales. Un élu et un ou plusieurs cadres de la région assisteront aux commissions. Il y aura ensuite une séance plénière au cours de laquelle les quatre présidents des commissions rendront compte de leurs conclusions. Un débat et un vote interviendront après chaque rapport. Un budget sera mis à la disposition des conseillers régionaux jeunes pour la publication des débats et des conclusions. Les présidents et les rapporteurs des commissions du conseil régional des jeunes pourront être entendus par les commissions du conseil régional de Picardie à la demande du président de cette assemblée.

Le Parti communiste, le Parti socialiste et le FN ont critiqué l'initiative de Charles Baur, la qualifiant de démagogique et ajoutant qu'il ferait mieux de rétablir les subventions qu'il a supprimées au mouvement d'éducation populaire.

POITOU-CHARENTES

Solidarité atlantique contre lobby méditerranéen

Le mot-clé du président du conseil régional de Poitou-Charentes, Jean-Pierre Raffarin (UDF), est « contrat ».

Le contrat de plan qu'il vient de signer avec le préfet de région lui donne grande satisfaction, même si sur des dossiers comme l'aménagement rural ou l'enseignement supérieur « il y aurait à redire ». « De 1989 à 1993, nous allons pouvoir dépenser 4,2 milliards de francs, souligne Jean-Pierre Raffarin. Du coup, en termes quantitatifs, le Poitou-Charentes, qui pendant la dernière période était au quinzième rang des régions pour l'investissement par habitant, se retrouve au sixième ».

Le conseil régional se félicite notamment d'avoir décroché trois dossiers essentiels : les routes, l'électrification de la ligne SNCF Poitiers-Niort-La Rochelle, qui sera donc desservie par le TGV, et la construction de quatre barrages pour l'alimentation en eau.

A côté de cette politique « supra-contractuelle » avec l'Etat, Jean-Pierre Raffarin plaide aussi pour une politique « infra-contractuelle » pour mieux souder la région. Il a lancé les contrats régionaux d'initiative locale pour l'emploi (CRILE) auxquels seront consacrés 28 millions de francs cette année. Le premier concerne l'aide au développement de la société de haute technologie Microcontrol dans la zone rurale déshéritée de la Charente limousine près de Confolens (création de cent cinquante emplois, dont quatre-vingts postes d'ingénieurs et cadres supérieurs).

D'autres sont à l'étude dans la région de Montmorillon.

Enfin, Jean-Pierre Raffarin a lancé le 15 mars à Paris un appel aux deux régions voisines, l'Aquitaine et les Pays de la Loire, pour que se constitue concrètement une « solidarité atlantique en Europe » face à ce qu'il appelle « l'activisme à Bruxelles du lobby des régions méditerranéennes ».

Comment gérer la culture ? La manière de servir le pays dans le monde du dimanche 25-Lundi 27 février sur la gestion des équipements culturels provient essentiellement d'un colloque organisé à Grenoble par l'ANFAC les 17 et 18 mars 1988, sous l'égide du département études et protection du patrimoine de la culture. Un compte rendu de ce colloque est disponible à l'ANFAC : 17, rue du Renard, 75004 Paris, tél. (1) 42-77-33-22.

Cette page a été réalisée par : Michel Carle, Jean-Pierre Raffarin, Jean-Louis Thiel, Christian Thiel. Coordination : Jacques-François Simon.

MODE

Les Journées du prêt-à-porter automne-hiver 1989-1990

Derrière le succès médiatique, la fragilité

Après Milan, Londres, la Semaine du prêt-à-porter féminin de l'automne-hiver 1989-1990, s'est ouverte à Paris. Trente-huit créateurs (Comme des garçons, Yohji Yamamoto, Claude Montana...) et couturiers (Dior, Chanel, Lacroix, Saint Laurent) présentent leur collection dans la cour Carrée du Louvre.

YOHJI YAMAMOTO

L'éblouissement du blanc

Sur un bon vieux boogie sautillant, ça commence par un hommage au Cardin des années 60 : des chaussettes en trapèze avec des ouvertures en cils-de-bœuf, mais sur d'épais collants blancs, ce qui se faitait pas à l'époque. Et les symétries, les déchirures de Yohji Yamamoto interviennent, éloignent toute idée d'imitation. Avec leur coiffure sage, leurs jambes minces dans des godolots souples, leurs grandes capes de collégiennes, leurs robes mantes à col marin, les filles Yamamoto vont de l'avant. Elles avancent à pas réguliers, assurés. Assurés justement de ne pas pouvoir être imités.

Yohji s'amuse, et ses robes sont comme des poèmes cachant des blagues pince-sans-rire. Elles habillent des femmes qui sourient en elles-

Trois semaines de montage auront été nécessaires pour mettre en place 6 000 mètres carrés de tentes, 4 500 chaises, 300 portants, 39 000 mètres carrés de tissu, 2 600 projecteurs, 15 kilomètres de câble et... 200 miroirs. L'augmentation du nombre d'accrédités (1 609 journalistes, 319 photographes) a donné l'idée aux organisateurs d'agrandir les espaces d'accueil. L'installation, due par le ministre de la culture, Jack Lang, début 1982, est provisoire, puisqu'il faudra un jour, pour la circulation du Grand Louvre, démanteler et trouver un lieu aussi central.

En attendant, le marathon continue : Jean-Paul Gaultier fait cava-

lier seul à la Grande Halle de La Villette, Thierry Mugler présente désormais aux professionnels dans ses salons de la rue du Faubourg-Saint-Honoré. Restent les autres, cultivant leur différence par goût ou par nécessité : entre le Palais de Chaillot (Junko Shimada, Helmut Lang), ou le pavillon Gabriel, les hôtels (le Saint James d'Albany, la résidence Maxis), refuges des éternels petits nouveaux et la « Mode aux Tulleries » à la, cette année, au quai Branly, au pied de la tour Eiffel.

Malgré cette dispersion, Paris aime les talents. En janvier, Valentino défilait dans la capitale : « Couture is my métier... ». C'est au tour de Romeo Gigli. Les Italiens

sont furieux, et les Anglais tremblent depuis que l'imprévisible Katharine Hammett a annoncé il y a une semaine, son désir de suivre leur exemple. A qui doit-on lancer les fleurs ? Aux Japonais, qui ont dès le début des années 80 utilisé la capitale comme une vitrine ? A Christian Lacroix, qui a « réveillé » la couture par ses couleurs et son énergie ? Au retour annoncé du « mieux-disant commercial » que sont le luxe, les « valeurs » ?

Derrière le succès médiatique se cache une réalité moins glorieuse pour la France, souffrant, faute de structure industrielle et de distribution adaptée, de la concurrence étrangère.

Ceux qui font la une des magazines ne sont pas fabriqués en France : c'est le cas d'un Gaultier, d'un Lacroix. En 1988, selon la Fédération du prêt-à-porter féminin, les importations de vêtements féminins auraient augmenté de 9 %. Avec 6,6 milliards de francs, elles représentent presque un tiers du chiffre d'affaires du secteur. Principaux fournisseurs : l'Italie, la Belgique, le Luxembourg, la RFA. C'est à Düsseldorf qu'ont été faits le 5 mars les quarante ans de l'IGEDO, le plus grand Salon de mode international : 145 000 mètres carrés, 1 847 exposants de 35 pays.

A côté, les scores du Salon du Prêt-à-porter de la porte de Versailles (ouvert du 18 au 21 mars)

font pâle figure : 3 600 mètres carrés, 250 exposants (contre 140 en octobre dernier). A la recherche d'une image, les Allemands ont déjà fait des propositions pour qu'un IGEDO se tienne à Paris. Jacques Mouchier, président de la chambre syndicale des créateurs et des couturiers, y voit la possibilité, à la veille de 1992 d'« aller créer et force économique... ». Encore faudrait-il donner à la création toutes ses chances. Peut-être faudrait-il encourager le « sens du fini, du parfait » dont parlait Christian Dior et qui donne à Paris depuis toujours son caractère d'exception.

LAURENCE BENAIM.



Yohji Yamamoto d'une tache crue : ainsi avec des jupons, des robes extrêmement rouges ou blanches. Chez Yamamoto, le blanc est une couleur, un éblouissement sur lequel nulle ombre ne semble jamais pouvoir se poser.

REI KAWAKUBO

Nouvelle fraîcheur

La guerre est finie, vive l'école (russe ?) et vive la vie !, semble répéter depuis deux saisons Rei Kawakubo. Après les daniels géants, les pompons de l'été 89, l'hiver évoque en couleurs (vert laiteux, jaune crème, violet) les plaisirs des champs et du retour à l'été. Adieu silhouettes déchaînées et teints blêmes du début de la décennie : voici Mathilde, Belinda et les autres, jeunes roses enfantines et cheveux relevés en coiffures frétillantes. Elles portent des vestes-

liquettes, des boléros ouverts sur des jupes « paysannes » avec des chaussettes à bride (certaines en fourrure noueuse). Hier noire et déshabillée, la ville taquine la campagne avec des dessins-broderies de cahier de classe, des gros tweeds noirs et blancs et des galons, des passementeries venues donner un air de fête à ces costumes « populaires ».

Bordés de satin, les tissus sont doux comme des couvertures de bébé, les jeunes filles semblent à toutes prêtes à marier, avec leurs

lieuses, leurs petits mantelets, leur pull en forme de cache-théâtre d'où s'échappent deux jolies mains pâles. On trouve pour le soir les jupes dorées d'Allice au pays des merveilles, des blouses transparentes et bouffantes. Tout cela est sage, généreux comme les chocolats posés sur l'oreiller des invités. Heureusement, il y a encore des surprises, plissés interrompus par une ligne invisible, effets de disparitions, blouson devenu foulard, etc. Comme des verres d'eau fraîche...

THIERRY MUGLER

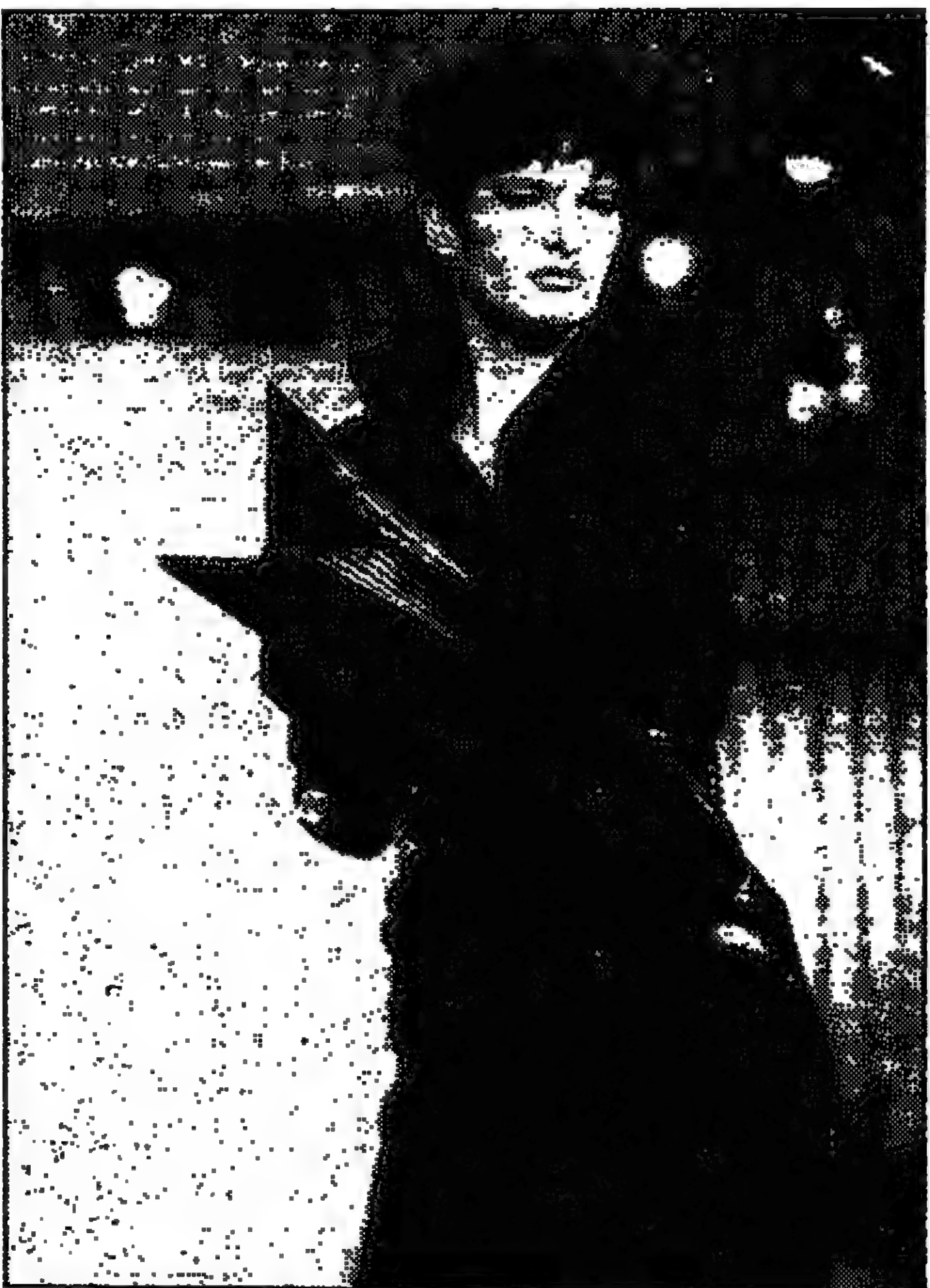
Pour transpercer les cœurs

« Je préfère les aventuriers aux nannuches », dit Thierry Mugler après son défilé, costume vert pomme et pull turquoise, heureux comme un enfant. Si fort, si audacieux, son hiver 1989-1990 ramène la Parisienne de tous les films, avançant insolente dans son tailleur de grain de poudre noir. Un haut de jupe dessine une vague, une manche s'élève en aileron, un fil noir fait des zigzags sur une blouse de cuir jaune, tout semble sculpté au millimètre, étouffé pour transpercer les cœurs à force de talons-clous, de pinces, de découpes secrètes (un triangle de mousseline au creux des reins).

Les surplisures font penser au tracé d'une fourchette sur la nappe blanche. « Si tu ne m'aimes pas, je te tue ». C'est beau, dit-il aussi, tirant sur le soixante-dix (crisards, tailles basses) et les visions de bédéphile. Barbara, Jessica Rabbit, lèvres rouges à paillettes, et autres héroïnes chocolat-citron, beige orange.

Les mannequins passent, les photographes sifflent, et pour cause : un bustier chromé façon Balck à seins-phares, des robes du soir à panneaux amovibles, révélant en dessous des fonds brodés et comme croqués à pleines dents. « Je n'ai jamais pu travailler sur un mannequin de bois, même quand je vendais des croquis », dit Thierry Mugler. Costume ? Les vêtements ont demandé des heures de mise au point, la participation de parieurs comme Lesage (broderies), Lemarié (plumes), travaillant habituellement pour Saint Laurent, Chanel, Lacroix, etc.

Le succès commercial est là : cette ligne « podium », fabriquée en France, a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 110 millions de francs (25 % en France). En cinq ans, il aura été multiplié par quatre. Couture ? Sans doute, puisque la société diffuse sous cette



Un modèle de Thierry Mugler

griffe quatre lignes. La prochaine, « Intermédias », sera lancée à l'été 1990. Thierry Mugler crée des envies. N'est-ce pas ce qu'on

demande à la mode ? Autre projet : un défilé public à l'image de celui qui attirait en 1984 six mille personnes au Zénith.

JEAN-PAUL GAULTIER

Les cultes de la rue

« Vous êtes bien installés ? Vous m'écoutez ? Alors je commence », annonce à répétition la voix d'Amie Cordy. La salle se prépare comme pour un match, autour d'un ring noir fleché de vert et suffisamment long pour qu'on puisse bien voir. Le cri d'une cantatrice qu'on pince, tout est prêt. Bonche presque noire, elles arrivent. C'est une collection faite de petites histoires à lire dans les deux sens. Côté pile, la garçonne : mini-jupette plissée à la Suzanne Lenglen, chapeau cloche, bottes d'équitation. Côté face, la flambeuse empruntant au registre S-M tout l'arsenal des fantasmes : crochets, smocks, zip en veux-tu en voilà, collants troués aux genoux, gaines noires et qui deviendront pour le soir des fourreaux en soie traitée comme du latex avec des hublots réalistes à la place des seins.

Jean-Paul Gaultier sépare clairement la scène et la ville. Pour celle-ci, on dirait qu'il met à plat les vêtements — y compris ceux qu'il a déjà

détournés, retournés, — comme la parka, le K-Way, le blouson Levi's (ici dans la gamme des lamés multicolores), le caban, le petit maillot de marin rayé devenu caléçon, collant, jupe à lamelles. Tout s'affine, s'allonge aussi à cause des fracs, des fuseaux, de ces manches immenses et fendues qui dégoulinent comme de longs gants du soir qu'on enlève. Tout se simplifie en même temps, là où Gaultier sait comme personne donner au vêtement de ville l'aisance d'un surêtement et, au-delà, jouer les contrastes avec des matières précieuses (satin, velours).

Il fait aussi le contraire avec un manteau façon Point coupé dans de l'éponge rouge et vert. Les couleurs jouent l'opposition : il y a des teintes d'épices, des moutarde, des bordeaux réveillés par des éclats stridents et flus, citron, turquoise, orange. Jean-Paul Gaultier agit en observateur, recompose comme un vrai couturier les cultes de la rue,

ceux de Londres en particulier : ainsi le jean coupé qui devient un bermuda or.

On retrouve les gags de Vivienne Westwood retravaillés avec moins de violence, plus une coquetterie toute parisienne. Jean-Paul Gaultier prend à partie son fan club : défilent là deux nouveaux mannequins, la rédactrice Melka Treanton ainsi qu'un jeune dandy du Harper's and Queen. A la sortie, les spectateurs, gondoliers psychédéliques, panthères et vampettes à pattes d'ophi, s'en vont tranquillement. Pour une fois, le public semble plus fou que l'idole.

L.B.

© RECTIFICATIF. — Le spectacle « Des Français », présenté actuellement au CAC les Gens aux Scaux (Le Monde du 18 mars), ne s'arrêtera pas le 19 mars mais le 28 mars.

CHRISTIAN LACROIX

La danse des couleurs

Dans la chronologie des présentations, ils se suivent presque, séparés par le grand chic Scherrer. A passer d'un univers à l'autre, on risque le vertige. Après le « Japon mystérieux » et l'aristocratique confort, voilà le méridional lascif avec ses laïnes duvetées, multicolores. L'automne-hiver chez lui ressemble aux derniers jours de l'été, la fin des vacances. Les crépuscules fraîchissent sur les peaux encore chaudes du soleil, les femmes s'embrassent et se drapent dans des châles écossais à franges.

Pas mal romantiques, un peu hippies, elles se pavent en velours

frappé, moiré, en redingotes soyeuses, chamarrées. Il leur arrive de porter de l'uni, mais alors il brille. Il est orné de soie mate, de boutons comme de gros diamants, accompagné de bérêts piquetés de strass, d'étoiles d'or.

Chez Lacroix, les femmes se coiffent également de chapeaux écossais, ou à dessins panthère de forme cocher, de petites capelines sobres, avec un large ruban, adaptées à la ligne 1930 d'une jupe droite. Par exemple, la jupe de ce tailleur smoking noir, mais doux, satiné, très ambigu, entre sous-maitresse de salon chic et directrice de pensionnat non moins chic.

Le noir est rare chez Lacroix, juste mis là pour faire vibrer des assemblages de couleurs inouïs, improbables, vraiment risqués. Les couleurs miroitent, se fondent, dansent sur des rythmes très Broadway qui leur vont à merveille. La même énergie vitale s'en dégage. Il y a un air de fête dans cette collection, une ambiance riante. Un bouquet de femmes en mousselines rouges, fuchsia, orange s'apprêtent au bal, se balancent sur un mélange de valse viennoise. Et le rideau se referme sur un air qui respire des souvenirs de bonheur.

La Chine est la grande réussite de Popy Moreni. Tuniques, vestes longues, fourreaux fendus, mélanges de rouges éteints, de verts crus, de fuchsias, de bleu turquoise, avec une nette dominante vert or. Les tuniques se superposent aux jupes, qui se superposent aux pantalons. De fins plissés se déploient et surgissent d'ouvertures invisibles dans les manneaux. C'est somptueux, joyeux, non, Popy Moreni n'a pas oublié l'art de jouer.

COLETTE GODARD.

ROMEO GIGLI

Pour la première fois à Paris

Après Valentino, un autre grand de la mode italienne vient présenter (ce samedi) sa collection à Paris : Romeo Gigli. Il devait pourtant, jusqu'au tout dernier moment, demeurer à Milan. Mais d'année en année, le mécontentement de la profession concernant le calendrier des défilés, le monopole de quelques-uns — Armani, Gian Carlo Ferré, Versace, Krizia — n'a fait que croître. Et c'est dit-on la raison pour laquelle Gigli nous arrive. Par ailleurs, contrairement à Valentino, — dont les salons à la fin des présentations sont presque aussi flamboyants que ceux de Strehler à la fin d'une représentation, — lui ne se montre jamais, au point qu'on se demande s'il existe vraiment.

En six ans, Romeo Gigli (trente-neuf ans et une formation d'architecte) a imposé sa signature et gagné du terrain sur les marchés américains et japonais. De plus, il a été presque immédiatement adopté par la presse. Soutenu depuis 1985 par un producteur solide, Zamasport (Soprani Callaghan, Norma Kalani, Helmut Lang), il se situe en

tête de la nouvelle génération des stylistes italiens, qui travaillent sur une image féminine nostalgique, flirtant avec le passé, ou même intemporelle.

Le style Gigli va vers le dépouillement, aspire à la légèreté, fait le pont entre est et ouest. De l'Occident vient la sobriété presque monacale de la ligne. De l'Orient, les riches matières, les couleurs qui captent la lumière dans les reflets de soie sauvage, les broderies indiennes.

Depuis deux ans, Gigli dessine également une collection hommes qui représente moins de 15 % de son chiffre d'affaires — chiffre gardé secret par la Zamasport, et que la presse italienne estime à 40 milliards de lires pour 1987 — mais qui serait en croissance.

Romeo Gigli, qui se dit amoureux de Dior, Balenciaga, Saint Laurent, Gaultier, rêve de n'avoir à faire qu'une seule collection par an. Cela, dit-il, suffirait pour stimuler la créativité.

LUMI RUSNAC.

THEATRE DE GENNEVILLIERS CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DIRECTION BERNARD SOBEL TELEPHONE 47 95 26 30

CRIMES EXEMPLAIRES DE MAX AUB REALISATION ROBERT GIRONES

LE TABLEAU DE VICTOR SLAVINE SPECTACLE DE JEAN-FRANÇOIS LAPALUS ET ALAIN RINOUX

UNE SEULE SOIRÉE, DEUX SPECTACLES D'UNE HEURE DU 7 MARS AU 9 AVRIL

THE ROYAL OPERA - COVENT GARDEN

Don Carlo

de Verdi

Opéra en italien sur livret en anglais

**Représentations les 25 mars (Samuel de Patrois),
26 et 31 mars, 2, 8 et 14 avril 1963**

Actes: Nicola Piccicorni, David O'Neill, Carlo Cazzola, Samuel Ramey,
Angus Paton, Clara Pender (29 angl), Willard White.

Le Don Carlo de Giuseppe Verdi sera représenté dans l'ultime
version de la légendaire mise en scène de Luciano Visconti.

Orchestre symphonique: Richard Armstrong

Mise en scène: Scenography of Costumes: Luciano Visconti

Production: John Cox

Annotations:

Les règlements relatifs aux tickets effectués par les bureaux de
Tignes, American Express, Opéra Club et vice, ou par
nos autres stores et les bureaux londoniens de la
quelques places. Les conditions sont données sous
l'impression du avis du numéro de la carte
numéro 27988 (27988) et les conditions sont données
par carte de crédit uniquement. Un nombre de places
numéro de la carte de crédit et les conditions sont

ROYAL OPERA HOUSE

**Programme de location: tel. Londres 19441 240 (19441) et
Londres 19441 240 (19441)**

ETRANGER

Selon le Fonds monétaire international

L'inflation va s'accroître mais la croissance restera vigoureuse en 1989

Dans leurs dernières « perspectives économiques mondiales », dont les principaux éléments sont dévoilés par l'agence de presse AP Dow Jones, le Fonds monétaire international révisé à la hausse ses prévisions d'octobre dernier pour la croissance mais aussi pour l'inflation des pays industriels.

L'expansion économique devrait, selon les experts du Fonds, se ralentir moins vite qu'on ne le craignait en 1989, pour atteindre 3,4 % en moyenne pour les sept principales puissances industrielles (1), contre 4,2 % l'an dernier. Confirmant les craintes de réurgences des pressions inflationnistes, le FMI fait état d'une progression des prix à la consommation de 3,7 % au sein du « G7 » contre 2,9 % en 1988.

Les auteurs du rapport, qui sera soumis aux pays membres lors du comité intermédiaire du FMI, début avril à Washington, reconnaissent qu'un resserrement des politiques monétaires, ces derniers mois, a permis de limiter la renouveau de l'inflation. Ils ne soulignent pas moins les effets négatifs qu'aurait une hausse excessive des taux d'intérêt : instabilité sur les marchés des changes, aggravation du problème de la dette, amoindrissement de la croissance dans le tiers-monde.

Une raison supplémentaire pour plaider en faveur d'une plus grande rigueur budgétaire, aux Etats-Unis,

au prix, s'il le faut, d'un allourdissement de la fiscalité. Autre sujet de préoccupation, la correction des déséquilibres entre les balances des paiements — balance déficitaire aux Etats-Unis, excédentaire au Japon,

en RFA ou en Asie — ne pourra se poursuivre cette année en l'absence de nouveaux efforts d'ajustement. Et le commerce mondial, après avoir connu une expansion exceptionnelle de 9,2 % en 1988, devrait croître de 6,2 % en 1989.

Les principales prévisions

| | INFLATION | | |
|---------------------------------|--|------|------|
| | Variation des prix à la consommation en glissement | | |
| | 1988 | 1989 | 1990 |
| | % | % | % |
| Etats-Unis | 3,4 | 4,6 | 4,5 |
| Japon | 4,5 | 1,4 | 1,2 |
| RFA | 1,9 | 2,7 | 2,4 |
| France | 2,8 | 2,9 | 2,4 |
| Grande-Bretagne | 6,0 | 6,6 | 5,8 |
| Italie | 5,3 | 5,7 | 4,7 |
| Canada | 4,1 | 3,9 | 3,5 |
| Moyenne du groupe des Sept | 2,9 | 3,7 | 3,4 |
| Moyenne des pays industrialisés | 3,1 | 3,7 | 3,4 |

| | PRODUIT INTERIEUR BRUT | | |
|---------------------------------|------------------------|------|------|
| | en % | | |
| | 1988 | 1989 | 1990 |
| | % | % | % |
| Etats-Unis | 3,8 | 3,1 | 2,8 |
| Japon | 5,7 | 4,6 | 4,3 |
| RFA | 3,4 | 2,4 | 2,8 |
| France | 3,4 | 2,8 | 2,8 |
| Grande-Bretagne | 4,1 | 3,5 | 2,0 |
| Italie | 3,7 | 3,3 | 3,0 |
| Canada | 4,2 | 2,9 | 2,5 |
| Moyenne du groupe des Sept | 4,2 | 3,4 | 3,1 |
| Moyenne des pays industrialisés | 4,1 | 3,5 | 3,0 |

Très forte hausse des prix de gros aux Etats-Unis en février

La hausse de 1 % des prix de gros aux Etats-Unis en février a ravivé l'inquiétude des marchés financiers, calmée dans les jours précédents par une série de déclarations rassurantes et d'indicateurs économiques satisfaisants. L'indice du mois de février s'établit au même niveau que celui de janvier, qui avait été jugé exceptionnellement mauvais.

Sur les deux mois consécutifs, la hausse des prix de gros aux Etats-Unis est la plus élevée depuis le début de l'année 1981. Certes, il est peu probable que ce rythme se poursuive tout au long de l'année, ce qui représenterait une hausse de 12 %, soit plus du triple de celle de 1988. Mais la preuve de l'accélération de l'inflation est indéniable.

Alors que les spécialistes s'attendaient, pour le mois de février, à une hausse des prix à la production de 0,4 % environ, plusieurs facteurs ont contribué à peser de manière négative sur les prix. La forte hausse des tarifs s'est poursuivie, et le prix de l'énergie a augmenté de 2,4 % en février (contre, il est vrai, 4,9 % en janvier), en raison du renchérissement du pétrole.

En outre, la progression des prix alimentaires, soutenue depuis la sécheresse de l'été dernier, ne s'est pas ralentie. Elle a atteint 1,2 % en février contre 1,1 % en janvier.

Si l'on exclut ces trois secteurs, la hausse des prix de gros en février s'élève à 0,6 %, alors qu'elle s'était établie à 0,4 % en janvier. C'est

cette observation qui inquiète le plus les spécialistes car les prix de gros sont sensés préfigurer le rythme de l'inflation au cours des mois suivants.

Tous attendent avec anxiété la publication de l'indice des prix à la consommation de février, mardi prochain, qui offrira une meilleure estimation de la hausse actuelle des prix outre-atlantique. En janvier, cet indice avait progressé de 0,6 %, soit le plus mauvais chiffre depuis deux ans, ce qui correspond à un rythme annuel de 7,2 %.

● Les Philippines présentent au FMI un programme triennal. — Après plusieurs mois de discussions avec le Fonds monétaire international, le président des Philippines, Mr Corason Aquino, et le Sénat philippin ont approuvé, le 17 mars, un programme triennal qui devrait valoir au pays un soutien de 1,3 milliard de dollars du Fonds (le Monde du 9 mars). Ce programme table sur une croissance annuelle de 6,5 %, une forte progression des exportations, une inflation inférieure à 8 % et une réduction des déficits publics. Le but est de diminuer la dette extérieure — l'une des plus lourdes du monde — de 28 milliards de dollars. De nombreux observateurs soulignent les contradictions de ce programme qui parle sur une croissance forte sans inflation ni déficits.

ENERGIE

Le baril de pétrole dépasse 20 dollars à New-York

Les cours du pétrole ont continué à progresser à New-York, le 17 mars, pour atteindre 20,33 dollars pour la variété West Texas Intermediat livrable en avril. Après une hausse de 1,80 dollar en une semaine, le baril est donc repassé au-dessus de la barre des 20 dollars qui n'avait pas été atteinte depuis le 28 octobre 1987.

Cette poussée des cours est due à la plus grande crédibilité du plan de l'OPEP pour contrôler la production et les prix. Sur le marché new-yorkais, ont joué également des informations concernant la baisse des stocks aux Etats-Unis, la contraction de l'offre de brut en provenance du Mexique et du Japon et l'arrêt provisoire de plusieurs puits de pétrole de la mer du Nord à la suite d'un incendie.

SOCIAL

La modernisation du service public

M. Durafour souhaite négocier un accord-cadre sur la formation des fonctionnaires

An lendemain des élections municipales, M. Michel Durafour, ministre d'Etat chargé de la fonction publique, entame une importante concertation avec les fédérations de fonctionnaires sur plusieurs aspects du « renouveau du service public », à partir des orientations

définies le 22 février par M. Michel Rocard. Sur fond de grèves dans la fonction publique en Corse et de conflits dans le secteur hospitalier, la FEN ouvrira le ballet le lundi 20 mars, la CFCTC le concluant le 23 mars. Les

milieux proches du gouvernement ne voient pas, cependant, dans cette agitation « un obstacle » à la concertation en cours : « Il y a des thèmes sur lesquels on peut commencer à travailler sans provoquer aussitôt une levée de boucliers. »

Cet optimisme est fondé sur les réactions plutôt mesurées des syndicats de fonctionnaires après la présentation du plan de M. Rocard. Si la CGT avait manifesté une hostilité sans faille et si les autonomes de la FGA et la CFCTC avaient fait part de leurs réserves, la CFE-CGC s'était félicitée de la volonté du gouvernement de donner plus d'autonomie aux administrations. La FEN avait paré d'orientations « positives », attendant qu'elles se concrétisent en actes. La CFDT s'était montrée également favorable, en ajoutant cependant que le gouvernement devait s'appuyer à assumer « une modernisation qui aura son coût ».

Mais la réaction la plus surprenante était venue de FO, traditionnellement réservée face à la modernisation de la fonction publique. Tout en se montrant « ouvert » mais « dubitatif », M. Marc Blondel, le nouveau secrétaire général de FO, s'était réjoui de voir que « la démarche du gouvernement rompt avec la politique de remise en cause du service public en vigueur depuis quelques années ». Rejoignant une préoccupation proche de celle de M. Jean Kaspary, secrétaire général de la CFDT, il avait cependant sou-

ligné qu'« on ne peut vouloir gérer le service public comme une entreprise privée ».

Coup d'envoi

Dans l'immédiat, la concertation engagée par M. Durafour ne portera donc que sur une partie du plan du premier ministre (étalé sur trente mois). Mais ce coup d'envoi aura valeur de test. « La négociation, indiquait M. Rocard, s'ouvrira à de nouveaux thèmes et se décentralisera à tous les niveaux ». Existait ainsi mis en avant parmi les « thèmes prioritaires » la formation continue, la mobilité, les conditions et l'organisation du travail, les modalités de l'introduction des nouvelles technologies et l'aménagement du temps de travail. Il s'agira d'abord de se mettre d'accord sur la procédure et le calendrier de la négociation — qui réunira deux thèmes — qui seront ensuite traités séparément, à savoir la formation et la mobilité.

Au ministère de la fonction publique, on ne souhaite que « la négociation s'ouvre le plus vite possible », on semble désireux de

démarrer par la formation, qui est présentée comme « un thème relativement consensuel ». De fait, bien avant le plan de M. Rocard, le rapport d'un groupe de travail, présidé par M. Baquias, avait, en août 1985, présenté une approche assez consensuelle de la formation, en recueillant l'assentiment de toutes les organisations syndicales, à l'exception de la CGT. Consacré à l'introduction des nouvelles technologies dans l'administration, il avait notamment suggéré que, chaque administration ayant mis au point son propre projet, les besoins en formation soient évalués ministère par ministère avec des financeurs adéquats. Les programmes de formation devaient être élaborés en concertation avec les organisations syndicales.

Aujourd'hui encore, le rapport Baquias, trop oublié dans le débat sur la modernisation, peut servir de base de discussion. Mais M. Durafour entend surtout s'appuyer sur le rapport de M. Jean Guillaumon, ancien directeur général d'EDF, qui, en décembre 1988, préconisait un élargissement du dialogue social à d'autres thèmes que les salaires. Il avait ainsi proposé que certains thèmes fassent l'objet d'accords

cadres — esquissés déjà dans le rapport Baquias, — ouvrant ensuite la voie à de véritables négociations décentralisées dans la fonction publique, ce qui rejoint totalement les vœux de MM. Rocard et Durafour.

Une petite révolution

L'innovation, pour la fonction publique, est moins dans l'apparition d'autres thèmes que les salaires — la plupart des prédecesseurs de M. Durafour ayant déjà fait travailler des groupes de travail sur des sujets non salariaux — que sur l'émergence d'une négociation à deux niveaux. Un changement de méthode qui par la décentralisation qu'il entraîne constitue une petite révolution. Ainsi, M. Durafour négocierait avec les fédérations de fonctionnaires un « accord-cadre » sur la formation continue qui fixerait, pour l'ensemble de la fonction publique, de grandes orientations. Puis, dans un second temps, des négociations ministérielles par ministère aboutiraient à des accords précisant dans le détail les projets de formation des diverses administrations concernées.

L'impression du ministère est que la concertation se présente dans de bonnes conditions, même si la notation représentée par une négociation décentralisée peut susciter des réticences de principe chez certains syndicats, qui devront compter avec une implantation très inégale suivant les administrations.

Pour faciliter les discussions sur la formation, l'Etat va-t-il accroître son effort financier pour la formation ? En 1986, selon le rapport annuel 1988 sur la seule fonction publique d'Etat, il a dépensé 13,968 milliards de francs pour la formation professionnelle, les actions de formation bénéficiant à 1 392 000 fonctionnaires (59,1 % des effectifs) répartis ainsi : 431 000 dans la catégorie A, 400 000 dans la catégorie B, 561 000 dans les catégories C et D et chez les ouvriers. Un effort qui a représenté en 1986 5,6 % de la masse salariale (contre 6 % en 1984), se décomposant en 3 % pour l'adaptation à l'emploi, 2,3 % pour le perfectionnement et 0,3 % pour la préparation aux concours. Sera-t-il renforcé ou redéployé ?

MICHEL NOBLECOURT.

AFFAIRES

L'enquête de la COB sur Béghin-Say

M. Jean-Marc Vernes s'explique sur l'affaire Montedison

Béghin-Say n'a spolié personne, et surtout pas ses actionnaires. Tel est le message essentiel d'un rapport que le conseil d'administration de Béghin-Say, filiale de Ferruzzi, se doit de faire approuver par ses actionnaires convoqués en assemblée générale extraordinaire le 28 avril à Paris, autour d'un thème unique : la cession des actions du chimiste italien Montedison à une filiale du groupe Ferruzzi. Ce rapport, rédigé par M. Jean-Marc Vernes, PDG de Béghin-Say, affirme d'emblée que « le conseil d'administration, la Commission des opérations de Bourse n'a relevé au cours de son enquête, aucun fait susceptible de recevoir une qualification pénale, contrairement à ce qu'une presse malséante a cru pouvoir affirmer ».

Rappelons les faits. Entre octobre 1986 et octobre 1987, Béghin-Say déboursa 1,91 milliard de francs pour l'achat d'environ 149 millions d'actions Montedison, soit 7 % du capital. Le ramassage se serait sans doute poursuivi, s'il n'y avait eu le krach d'octobre 1987, qui fit s'effondrer le cours de Montedison. Le 28 décembre 1987, Béghin-Say cède la totalité de son paquet d'actions à European Sugars, autre filiale du groupe Ferruzzi. En échange, il reçoit non pas du liquide, mais un paquet d'actions Saint Louis d'une valeur nettement inférieure puisque l'opération se solde par une perte sèche de 860 millions de francs.

Bien que signalée dans le rapport annuel, cette moins-value boursière n'est pas apparue dans les comptes 1987 de Béghin-Say. Elle est en effet masquée par les rentrées dues aux cessions partielles des divisions papeteries Kayserberg et Corbier.

Néanmoins, au cours de l'assemblée générale de juin 1988, certains actionnaires s'émeuvent et portent plainte devant la Commission des opérations de Bourse, laquelle alerte le parquet. Et c'est sur demande de la COB que le conseil d'administration de Béghin-Say se doit de produire aujourd'hui un rapport circonstancié. Le 28 avril, les actionnaires de Béghin-Say apprendront donc pourquoi leur société a acheté des actions Montedison pour les rétrocéder presque immédiatement au groupe Ferruzzi.

Synergie en échec

Ils découvriront alors que les motivations de M. Jean-Marc Vernes étaient — selon lui — industrielles et non boursières. Loin de contribuer, en filiale obéissante, à l'effort de guerre de Ferruzzi pour le contrôle de Montedison, les achats de Béghin-Say n'auraient eu qu'une seule fonction : évaluer de possibles synergies dans les secteurs des papiers, de la distribution, du polypropylène et de la pharmacie, sans oublier la production d'éthanol à partir de produits agricoles, cheval de bataille de Ferruzzi. Les « réunions au plus haut niveau qui se sont tenues avec les représentants de Montedison dès 1985 » en seraient la preuve.

Cette politique de synergie n'a, semble-t-il, pas débouché sur le rapport Vernes précise ensuite qu'à partir de 1986, « dans la lignée héritée du groupe Ferruzzi », Béghin-Say décide de « renouer son secteur agro-alimentaire dans la mesure où il pourrait se désengager au moins partiellement du domaine papier ». Ce qui fut fait au cours de l'année 87.

Pourquoi Béghin-Say s'est-il ensuite défilé des actions Montedison ? Parce que, en les conservant, le groupe sucrier aurait été obligé « de les déprécier eu égard à la situation boursière et aux perspectives économiques ». En les cédant, il dégageait au contraire de la trésorerie pour « compléter ses acquisitions dans le secteur agro-industriel ».

En réalité, il apparaît surtout que Béghin-Say a réalisé un bénéfice fiscal de 282 millions sur 1987 et 1988. En effet, le rapport de M. Vernes prouve, calculé en main, que la cession des titres Montedison a été profitable aux actionnaires, en partie grâce à ce bénéfice d'impôt. En conservant les titres Montedison, le groupe aurait payé 738 millions au lieu des 485 millions effectivement réglés au fisc.

Le rapport Vernes s'attache ensuite longuement à prouver que l'échec a été réalisé à un prix largement supérieur au cours de bourse : plus 19,9 % pour le titre Montedison ; plus 7 % pour Saint Louis. Quant à savoir pourquoi les commissaires aux comptes n'ont pas jugé bon de mentionner la perte de 860 millions, c'est parce que l'échange Montedison - Saint Louis leur a été présenté par Béghin-Say, comme « une simple opération de gestion ».

Le groupe Ferruzzi, principal bénéficiaire de l'opération, n'est mentionné nulle part dans le rapport de M. Jean-Marc Vernes. Ce qui étonne les observateurs. « Béghin-Say a fait du ramassage d'actions pour Ferruzzi. Un phénomène banal pour ce groupe italien qui utilise ses filiales et les faillies du système financier pour développer sa stratégie industrielle », explique un analyste financier.

YVES MAMOU.

En juin prochain

M. Le Floch Prigent succéderait à M. Pecqueur à la tête d'Elf

La rumeur en avait déjà couru il y a un an. Cette fois, l'affaire paraît entendue : M. Lofk Le Floch Prigent, quarante-six ans, devrait succéder en juin prochain, à la tête d'Elf-Aquitaine, à M. Michel Pecqueur, à la fin du mandat de celui-ci. L'ancien président, socialiste, de Rhône-Poulenc, victime en 1986 du retour de la droite, qui l'avait aussi « éjecté », avait reçu, assurément, la promesse du président de la République sur cette nomination, approuvée, semble-t-il, en outre par les autres administrations de tutelle.

M. Michel Pecqueur, cinquante-sept ans, avait failli, au printemps 1988, être victime de la rumeur qui, en tant que président de la République, avait obtenu l'assurance de terminer son mandat.

M. Le Floch Prigent, qui devrait lui succéder, est aussi différent que possible de cet ingénieur en chef des mines, dont la tranquillité bourgeoise avait sa, depuis 1983, calmer les querelles partiales au sein d'un groupe traditionnellement proche du RPR. Aussi marqué politiquement à gauche que son prédécesseur était apolitique, Lofk Le Floch Prigent, ancien directeur du cabinet de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'Industrie au début du premier septennat de M. Mitterrand, a aussi souffert de n'être ni « corporatiste », ni membre de l'« établissement » financier. Malgré ces handicaps et son manque d'expérience — il avait fait, jusqu'en 1981, toute sa carrière à la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST), il avait réussi à s'imposer à la tête de Rhône-Poulenc, où il avait été nommé en 1982. Sa compétence et ses qualités de meneur d'hommes, consacrées par le redressement financier spectaculaire du groupe chimique en quatre ans, avaient été finalement saluées par les milieux spécialisés. Transféré par son éviction brutale en juillet 1986, il devrait prendre, en juin prochain, une revanche longuement attendue sur ses détracteurs.

V. M.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

DEJA peu active durant les premiers jours de mars, la Bourse s'est endormie profondément au lendemain du premier tour des élections municipales, avant d'être réveillée par le son du gong vendredi à 14 h 30. Un simple indicateur économique, celui des prix de gros américains de février supérieur aux prévisions (+ 1 % contre 0,5 % attendu), a relancé les craintes d'une nouvelle poussée inflationniste et a brisé momentanément les réveries du palais Bourbon.

Deux chiffres révélaient parfaitement cette rupture. La progression de l'indice CAC sur la semaine (+ 1,6 %) et la chute de l'indice instantané vendredi revenant à - 1,45 % après avoir perdu plus de 2 %. Calculé sur les premiers cours cotés, le CAC n'a donc pas intégré la réaction négative des opérateurs et a poursuivi un mouvement régulier dans la léthargie ambiante, lui permettant d'atteindre un score positif pour la troisième semaine consécutive. A l'inverse, la chute des cours à la veille du week-end laisse pressager une liquidation négative, l'échec du mois boursier de mars étant fixé à mardi prochain. Ce serait alors la deuxième liquidation de ce type, février s'étant soldé sur un recul de 0,21 %, après dix mois de hausse ininterrompue.

« Nous sommes confiants, mais... », la phrase revenait souvent aux Parisiens pour expliquer cette somnolence dont la phase la plus profonde a été enregistrée lundi. Ce jour-là, le niveau des échanges sur le marché à règlement mensuel a à peine dépassé les 870 millions de francs. Du jamais vu depuis un an, et une misère comparée aux 2 milliards de francs traités quotidiennement en temps normal. Et pourtant, paradoxalement, les prévisions les plus optimistes circulent à nouveau à propos du marché français.

Ainsi, par exemple, la Société des analystes financiers et économiques (SAFE) au cours d'une réunion, mardi, a tablé sur une progression de 13 % des bénéfices des entreprises en 1989. Cet optimisme n'est pas non plus à terme un repère du prix du pétrole et des taux d'intérêt, provoquant alors une hausse des cours de la Bourse. Certains par ailleurs évoquent même la possibilité pour le baromètre de la place parisienne d'atteindre la barre des 500 à la fin de l'année, soit un gain potentiel de près de 12 % par rapport au niveau actuel de 446,5.

Mais ces perspectives optimistes d'espérer par les uns et de chahuter par les autres sont tempérées de l'avis unanime par la réalité internationale. Une tension éventuelle sur le foyer de l'argent outre-Rhin semblait être exclue, les regards se tournant donc cette semaine vers l'Amérique, où chaque jour fournissait sa maison de données. Jusqu'à vendredi, toutes confirmant le ralentissement de la croissance économique, favorable à une contraction de l'inflation et donc des taux d'intérêt, que ce soit le déficit

Réveil en sursauts

commercial de janvier ou divers indicateurs de février comme les ventes de détail, la production industrielle, l'utilisation des capacités des entreprises et les mises en chantier. Ce n'était pas suffisant pour redonner de l'élan à la place parisienne, les opérateurs se polarisant sur le dernier chiffre de la semaine, celui des prix de gros. La réaction vendredi après-midi fut alors à la mesure de la déception, tant cette hausse (+ 1 %) était contradictoire avec les précédentes informations. Les opérateurs savaient en outre avec inquiétude l'évolution de Wall Street.

Au plus fort de la somnolence, des valeurs se sont tout de même distinguées. Les unes (Chargemex, Légrand) à la suite de la présentation de leurs résultats annuels, les autres (Elf Aquitaine, Total) au bénéfice de la flambée des cours du pétrole qui ont retrouvé leur niveau d'octobre 1987. Enfin, des situations spéciales sont apparues. A commencer par le certificat Pédicel, rivalement recherché dans la perspective de la cotation prochaine de Pédicel International. Les détenteurs de certificats d'investissement privilégiés devraient pouvoir acquérir en priorité ces nouvelles actions sans réduction de la demande lors de l'émission, ce qui explique cet engouement.

Regain des introductions et des augmentations de capital

Olipar, ex-Offida Caby, figure également parmi les vedettes de la semaine évoluant au gré des rumeurs. Jeudi, le promoteur immobilier Christian Pellerin, président de ce holding, confirmait la cession de la branche agro-alimentaire à Optag, un groupe présidé par M. Gilbert Salomon. En échange de cet apport, Olipar prendra 10 % de la société de commerce international Optag. Dans ce secteur du pétrole, Bolloré mettrait un terme définitif aux bruits selon lesquels il voudrait renforcer sa participation dans la SCOA. Au contraire, profitant de la hausse des cours des semaines précédentes, il l'a ramené de 8,7 % à moins de 5 %. Opération analogue, réalisée par le britannique Storehouse qui se retire totalement de la FNAC en cédant ses 28 % à l'actionnaire majoritaire la Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF). La transaction s'est effectuée à un cours de 1 325 F.

An chapitre des renforcements de participations apparaît l'espagnol Talsac dont le niveau dans Vallourec atteint les 10,01 %. Ce groupe avait été coté, en septembre dernier, en passant le seuil des 5 % dans le numéro cinq

mondial du tube en acier. La Compagnie du Louvre a, quant à elle, franchi le seuil des 20 % dans le capital des Créoleries de Boucaut (24,37 % exactement) en accord avec la direction de cette firme. Démarche identique du Crédit lyonnais au sein de la société informatique Marben. La banque ne veut pas porter au part au-delà des 32 % afin « de maintenir la totale indépendance de la direction ».

Changement de propriétaire, en revanche, à la Financière d'Angers. Spécialiste dans l'exploitation des principales carrières d'ardoise de France, cette firme, contrôlée par Elysée Investissements, devrait être cédée à Imetal. La procédure retienne serait un maintien de cours.

Après l'accord des pouvoirs publics, la Société des Bourses françaises a précisé les modalités de l'OPA lancée par le groupe américain International Paper sur la totalité du capital d'Amsted-Roy au prix de 675 F. La clôture de cette offre est fixée au 20 avril et les cotations de la firme papetière interviendront depuis le 12 janvier reprendront le 20 mars. Une autre procédure de reprise, celle de Danfoss-Légit par Cerns, devrait également aboutir prochainement. L'opération d'échange était bloquée jusqu'à présent par la COB, la commission refusant d'accorder son visa en raison de l'insuffisance de l'information fournie. Elle devrait finalement donner son feu vert dans les prochains jours, mais cet accord serait assorti de « réserves ».

Enfin, à quelques jours du printemps, plusieurs signes même fugaces confirment le regain d'intérêt pour la Bourse observé depuis le dernier trimestre 1988, à commencer par une reprise des augmentations de capital. Cette semaine, la Lyonnaise des eaux a annoncé son projet de trouver 1,42 milliard de francs en émettant des obligations à bons de souscription d'actions avec faculté de rachat des bons (OBSAR) et Parifrance son intention d'obtenir 1 milliard de francs sous la forme d'obligations remboursables en actions (ORA) pour 600 millions et d'actions à bons de souscription d'actions (ABSA) pour 400 millions.

La rumeur sur les sociétés d'introduction sur le second marché est également l'un des signes de ce renouveau. Après Pédicel, c'est au tour d'Idianova d'être soumise à des demandes (voir encadré). Et les arrivées se poursuivront à un rythme régulier, la prochaine étant Delta Protection, le 21 mars, à Lyon.

Les Japonais, eux aussi, mènent sur un développement de la place française dans une optique européenne. Dans cet esprit accédera le 22 mars à la cote officielle la plus grande banque du monde, la Dai-ichi Kangyo Bank (DKB). Mais aussi peut-être avec la perspective de concurrencer un jour les banques nationales sur leurs terres.

DOMINIQUE GALLIOS.

Semaine du 13 au 17 mars

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Sous le choc des prix

La hausse inattendue des prix de gros en février a fait brutalement avorter, vendredi, la bonne reprise des premières heures de la semaine, stimulée par une série de statistiques semblant dénoter un ralentissement de la croissance économique aux États-Unis. L'indice Dow Jones, qui avait progressé de 58 points, perdait d'un coup, en fin de semaine, 48,57 points (2,1 %) dans un marché très actif où 245 millions de titres ont été échangés. Le volume d'échange atteignait ainsi son plus haut niveau depuis le début de l'année. Le baromètre de Wall Street tombait sous la barre des 2 300 points, clôturant à 2 292,14.

Le choc a été d'autant plus rude que toutes les statistiques publiées auparavant confirmaient un ralentissement de la croissance. Par ailleurs, les programmes informatiques des investisseurs institutionnels, arrivant à la date d'expiration trimestrielle d'une série d'options liées aux indices boursiers à terme, ont amplifié le mouvement de baisse.

| | Cours 10 mars | Cours 17 mars |
|---------------------|---------------|---------------|
| Alcoa | 61 3/8 | 60 7/8 |
| ATT | 30 1/2 | 32 |
| Boeing | 65 1/2 | 67 3/4 |
| Chrysler | 36 1/8 | 34 3/4 |
| De Post de New York | 96 1/8 | 101 1/2 |
| Eastman Kodak | 46 | 45 1/8 |
| Exxon | 44 1/2 | 45 1/8 |
| Ford | 69 3/4 | 69 1/8 |
| General Electric | 44 7/8 | 44 7/8 |
| General Motors | 84 3/4 | 83 5/8 |
| Goodyear | 48 1/8 | 46 7/8 |
| IBM | 112 1/4 | 112 1/8 |
| ITT | 52 | 52 1/8 |
| Mobil Oil | 48 5/8 | 49 1/8 |
| Pfizer | 54 7/8 | 55 7/8 |
| Schlingberger | 38 1/8 | 37 1/8 |
| Texas | 52 3/8 | 52 1/8 |
| UAI Corp. (catalan) | 119 1/4 | 119 1/2 |
| Union Carbide | 38 7/8 | 38 1/8 |
| USX | 31 3/8 | 31 3/4 |
| Westinghouse | 61 3/8 | 60 1/4 |
| Xerox Corp. | 61 3/8 | 60 1/4 |

LONDRES

Importance chancé

Après deux séances de nette hausse, la Bourse de Londres a reviré à la baisse et le mouvement s'est accéléré vendredi après l'annonce des prix de gros américains ce jour-là. L'indice Footsie a perdu 39,5 points, soit près de 2 %, dans un marché craignant un nouveau resserrement de la politique de crédit outre-Atlantique. Il enregistre ainsi sa plus forte baisse depuis un an. En début de semaine, la présentation du budget britannique 1989/1990 avait été saluée par une hausse des valeurs boursières ainsi l'excès de confiance des investisseurs et la priorité réaffirmée dans une lutte contre l'inflation. Toutefois plusieurs statistiques au milieu de semaine ont laissé à penser que cette lutte contre la hausse des prix était encore loin de porter ses fruits.

Indice du 17 mars : 100 valeurs « Footsie » : 2 073 (contre 2 082,2) ; 30 valeurs : 1 705,5 (contre 1 724,9) ; fonds d'Etat 88,29 (contre 88,76), mines d'or 193 (contre 187,8).

| | Cours 10 mars | Cours 17 mars |
|-----------|---------------|---------------|
| Brexit | 286 | 287 |
| Bovis | 480 | 475 |
| BP | 270 1/2 | 282 |
| Charter | 480 | 495 |
| Comstar | 280 | 287 |
| De Beers | 14 1/8 | 14 3/8 |
| Free Gold | 8 9/16 | 8 7/16 |
| Glen | 12 11/16 | 13 1/16 |
| GLS | 16 3/4 | 15 1/4 |
| ICI | 11 11/16 | 11 11/16 |
| Reuten | 681 | 688 |
| Shell | 396 1/2 | 390 |
| Unilever | 436 | 440 |
| Vickers | 187 | 188 1/2 |
| Wax Loco | 39 7/8 | 39 25/32 |

(*) En dollars.

FRANCFORT

Stable

Ce marché s'est pratiquement pas bougé durant la semaine, étant de plus fermé à l'heure de la publication des prix de gros américains.

Indice du 17 mars : Commerzbank 1 660,2 (contre 1 654,7) et DAX 1 322,69 (contre 1 318,52).

| | Cours 10 mars | Cours 17 mars |
|--------------|---------------|---------------|
| ARG | 215 | 212 |
| BAIF | 286,29 | 286,78 |
| Bayr | 286,29 | 286,78 |
| Commerzbank | 225,50 | 224,50 |
| Deutschebank | 511,50 | 516,50 |
| Hochst | 297,50 | 296,50 |
| Karstadt | 431 | 427 |
| Mannesman | 225,50 | 229 |
| Siemens | 524 | 534,40 |
| Volkswagen | 346,70 | 345 |

TOKYO

Incertitude

Après un bon démarrage en début de semaine, la tendance s'est effritée par la suite en raison de la forte progression du dollar par rapport au yen. Mais le Nikkei s'est néanmoins maintenu au-dessus des 32 000 yens.

Indice du 17 mars : Nikkei 32 021,01 (contre 31 701,78) ; Topix 2 419,59 (contre 2 048,24).

| | Cours 10 mars | Cours 17 mars |
|------------------|---------------|---------------|
| Alcatel | 784 | 695 |
| Brigantine | 1 340 | 1 350 |
| Casax | 1 540 | 1 520 |
| Fuji Bank | 3 560 | 3 600 |
| Fukuda Denso | 1 930 | 1 920 |
| Hitachi | 2 350 | 2 470 |
| Mitsubishi Heavy | 1 180 | 1 110 |
| Sony Corp. | 6 880 | 6 800 |
| Toyota Motor | 2 480 | 2 510 |

Alimentation

| | 17-3-89 | Dif. |
|------------------|---------|--------|
| Béghin-Sey | 636 | - 18 |
| BSN | 2 990 | - 2 |
| Carrefour | 3 427 | + 187 |
| Cauvin | 282,10 | + 2,30 |
| Eurocassidy | 2 476 | + 126 |
| Guyon et Gaud | 80 | - 4 |
| Molt-Hennessy | 3 852 | - 48 |
| Nestlé | 28 180 | - 220 |
| Océide (Gle) | 831 | + 1 |
| Océide-Cab | 45,35 | + 2,50 |
| Pernod-Richard | 1 240 | - 19 |
| Promédia | 2 770 | + 9 |
| St-Louis-Bouchon | 1 206 | + 14 |
| Source Parler | 1 666 | + 31 |

Bâtiment, travaux publics

| | 17-3-89 | Dif. |
|-------------------|---------|--------|
| Ansil d'Ente | 890 | + 3 |
| Bovis | 580 | + 4 |
| Chimex Français | 1 328 | - 25 |
| Dunlop | 845 | + 10 |
| J. Lefebvre | 1 142 | + 7 |
| Lafarge | 1 480 | + 8 |
| Maison Phénix | 35,75 | - 4,25 |
| Pellet et Chasson | 621 | - 5 |
| SCRG | 731 | + 13 |
| SGE-SB | 195,10 | - 4,90 |

Valeurs diverses

| | 17-3-89 | Dif. |
|-------------------|----------|--------|
| Aacor | 600 | + 4 |
| Arjomari | 2 545 | - 5 |
| Bis | 737 | - 2 |
| Bis | 395 | + 5 |
| CGIP | 1 420 | - 4 |
| Club Méditerranée | 535 | + 25 |
| Club Méditerranée | 3 250 | - 4 |
| Europe 1 | 691 | - 9 |
| Grande Cité | 3 120 | - 29 |
| Hachette | 325,50 | + 3 |
| Havas | 746 | - 1 |
| L'Air Liquide | 581 | + 1 |
| L'Oréal | 4 161 | + 61 |
| Navigation Miroc | 1 030 | - 4 |
| Nord-Est | 1 411,10 | + 3,90 |
| Saint-Gobain | 75 | - 1 |
| Suez | 762 | - 11 |
| Suez (Ch. Fin.) | 1 080 | + 50 |

Produits chimiques

| | 17-3-89 | Dif. |
|---------------|---------|--------|
| Ind. Minéraux | 6 260 | - 30 |
| Labo. Bell | 4 653 | - 15 |
| Roussel Ucl | 1 520 | + 15 |
| SAF | 979 | + 9 |
| Baycr | 1 010 | + 8 |
| Hochst | 1 018 | - 18 |
| Imp. Chimie | 132,20 | + 3,30 |
| Nord-Hydro | 151,30 | + 3,70 |

Banques, assurances

sociétés d'investissement

| | 17-3-89 | Dif. |
|------------------|---------|--------|
| Bail Equipement | 306 | inch. |
| Banque (Cib) | 426 | + 16 |
| Cedex | 720 | + 20 |
| CFP | 880 | + 15 |
| CFP | 469 | + 2,30 |
| CFP | 1 330 | - 25 |
| Eurofinance | 1 285 | - 15 |
| Immo. (La) | 545 | + 9 |
| Immo. P. Monceau | 305 | - 26 |
| Legrand | 466 | + 16 |
| Loxiane | 306 | - 19 |
| Midat | 1 520 | - 50 |
| Midat Bank | 159 | - 1 |
| O.F.P. | 870 | - 11 |
| Paris de Vieux | 422,10 | + 6,10 |
| Prétabili | 1 042 | - 7 |
| Schneider | 720 | + 16 |
| Société Générale | 467 | + 3 |
| Suez (Ch. Fin.) | 385 | + 3 |
| UCB | 221 | + 1 |

Valeurs à revenu fixe

ou indexé

| | 17-3-89 | Dif. |
|-----------------|---------|--------|
| PME 10,6 % 1976 | 100,60 | - 1,02 |
| 3,80 % 1977 | 123,50 | + 0,28 |
| 10 % 1978 | 101,70 | + 0,85 |
| 9,80 % 1978 | 100,50 | + 0,09 |
| 9 % 1979 | 99,40 | - 0,10 |
| 10,80 % 1979 | 103,50 | + 0,20 |
| 16,20 % 1982 | 105,62 | + 0,82 |
| 16 % 1982 | 107,75 | + 0,04 |
| 15,75 % 1982 | 103,63 | - 0,14 |
| CNE 3 % | 3 920 | + 135 |
| CNE 5 % 5 000 F | 101,77 | + 0,81 |
| CNE 5 % 5 000 F | 102,75 | inch. |
| CNE 5 000 F | 101,78 | inch. |

Matériel électrique

services publics

| | 17-3-89 | Dif. |
|--------------------|---------|--------|
| Alcatel | 2 769 | - 12 |
| Alcatel | 323 | - 17 |
| CGE | 413 | + 32 |
| Crozet | 437 | - 3 |
| CSSE (ex-Sigmas) | 575 | - 5 |
| CSSE | 1 600 | + 17 |
| IBM | 747 | + 0,69 |
| Intertechnique | 1 381 | - 29 |
| ITT | 344,50 | + 38 |
| Legrand | 323 | - 17 |
| Leroy-Somer | 1 220 | + 3 |
| Lyonnaise des Eaux | 1 580 | - 15 |
| Matra | 255 | - 20 |
| Matra-Cibit | 4 000 | + 60 |
| Moniteur | 123 | - 3 |
| PM Labinal | 961 | + 1 |
| Radio-technique | 701 | + 3 |
| Schneider | 243,90 | + 0,90 |
| SEB | 965 | + 10 |
| Siemens | 1 820 | - 67 |
| Thomson-CSF | 231 | - 0,50 |

Métallurgie

construction mécanique

| | 17-3-89 | Dif. |
|--------------------|---------|---------|
| Alpi | 319 | inch. |
| Avions Dassault-B. | 673 | + 3 |
| De Dietrich | 1 441 | + 21 |
| FACOM | 1 243 | - 17 |
| Fives Li | 250 | - 120 |
| Marine Wendel | 407 | + 7 |
| Peugeot | 243,90 | + 0,10 |
| Peugeot SA | 1 692 | + 22 |
| Sagem | 1 448 | - 23 |
| Saint-Christian | 277 | - 3 |
| Stucor | 948 | - 3 |
| Valco | 681 | + 1 |
| Vallourec | 322,40 | + 14,40 |

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 17 mars 1989
Nombre de contrats : 86 630 estimés.

| COURS | ÉCHÉANCES | | | |
|--------------------|-----------|---------|----------|---------|
| | Mars 89 | Juin 89 | Sept. 89 | Déc. 89 |
| Fraser | — | — | — | — |
| + last | 106,24 | 105,28 | 105,50 | — |
| + last | 104,90 | 103,90 | 104 | — |
| Danish | 105 | 104,06 | 104,30 | — |
| Compensation | 105 | 104,06 | 104,30 | 103,96 |

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

| | 13 mars | 14 mars | 15 mars | 16 mars | 17 mars |
|------------|-----------|-----------|-----------|------------|---------|
| RM | 873 728 | 1 481 133 | 1 458 480 | 1 496 124 | - |
| Comptant | 6 955 666 | 6 537 609 | 7 410 442 | 9 941 500 | - |
| R. et obl. | 120 440 | 168 988 | 167 118 | 173 124 | - |
| Total | 7 949 834 | 8 187 730 | 9 036 40 | 11 620 748 | - |

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

| | 104,1 | 104,8 | 105,3 | 105,7 | - |
|------------|-------|-------|-------|-------|---|
| Françaises | 104,1 | 104,8 | 105,3 | 105,7 | - |
| Etrangères | 108,2 | 109,2 | 109,5 | 109,5 | - |

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 30 décembre 1988)

| | 102,2 | 103 | 103,7 | 104,3 | 102,7 |
|----------|-------|-----|-------|-------|-------|
| Tendance | 102,2 | 103 | 103,7 | 104,3 | 102,7 |

(base

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Le malaise persiste

Le niveau de l'intérêt serait-il proche de son sommet ou même l'aurait-il déjà atteint? Les spécialistes du marché des capitaux, et plus encore les investisseurs, ont été surpris par l'annonce, vendredi, d'une hausse de 1 % de l'indice américain des prix à la production pour le mois de février. Les tenants de cette thèse optimiste étaient nombreux, mais la majorité, s'il avait fallu évaluer dans quelle proportion les avis se partageaient, en aurait vraisemblablement avancé les chiffres de 55 % d'optimistes et 45 % de pessimistes. Le choc provoqué par les dernières statistiques américaines (on s'attendait à une augmentation de 0,4 % seulement) a été ressenti d'autant plus violemment. Déjà ravivées par une nouvelle poussée des prix du pétrole, les craintes relatives à une montée de l'inflation ont repris en force, et le malaise du marché euro-obligataire est apparu plus profond que jamais.

En fait, on se préoccupe tout particulièrement de ces transactions d'une vie très brève, un an seulement, à très hauts coupons et qui laissent à l'emprunteur le choix de la monnaie de remboursement. Ces transactions, on le sait, sont vivement recherchées par la clientèle des particuliers fascinée par le taux facial d'intérêt de 14 % ou davantage. Il est difficile d'imaginer que tous les prêteurs soient parfaitement à même d'évaluer les risques encourus alors que plusieurs banques, chefs de file se plaignent de la difficulté pour elles d'établir des calculs précis de rendement.

Deux nouvelles transactions ont vu le jour cette semaine : l'une, l'ECU au dollar des Etats-Unis, pour le Conseil de l'Europe et la SNCF, la première portant sur l'unité de compte européenne, la seconde, du dollar. L'opacité de ces transactions fait redouter que des autorités s'en préoccupent et que, dans un légitime souci de protection des investisseurs, elles en viennent à surveiller de plus près le marché euro-obligataire. Or une des raisons du succès de ce marché est d'être supposé capable de faire face à ses responsabilités et donc de les assumer pleinement.

Parmi les autres succès de la semaine, la maison de titres japonaise Nomura s'est fait bien des amis en réunissant un immense syndicat de soixante-douze banques

pour sa première émission converti- ble en francs suisses. L'opération, à caractère privé, porte sur 250 millions. Elle est doublée d'un emprunt public d'un même montant dont la direction a été confiée à l'Union de banques suisses. La Suisse est un marché privilégié pour les établissements financiers japonais qui cher- chent à accroître leur fonds propres. Voici que, pour avril, on annonce une très importante opération convertible, d'un montant d'au moins 750 millions de francs suisses pour le compte d'une des plus grandes banques du pays.

Prudent retour de l'Afrique du Sud

Cela fait près de quatre ans que l'Afrique du Sud ne s'est plus présentée sur le marché international des capitaux, ni directement ni par l'intermédiaire d'un de ses établissements publics. Depuis quelques mois, elle accomplit un retour discret en Suisse. Deux transactions y ont vu le jour, et une troisième se profile. Leur montant est modeste, et les fonds levés devraient servir au remboursement d'emprunts antérieurs arrivant à échéance. Les rendements proposés aux investisseurs sont attractifs comparés à d'autres possibilités de placements, et il y a visiblement une clientèle bien définie pour de telles obligations. Les cotations ne dépassent pas trois ans, et les prêteurs peuvent à leur gré exiger le remboursement de leur titre tous les six mois, suivant une échelle qui commence à 99,70 % du pair et finit à 102 %. La dernière en date des émissions de ce genre est pour ESKOM, la société d'électri- cité nationale.

D'une durée de trois ans et offerts au pair, les obligations seront remboursées au taux de 7,5 % l'an. Ces conditions sont plus favorables que celles que la République d'Afrique du Sud elle-même proposait à la fin de 1988 et au début de cette année. Les coupons d'intérêt étaient plus faibles de 7 % seu- lement, mais entre temps le loyer de l'argent à court terme s'est envolé dans une mesure bien plus impor- tante.

D'un point de vue technique, ces opérations sont tout à fait intéres- santes car apparemment aucune banque ne les dirige. Elles semblent éclore d'elles-mêmes, et si certains des plus grands noms de la finance helvétique y sont liés, ils ne jouent pas dans ces affaires qu'un rôle très limité, celui d'agent ou d'inter- médiaire. Il n'y a pas de prise ferme et le placement se fait à la commis- sion.

Il faut dire que la question sud- africaine est d'une actualité toujours brûlante dans les affaires financières internationales. Les banques suisses viennent d'en faire la preuve en se voyant d'embalée refuser toute participation au consortium d'émission mis en place pour un emprunt de 500 millions de dollars canadiens lancé pour l'entreprise hydro- électrique Ontario Hydro. La province d'Ontario a décidé de marquer ainsi sa désapprobation quant aux relations entretenues par les établis- sements suisses et l'Afrique du Sud. Il convient de préciser que le cas est isolé et que par exemple un autre géant canadien de l'énergie, Hydro Québec, n'a pas manqué pour sa dernière transaction internationale, de 300 millions de deutschemarks, de s'appuyer sur un syndicat ban- caire qui comprend les grands insti- tuts suisses.

Que des banques d'une même nationalité se tiennent à l'écart d'un euro-emprunt peut également tenir à une décision prise dans le pays d'ori- gine de ces établissements et au lieu de la volonté de l'emprunteur. Les pouvoirs publics peuvent leur dicter leur comportement comme cela a probablement été le cas de la nouvelle émission soviétique de 750 millions de deutschemarks pour le compte de Vnesheconbank. Aucune banque française par exem- ple ne figure dans le syndicat de cette importante transaction que, de Francfort, dirige la Deutschebank. Les obligations sont remboursées, comme on s'y attendait, au taux facial de 7 % durant sept ans. Il s'agit de la quatrième opération lan- cée pour cette signature sur le mar- ché international des capitaux depuis que glasnost et perestroïka font partie du vocabulaire de tout commerçant politique. L'absence des banques françaises s'explique par la question des fonds russes levés avant la révolution d'Octobre.

CHRISTOPHE VETTER.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le cacao en pleine crise

Tombés en septembre à 714 livres la tonne, leur niveau le plus bas de ces treize dernières années, sur le marché de Londres, les prix du cacao se sont depuis lors quelque peu redressés. Le 17 mars, une tonne de fèves valait 850 livres, un léger manque de marchandise ouest- africaine et brésilienne sur le court terme ayant ralenti la tendance. Mais sur le fond, rien n'a changé : pour la cinquième saison consécuti- ve, la récolte sera largement infé- rieure à la demande. L'organisation internationale du cacao (ICO) table pour la campagne 1988-1989, commencée en octobre, sur un surplus de 199 000 tonnes. Un chiffre nettement supérieur à ses dernières esti- mations de septembre (155 000 tonnes) et à l'excédent de 161 000 tonnes enregistré en 1987-1988.

Si la récolte du Brésil, second producteur mondial, doit baisser de 22 000 tonnes (pour s'établir à 380 000 tonnes), de très fortes pou- sées sont escomptées en Côte d'Ivoire (+ 25 000 tonnes), pour une production de 680 000 tonnes, au Ghana (+ 102 000 tonnes), à 290 000 tonnes) et en Malaisie, nou- veau trouble-fête du marché mon- dial, avec une production attendue de 245 000 tonnes, en progression de 18 000 tonnes.

An total, la production pour la saison en cours devrait atteindre un volume historique de 2,309 millions

de tonnes (+ 141 000 tonnes). De son côté, la consommation aug- menterait de 105 000 tonnes pour atteindre 2,087 millions de tonnes. Les stocks mondiaux de cacao, actuellement de l'ordre de 389 000 tonnes, pourraient s'élever en fin de campagne à 1,088 million de tonnes.

A ces perspectives sombres qui rendent vain à l'avance tout espoir de voir le marché se redresser, s'ajoute la crise financière latente de l'ICO. Depuis février 1988, l'accord international sur le cacao est devenu lettre morte : son action de soutien des prix par le biais du stock régula- teur est paralysée. Celui-ci a pro- cédé à des achats jusqu'à hauteur de 250 000 tonnes, plafonné prévu par ses règlements. Pour le moment, sans pour autant réussir à tirer les prix de l'ornière, encore moins à assainir le marché. C'est tout l'inverse qui s'est produit. L'accord n'est pas parvenu à maintenir les cours mondiaux à l'intérieur de la fourchette de prix qui se devait de défendre. Le stock dépensé dans la bataille toutes ses liquidités. L'ICO est une institution aux abois, affai- blie par les retards de paiement de contributions par les pays produc- teurs. Leurs arriérés atteignent 95 millions de dollars, les plus mau- vais payeurs sont aussi les deux plus grands exportateurs mondiaux, la Côte-d'Ivoire et le Brésil.

A l'initiative des vingt-trois mem- bres exportateurs de l'ICO, une ses-

sion extraordinaire de son conseil s'est tenue ces jours derniers à Lon- dres, mais les débats se sont achevés vendredi 17 mars sans résultat tangi- ble. Au sein des consommateurs, les représentants de l'Allemagne fédé- rale, des Pays-Bas et de la Grande- Bretagne ont demandé la suspension du prélèvement de 30 dollars qu'ils versent à l'ICO sur chaque tonne de cacao importée.

Cette proposition a causé un début de panique dans les rangs des producteurs. Une telle mesure est susceptible de priver totalement l'organisation de revenus. Elle serait contraire, pour se financer, de ven- dre sur le marché une partie de son stock-tampon. Une initiative qui accentuerait la pléthore ambiante et entraînerait sans aucun doute un nouvel accès de faiblesse des prix. De l'avis des professionnels, la crise du cacao illustre la difficulté que connaissent nombre de pays du tiers- monde à s'affranchir de leur dépendance à l'égard d'une matière pre- mière. Les pays africains payent actuellement leur obligation à vo- leur production mondiale de cacao en échangeant le développement économique couronnerait cet effort. L'heure est venue pour eux de déchanter. La Côte-d'Ivoire sup- porte avec peine une dette de l'ordre de 10 milliards de dollars, et les prix du cacao sont au plus bas. Pour longtemps sans doute.

ERIC FOTTORINO.

La mort de Pierre Calvet

En la personne de Pierre Calvet, récemment décédé à l'âge de soixante-dix-huit ans (*le Monde* date 12-13 mars), disparaît un homme qui, outre son rôle de premier plan dans la Résistance - où il fut notamment l'occasion de prépa- rer la réimpression des départements d'Alsace-Lorraine dans le territoire national - occupa dans l'adminis- tration d'abord, puis dans les affaires et la banque (il fut vice- président de la BNP de 1966 à 1970), d'importantes fonctions.

De 1972 à 1975, il avait présidé la Caisse centrale de coopération éco- nomique, renouant ainsi avec les activités qu'il avait exercées pen- dant les années 50 et la première moitié des années 60 au service de la zone franc. Il avait pendant long- temps été président du comité moné-

taire de cette dernière et avait siégé au conseil de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Second sous-gouverneur de la Banque de France en 1952, puis pre- mier sous-gouverneur de 1960 à 1966, Pierre Calvet avait été chargé à ce titre des affaires internationa- les. C'est lui qui, pendant douze ans, représentait la France au comité directeur de l'Union européenne des paiements, puis à celui de l'Accord monétaire européen. Il négocia avec succès, avant le rétablissement des affaires monétaires de la France fin 1958, l'obtention d'importants cré- dits indispensables pour assurer l'équilibre des comptes... et la mar- che de l'économie française. C'est lui qui, de 1947 à 1952, avait déjà assumé la lourde tâche de diriger l'Office des changes.

DEVICES ET OR

Belle tenue du franc

Ce n'est pas tant le dollar qui, malgré une vive poussée et deux vagues d'interventions concertées des banques centrales, a tenu la vedette dans les salles des changes parisiennes. Une fois n'est pas coutume, le franc français a également été l'événement, en se redressant vivement vis-à-vis du mark, alors que la devise allemande était blo- quée depuis plusieurs mois autour de 3,40 F.

Propulsée par l'annonce de la sup- pression du contrôle des changes pour les entreprises le 9 mars, soule- vée par une conjonction française toujours favorable et en particulier par la publication d'un indice provi- soire des prix à la consommation satisfaisant en février (+ 0,3 %), la monnaie française a de quoi plaire aux investisseurs. D'autant plus que, comme à son habitude, le franc bénéficie depuis quelques jours de la pousse du dollar, qui affaiblit le mark au sein du SME.

Selon les rumeurs du marché, la hausse du franc aurait été provo- quée en début de semaine par une vente de 2 milliards de marks de la part d'une entreprise française, et de nombreux autres achats auraient suivi. Le mark valait 3,386 F à la cotation officielle de Paris le 17 mars, contre 3,391 F une semaine auparavant ; c'est le meilleur niveau du franc depuis le mois de août dernier, même si beaucoup d'observateurs restent sceptiques sur sa poursuite. Le franc a fait un cours pivot fin mars, le dernier réajustement du SME, en janvier 1987 (3,35386).

La suppression pratiquement totale du contrôle des changes a pro- voqué des remous dans les salles des marchés, qui n'avaient pas prévu un tel allègement des contraintes pesant sur les opérations de change des entreprises. Pendant quelques

jours, « on ne savait sur quel pied danser », remarquait le responsable du marché des changes d'une grande banque parisiennne ; certains continuant à coter séparément les taux du franc intérieur et ceux de l'eurofranc, alors même que ces derniers n'existent plus, résidents et non-résidents pouvant désormais effectuer à leur guise des transac- tions sur la devise française. Mais en fin de semaine, la situation était revenue à la normale. Reste à espé- rer que le franc ne sera pas chahuté dans un avenir proche, le temps que tous les nouveaux dispositifs de prêts (en particulier sur le long terme) puissent se mettre en place.

Pendant que le marché se réajus- tait de la bonne tenue du franc, le dollar a subi deux poussées à la hausse. La première, le 15 mars, d'ampleur limitée, a provoqué une vague d'interventions modestes de la part de la Réserve fédérale et des banques centrales européennes. Dès le lendemain, les achats de dollars refusant, d'autant plus que l'annonce d'un déficit commercial américain en baisse au mois de jan- vier (9,5 milliards de dollars) avait été accueillie avec beaucoup d'in- différence.

En outre, la publication de plu- sieurs indices économiques laissant préager un ralentissement de l'acti- vité aux Etats-Unis en février (baisse de 0,4 % des ventes au détail, diminution du taux d'utili- sation des capacités industrielles à 84,3 %, recul des mises en chantier de 11,4 %, maintien de la production industrielle) avait permis d'espérer la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. C'était cependant compter sans l'annonce, le 17 mars, d'une progression très vive (+ 1 %) des

prix de gros aux Etats-Unis en février, dont les spécialistes estiment que, même en excluant l'énergie et l'alimentation, elle s'élève à 0,6 % environ.

Alors que les indices boursiers chutaient et que les rendements obli- gataires se tendaient fortement, le dollar s'est immédiatement raf- fermi, provoquant de nouvelles interventions, d'abord des banques centrales européennes, puis de celle des Etats-Unis. Il a ainsi gagné plus de 3 centimes, cotant 6,3550 F à New-York, le 17 mars, contre 6,3225 F une semaine plus tôt. Contre le mark, le billet vert attein- gnait 1,8775. La flamme du dollar était particulièrement nette contre le yen, resté très discret depuis le début de l'année. Le dollar cotait 131,70 yens vendredi à la clôture de New-York, son plus haut niveau depuis l'automne dernier. Symbo- liquement, ce décollage du yen inter- vient alors que, pour la première fois depuis 1985, les statistiques men- suelles japonaises de la balance des paiements de février reposent sur la même parité dollar-yen (128) qu'un an auparavant.

Après deux semaines d'accalmie sur les marchés des changes - depuis que la Bundesbank avait choisi, le 2 mars, de ne pas relever ses taux directeurs à la suite de la hausse du taux de l'escompte amé- ricain du 24 février, les interrogations sur l'évolution probable du dollar en cette période de fin de cycle éco- nomique sont reparties de plus belle.

FRANÇOISE LAZARE.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 13 AU 17 MARS
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| PLACE | Livre | SEIL | Franc suisse | D. mark | Franc belge | Florin | Lira |
|------------|---------|--------|--------------|---------|-------------|---------|---------|
| New-York | 1,7140 | - | 15,7890 | 61,9325 | 53,3333 | 2,5484 | 47,2813 |
| | 1,7160 | - | 15,8165 | 62,7943 | 53,6480 | 2,5641 | 47,5511 |
| Paris | 18,7770 | 6,3460 | - | 397,91 | 338,45 | 16,1775 | 300,05 |
| | 18,8494 | 6,3225 | - | 397,91 | 339,19 | 16,2115 | 300,44 |
| Zurich | 2,7801 | 1,6150 | 26,3901 | - | 85,3333 | 4,1757 | 11,7554 |
| | 2,7721 | 1,6051 | 26,3852 | - | 85,3333 | 4,1651 | 11,7454 |
| Frankfurt | 3,3135 | 1,8750 | 29,5462 | 116,10 | 85,6245 | 4,7765 | 88,6525 |
| | 3,3196 | 1,8640 | 29,4820 | 117,85 | - | 4,7795 | 88,6392 |
| Breuxelles | 67,8574 | 35,24 | 6,1834 | 24,2972 | 209,28 | - | 18,5532 |
| | 66,9240 | 35,09 | 6,1084 | 24,4897 | 209,22 | - | 18,5449 |
| Amsterdam | 3,6251 | 2,1150 | 26,3901 | 116,10 | 85,6245 | 4,7765 | 88,6525 |
| | 3,6251 | 2,1150 | 26,3901 | 116,10 | 85,6245 | 4,7765 | 88,6525 |
| Milan | 235,84 | 1374 | 214,51 | 858,77 | 732,38 | 35,0125 | 648,45 |
| | 237,49 | 1348 | 214,57 | 859,88 | 733,80 | 35,0760 | 650,50 |
| Tokyo | 225,56 | 131,69 | 267,37 | 61,4644 | 70,1267 | 3,3357 | 62,2221 |
| | 222,30 | 129,55 | 264,90 | 61,3008 | 69,5810 | 3,3277 | 61,6225 |

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 17 mars, 4,8222 F contre 4,8804 F le vendredi 10 mars.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'accalmie n'aura pas duré

Le marché obligataire a subi un nouveau plongeon le 17 mars, en réponse à l'annonce d'une hausse de 1 % des prix de gros aux Etats-Unis au mois de février, qui laisse préa- ger une accentuation des pressions inflationnistes. Pourtant, quelques séances de répit avaient, dans les jours précédents, redonné aux opé- rateurs un nouvel optimisme, fondé sur l'idée que la surchauffe de l'éco- nomie américaine n'est pas réelle, et que la configuration des taux d'inté- rêt mondiaux est satisfaisante.

« Cela suffit. Il faut souffler », expliquait un opérateur sur le MATIF, lassé de plusieurs semaines de fortes tensions sur les taux d'inté- rêt, et encouragé par les nombreux indices de détente du marché.

Publications d'indicateurs et déclarations de responsables moné- taires, comme celle du président de la Bundesbank Karl Otto Poehl, semblaient lui donner raison.

M. Poehl avait beaucoup impres- sionné les marchés en déclarant le 14 mars que les hausses de prix éle- vées récemment enregistrées en Allemagne fédérale étaient liées à des facteurs très exceptionnels (principalement la hausse des taxes indirectes) et que, à son avis, le niveau du loyer de l'argent en RFA n'aurait pas besoin d'être relevé pour que les pressions inflationnistes soient contenues.

Le Bundesbank a procédé le 15 mars à une prise en pensions au taux fixe de 5,80 %, le même que la semaine dernière, et plus faible que le 6,20-6,75 % enregistré au début du mois. De là, il paraissait certain qu'elle laisserait ses taux directeurs inchangés lors de sa réunion bimen- suelle du 16 mars. Le contrat Banque de France s'est montré très généreux lors de son appel d'offres du 16. Maintenant son taux d'intervention inchangé à 8,25 %, elle a

procédé à une distribution nette de liquidités de 22,7 milliards de francs alors même que s'ouvre la période de reconstitution des réserves des banques.

Ces deux opérations avaient contribué à détendre les conditions du crédit en Europe, le marché fran- çais étant par ailleurs soutenu par la bonne tenue du franc et le niveau élevé des taux réels. Le différentiel d'inflation entre la France et la RFA se maintient à son niveau historique- ment bas, soit 0,8 point en février, après le record de 0,7 point en jan- vier. Dans ces conditions, le main- tien de l'écart de taux monétaires per- met actuellement à la France d'offrir des rendements très attrayants pour les investisseurs étrangers.

Dans ce climat favorable, le MATIF s'était nettement redressé tout au long de la semaine, le contrat notional échéance juin remontant jusqu'à 105, contre 103,8 le 10 mars après l'annonce d'une baisse importante du taux de chô- mage aux Etats-Unis. Cette reprise avait été favorisée par la grande sta- bilité du marché du crédit améri- cain. De lundi à jeudi, le rendement de l'emprunt à rente ans du Trésor 87/8 s'était resté confiné entre 9,12 % et 9,15 %.

Cependant, la publication de l'indice des prix de gros, bien supé- rieur à toutes les estimations, a fait l'effet d'une bombe : le rendement de l'emprunt phare américain s'est tendu jusqu'à 9,30 % et le MATIF a une nouvelle fois témoigné de sa sen- sibilité à l'évolution des taux améri- cains. En une demi-séance, dans l'après-midi du 17, le contrat échéance juin perdait plus d'un point, retombant à 104.

Circulaient à nouveau des rumeurs de relèvement du taux de

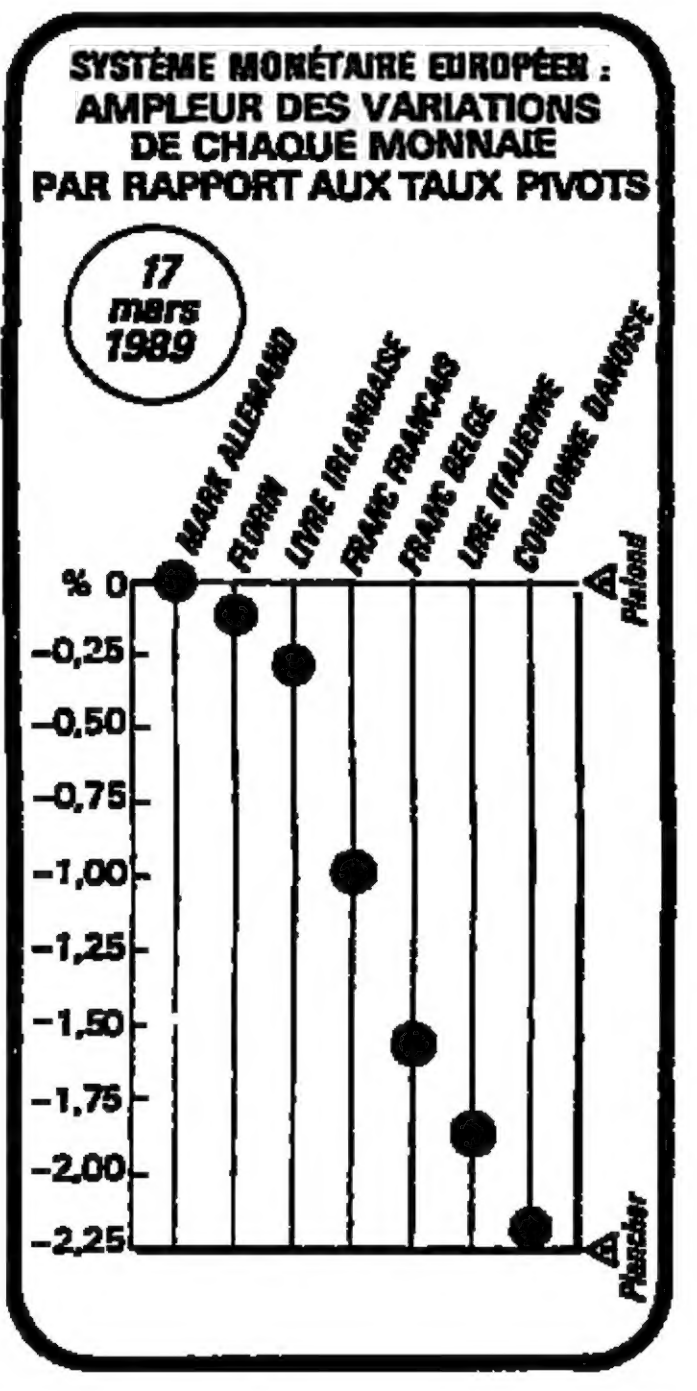
l'escompte américain, déjà porté à 7 % le 24 février. Mais la Réserve fédérale, dont on attendait au moins qu'elle laisse monter doucement le loyer de l'argent en réponse à la chute du marché obligataire, a au contraire injecté pour 1,5 milliard de dollars de liquidités, alors que les fonds fédéraux se traitaient à 9,7/8 %.

Comme si une mauvaise nouvelle ne suffisait pas, le cours du baril de pétrole a atteint son plus haut niveau depuis quinze mois le jour de la publication de l'indice des prix de gros aux Etats-Unis, franchissant à New-York la barre psychologique de 20 dollars.

Si, pendant quelques jours, cer- tains opérateurs ont pu penser que la hausse des taux d'intérêt dans la plu- part des pays industrialisés au cours des derniers mois s'était révélée suf- fisante pour calmer l'inflation, la journée du 17 mars oblige à poser de nouveau la question.

Le marché primaire sur lequel peu d'émetteurs avaient osé se risquer à bien sûr subi le contre- coup de la chute du marché obliga- taire. Pourtant, les quelques émis- sions du début de la semaine se sont relativement bien déroulées. C'est le cas de l'emprunt 3 milliards de francs (dont 1,3 milliard à taux fixe) du Crédit local de France qui, coté à 9 %, s'est traité avec une décote de 1 %-1,05 %, faisant resor- tir le rendement à 9,15 % environ. De même, les 2 milliards de francs émis par le Crédit agricole ont été facilement placés, en grande partie dans ses propres réseaux, il est vrai. A noter également une émission de la Cofiroute de 600 millions de francs. Emis à 9,20 % avec la Société générale pour chef de file, l'emprunt s'est traité à 9,45 % envi- ron.

F.L.



PRODUITS COURS DU 17-18

| Produit | Cours |
|---------------------|----------------|
| Café (Arabica) | 1 772 (- 63) |
| Aluminium (Londres) | 2 012 (- 28) |
| Nickel (Londres) | 16 880 (- 300) |
| Sucre (Paris) | 2 070 (+ 14) |
| Café (Londres) | 1 150 (- 34) |
| Cacao (New-York) | 1 360 (- 37) |
| BSE (Chicago) | 440 (+ 4) |
| Mati (Chicago) | 282 (+ 3) |
| Soja (Chicago) | 243,60 (+ 6,4) |

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | TÉLÉMATIQUE |
|---|--|--|--|---|--|---|
| 3 Le chef du PC chinois lance un appel à l'ordre. 5 États-Unis : M. Cheney confirmé au poste de secrétaire à la défense. | 6-7 Avant le second tour des élections municipales. 7 « Livres politiques », par André Laurens. | 8 Le commissaire Jobic à la question. - Les musulmans de France et l'affaire Rushdie. - Sports : bronze baroque pour la France aux championnats du monde de patinage artistique. | 14 Mode : la Semaine du prêt-à-porter automne-hiver 1989. ACADÉMIE FRANÇAISE 9 à 12 La réception de M. Pierre-Jean Remy. | 17 Selon le FMI, l'inflation va s'accroître en 1989, mais la croissance restera vigoureuse. - L'enquête de la COB sur le marché. 18 Revue des valeurs. 19 Crédis, changes, grands marchés. | Abonnements 2 Cartes 16 Météorologie 16 Mots croisés 16 Télévision 16 Spectacles 15 | ● Résumés vos séjours à la montagne SEJOUR ● Municipales : les résultats complets du 1 ^{er} tour ELEC ● Chaque matin le mini-journal de la rédaction JOUR ● L'actualité 24 heures sur 24 AFP 3615 tapez LM et 3615 tapez LE MONDE |

Pour éviter des manifestants

M. Rocard écourté sa visite à Besançon

BESANCON
de notre correspondant

« *Iran-s'y, Iran-s'y pas ?* » Dans la salle des mariages de l'hôtel de ville de Besançon, où Robert Schmitt, maire socialiste sortant, et ses collègues recevaient le premier ministre au terme de sa tournée électorale, la question était dans tous les esprits. Une manifestation d'environ cent cinquante enseignants, dont les organisateurs SNES, FEN, SNI-PEGC avaient pourtant fait savoir qu'elle serait aussi peu agressive que possible, allait-elle dissuader M. Rocard de se rendre au meeting prévu dans la salle voisine du Kursaal, où les électeurs l'attendaient depuis deux heures.

L'auditoire restreint admis à l'hôtel de ville finit par apprendre que M. Rocard ne se rendrait pas au Kursaal. Le chanteur Francis Lalanne, dont le nom figurait sur les

affiches dans le même caractère que celui de M. Rocard, fit donc à lui seul la soirée, tandis qu'au dehors militants socialistes et enseignants se renvoyaient mutuellement la responsabilité de la défection du premier ministre. « Vous l'avez empêché de venir, vous ne vous étiez pas si Tournaux », [NDLR] le concurrent RPR prend la mesure.

« On n'avait que cette occasion de lui rappeler ses promesses, on voulait seulement lui parler. » Pendant ce temps, les Verts, qui avec leurs 12 % ont choisi de se maintenir au second tour, accusés eux aussi de faire le jeu de la droite, distribuaient tranquillement leurs tracts aux uns et aux autres. En fin de soirée Robert Schmitt devait intervenir rapidement pour préciser que M. Rocard avait dû se plier à des impératifs de sécurité.

C. F.

La bataille d'Orly

Le suffrage universel est « dans la cave »

« *T'es rien à faire dans le quartier. T'es plus un élu. Dégage !* » Le climat est à la franche camaraderie à Orly où un duel fratricide oppose au second tour des élections municipales M. Gaston Viers, maire sortant réélu, et son adversaire M. Alain Girard, communiste « orthodoxe » présenté par le PCF et le PS (31,28 %). Alors qu'il effectuait une tournée d'électeurs avec un collègue dans une cité, jeudi 16 mars M. François Philippot, adjoint socialiste au maire d'Orly et conseiller de M. Viers — ancien socialiste ne figurant sur la liste Girard — se fait apostropher en ces termes peu amènes. Un bref dialogue s'engage :

— « Ce sera un suffrage universel de dire si je suis un élu ou non », rétorque M. Philippot.

« On va te faire voir le suffrage universel dans la cave », aurait répondu l'un de ses trois interlocuteurs.

Coup de tête sur le nez, traumatisme nécessitant huit jours d'arrêt de travail, M. Philippot a déposé plainte à la gendarmerie. Ses trois agresseurs seraient des jeunes gens communistes de Vitry. C'est la seconde fois en une semaine qu'une personne

proche de M. Viers se voit contraindre de déposer plainte. Selon le maire et ses amis, Orly est investie par des militants actifs venus d'Ivry, de Vitry, de Choisy-le-Roi, de Villejuif et de Charenton-le-Pont. Autant de municipalités tenues par le PCF, dont le sort a déjà été réglé au premier tour. « Orly est occupée et nous faisons de la résistance », dit l'un. « Actuellement, quinze équipes placardent sans discontinuer des affiches de Girard », dit l'autre.

Le soud principal du maire d'Orly est le « *sindacisme du scrutin* » du dimanche 19 mars, car la venue en masse de personnes étrangères à la commune le précède vivement. « Si il y a des incidents, dit-il, j'accuse par avance les gens venus d'ailleurs qui sont dangereux. » Dans l'humanité du 18 mars, M. Jean-Claude Lefort, premier secrétaire de la fédération du Val-de-Marne du PCF, accuse les amis de M. Viers d'utiliser un « *procédé* » digne des pires méthodes archaïques utilisées ailleurs qu'à gauche ». Il condamne « *ferme* » les auteurs de la tension actuelle, en précisant que son exploitation est le « *signe* » des difficultés rencontrées par d'autres.

FRANCIS GOUGE.

Les conflits dans la presse parisienne

M. Miot réfute les accusations de FO

Après la CFDT (le Monde du 17 mars), le syndicat national FO des employés et cadres de presse a exigé, vendredi 17 mars, d'être partie prenante aux négociations sur la modernisation de l'impression et de la distribution des quotidiens nationaux, dénonçant les « *accords secrets* » passés entre le Syndicat du Livre CGT et le Syndicat (national) de la presse parisienne (SPP).

Dans un communiqué, le président du SPP, M. Jean Miot, a estimé ces déclarations « *démues de tout fondement. Tous les accords relatifs à la restructuration de la presse parisienne entre les entreprises et le Comité inter-syndical du Livre CGT, sous l'égide du SPP, découlent de l'accord-cadre du 7 juillet 1976 et des neuf avenants qui s'ensuivent [...]. Ces accords*

sont bien évidemment officiels. » Le jeudi 16 mars 1989, ajoute M. Miot, le SPP a convoqué l'ensemble des organisations syndicales représentant les ouvriers, les employés et les cadres pour examiner l'évolution des salaires de 1989. Un constat a été dressé, démontrant une nouvelle fois l'impossibilité d'aboutir à une participation conjointe de l'ensemble des organisations syndicales aux différentes négociations. Cette impossibilité ne saurait, en aucun cas, être le résultat d'une discrimination patronale.

Autre témoignage de la tension existant dans la presse parisienne actuellement : trois cents militants CGT des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) ont forcé les grilles et sont entrés en force, vendredi 17 mars, dans un centre de routage de presse, à Créteil (Val-de-Marne), pour exiger que les lisses de magazines qui y étaient triées soient « *rapatriées* » aux NMPP. L'entreprise privée — la Flèche cavallonnaise — était accusée par les manifestants de servir de réseau parallèle de routage pendant le conflit agitant les NMPP. Les lisses de magazines qui devaient être triées et routées (le Point, Aujourd'hui Madame, Femme d'aujourd'hui, Jours de France, Télé-Poche, Télé-7 jours et des catalogues de la Redoute) ont été chargés à bord de six poids lourds appartenant à l'entreprise, qui ont été conduits sous escorte CGT vers des centres NMPP.

ISLANDE
geysers
et volcans

avec votre voiture

à bord du

de terre "Norröna"

de la Smyril Line

vous permet de voyager

à bord du

vous permet de voyager

à bord du

vous permet de voyager

à bord du

vous permet de voyager

à bord du

vous permet de voyager

à bord du

vous permet de voyager

à bord du

Les protestations contre « les Versets sataniques »

Nouvelles manifestations dans des pays musulmans

De nouvelles manifestations contre les Versets sataniques et la Grande-Bretagne se sont déroulées, vendredi 17 mars, au Bangladesh et au Soudan, où plusieurs milliers de musulmans ont réclame la tête de Salman Rushdie. A Khartoum, les manifestants ont demandé la rupture des relations diplomatiques avec Londres, et le boycott des produits en provenance de ce pays. A Dacca, c'est aux cris de « nous tuerons Rushdie » que plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues à l'issue de la prière de vendredi. Cependant, en Malaisie, les autorités ont interdit la vente de Newsweek et de la Far Eastern Economic Review (dont le siège est à Hongkong) pour avoir reproduit des extraits

des Versets sataniques. (Lire également en page 1 l'article de Henri Tincq).

Londres a, par ailleurs, accueilli favorablement le fait que la Conférence islamique, qui vient de se tenir à Ryad, n'a pas soutenu l'appel au meurtre iranien contre Salman Rushdie (le Monde du 18 mars). « Nous constatons que la majorité modérée du monde islamique prévaut », a déclaré un porte-parole du Foreign Office.

L'affaire Rushdie a, en outre, privé le prince Charles de l'un de ses sports favoris, vendredi, à Dubai, où, à la demande des autorités britanniques, il a renoncé à participer à un match de polo « pour des raisons de sécurité ». — (AFP, AP, UPL)

« Pragmatistes » contre « radicaux » en Iran

L'affaire Rushdie n'a pas mis fin à la lutte pour le pouvoir

Près d'un mois après le début de l'affaire Salman Rushdie, qui a permis à l'imam Khomeiny de reprendre en main une situation qui semblait lui échapper, rien n'a pratiquement changé en Iran sur le plan intérieur. Contrairement à ce qui s'était passé il y a environ dix ans, lors de la prise d'otages de l'ambassade des États-Unis, la rue est demeurée pratiquement indifférente aux appels du guide.

Les dirigeants des différentes factions du sérail islamique, vertement sermonés par l'imam le 23 février dans son message adressé aux oulémas (docteurs de la loi musulmane) leur demandant de rester unis, ont tous fait acte d'allégeance. Mais dans la pratique la lutte pour le pouvoir n'a pas cessé et s'est poursuivie comme si le message de l'imam n'avait pas été entendu.

Le principal perdant de cette interminable lutte pour la succession est pour l'instant le chef du clan des « pragmatistes », l'ingénieur Rafsanjani, dont l'autorité a été sérieusement ébranlée. Le président du Majlis, qui avait été nommé, en juin 1988, commandant en chef par intérim des forces armées, a perdu presque la moitié de ses pouvoirs militaires. En effet, le 7 mars, un obscur religieux d'Isfahan, l'hojatoleslam Abdolkarim Nouri, a été nommé au poste de représentant de

l'imam auprès des pasdaran (les gardiens de la révolution).

Ces derniers supportaient mal la tutelle de M. Rafsanjani, en qui ils voient l'un des principaux responsables des revers militaires ayant finalement conduit l'Iran à accepter la résolution 598 des Nations unies « dans les pires conditions possibles ». Ils obtiennent ainsi partiellement satisfaction.

Le commandant en chef des forces armées n'a plus désormais son mot à dire sur tout ce qui concerne pratiquement la moitié des forces militaires du pays. Ce n'est pas un hasard si le contrôle des activités des pasdaran a été confié à l'hojatoleslam Nouri. Il fait, en effet, partie du bureau du fils de l'imam, Ahmed Khomeiny, qui, lui ne l'ignore, est le deux ex machina du clan des « radicaux » et qui réagit depuis longtemps de réduire les pouvoirs, à ses yeux exorbitants, de M. Rafsanjani.

La riposte n'a pas tardé. Les trois principaux chefs de file des « pragmatistes » — MM. Rafsanjani, Khamenei et Mousavi — qui font partie du Conseil suprême de la justice — ont aussitôt réorganisé cet organisme de manière à réduire singulièrement les pouvoirs de M. Khomeini, qui fut le mentor des étudiants de la ligne de l'imam et qui occupe actuellement les fonctions de procureur de la République.

EN BRIEF

● **Infiltration à la frontière israélo-jordanienne** : un soldat israélien a été tué et un autre blessé dans la nuit de vendredi 17 à samedi 18 mars, lors d'une opération de commando à la frontière israélo-jordanienne. L'incident s'est produit dans la région de Hatzeva, dans le désert du Néguev (sud d'Israël), selon des sources militaires israéliennes. C'est la première fois depuis plusieurs années qu'une tentative d'infiltration à partir du territoire jordanien réussit. Par ailleurs, deux Palestiniens ont été tués samedi à Gaza lors de heurts entre manifestants et militaires. — (AFP)

● **Attentat contre le foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer** : neuvième inculpation. — Serge Bayoni, trente-deux ans, à la fois agent de sécurité, chauffeur et garde du corps à Cagnes-sur-Mer, a été interpellé en début de semaine par la police judiciaire de Nice, a été présenté, vendredi 17 mars, au parquet de Grasse, puis ensuite inculpé, notamment, d'assassinat, de destruction de biens mobiliers et immobiliers par substance explosive ou incendiaire par M. Jean-Pierre Muciano, juge d'instruction. Placé sous mandat de dépôt, Serge Bayoni aurait reconnu sa participation à l'attentat raciste commis le 19 décembre dernier contre le foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes).

● **M. Monod repousse l'idée d'une fusion entre la Cinq et M 6**. — Bien que M 6 ait perdu environ 400 millions de francs en 1988, il n'est pas question pour la Lyonnaise des eaux (actionnaire à 25 % de la chaîne) de s'en désengager. Le PDG de la Lyonnaise, M. Jérôme Monod, a au contraire déclaré, vendredi 17 mars, vouloir « *persévérer jusqu'à ce que les activités de son groupe dans le câble et la télévision soient équilibrées, c'est-à-dire entre 1991 et 1993* ». Interrogé sur une éventuelle fusion de la Cinq et de M 6 — une hypothèse notamment évoquée par le PDG de Canal Plus, M. André Rousselet, — M. Monod a rétorqué ne pas savoir « *ce que veut dire le rapprochement de deux parties* ».

● **Les infirmières anesthésistes suspendent leur grève**. Les infirmières anesthésistes ont annoncé le vendredi 17 mars leur décision d'arrêter leur grève en attendant les conclusions du groupe de travail mis en place par le ministre de la santé. Selon le communiqué de la coordination nationale des infirmières anesthésistes et le syndicat national, les infirmières anesthésistes, qui en étaient vendredi à leur deuxième jour de grève, s'occupent par le ministre de créer un groupe de travail réunissant infirmières anesthésistes, médecins anesthésistes et direction des hôpitaux est une avancée dans le conflit.

● **Chantiers navals** : quinze navires pour l'Espagne. — Trois chantiers navals espagnols (Factorías Vulcanas, Naval Gijón et Astilleros Reunidos del Nervión) ont reçu une commande du courrier britannique Clarkson pour la construction de quinze navires de 5 000 tonnes. Ces bateaux battent pavillon libérien. L'association des armateurs espagnols, qui annonce ce qui est le plus important contrat de l'histoire de la construction navale ibérique, estime la valeur de cette commande à 60 milliards de pesetas (3,2 milliards de francs).

(Publicité)

Chintz de toute beauté ? Ou ?

Où trouver du chintz et du satin imprimé à 39,50F le mètre linéaire en 140 cm d'art-satins ? Je crois que c'est impossible. Normalement c'est : 150 F ?

Où, mais chez André Tisseu, qui a bénéficié d'un lot non épuisé pour une chaîne d'hôtels, on le vend à 39,50F qualité « *sage* » parée aussi pour mari et rideaux. Incroyable mais vrai. Tant qu'il y a du stock à l'entrepôt secret du 8 impasse St-Sébastien 11^e, tél. : 43.55.66.50. Agnès Franc. Ne pas se tromper : arrivant par le bd R. Lemaire, à la hauteur du 57^e prend la Rue St-Sébastien puis 1^{er} à gauche (r. Alp. Bazin) puis 1^{er} à gauche impasse St-Sébastien. Art de stimuler la curiosité morbide des télespectateurs au lieu de les aider

En 1988

1 182 passagers aériens ont été tués

Selon les statistiques de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), on a déploré en 1988 la mort de 1 182 personnes dans des accidents d'avions commerciaux, soit une augmentation de 9,1 % par rapport à l'année précédente, qui avait vu la disparition de 1 083 personnes. L'OACI distingue les vols réguliers, qui ont connu 27 accidents faisant 735 victimes (26 accidents et 901 victimes en 1987) ; les vols non réguliers, qui ont connu 21 accidents faisant 178 victimes (11 accidents et 47 victimes), et les cinq actes de terrorisme ayant tué 269 personnes (4 attentats et 135 victimes).

En dépit de l'aggravation de la morbidité aérienne, les vols réguliers ont confirmé leur haut niveau de sécurité puisque le nombre de passagers tués par cent millions de passagers-kilomètres est tombé de 0,06 en 1987 à 0,04 en 1988.

ESPAGNE

Jesus-Maria de Leizaola, ancien président du gouvernement basque en exil, est mort

Saint-Sébastien. — Jesus-Maria de Leizaola, qui présida le gouvernement basque en exil à l'époque de la dictature du général Franco, est décédé à l'âge de soixante-deux ans, à Saint-Sébastien, d'une crise cardiaque, a-t-on appris vendredi 17 mars, de source hospitalière.

Leizaola s'était réfugié en France en 1937 lorsque les troupes de Franco s'étaient emparées du Pays basque espagnol. Il était alors ministre de la justice et de la culture du gouvernement basque, dont il allait devenir officiellement président en 1940.

Il était revenu en Espagne en décembre 1979 et avait alors abandonné la présidence du gouvernement basque, après la création de la communauté autonome d'Euzkadi dans trois des quatre provinces basques espagnoles, quatre ans après la mort de Franco. — (Reuters)

En Italie

Polémiques autour de la « Televisione verita »

La télévision privée italienne demeure un véritable Far West pour producteurs en quête d'innovations. Ainsi, l'une des trois chaînes privées de Silvio Berlusconi, Canale 5, a lancé récemment la « Televisione verita », des documents d'une vingtaine de minutes destinés à illustrer des événements graves (enlèvement, procès, etc.). Le 15 février, l'émission de « Televisione verita » programmée sur Canale 5 a secoué la péninsule. En direct à l'écran, un jeune homme s'est injecté une dose d'héroïne dans une veine de son bras déjà criblé de piqûres. Le film était censé produire un tel choc qu'il détournerait les jeunes de la drogue. Un problème crucial en Italie, qui a dû faire face, l'an dernier, à l'accroissement du nombre d'héromanes (environ 450 000) et à la recrudescence de décès par surdose (plus de 700).

A l'issue de l'émission, des centaines d'appels ont assailli le standard de Canale 5. Selon la direction de la chaîne, 90 % d'entre eux exprimaient le soutien des téléspectateurs à ce programme. Certains allaient jusqu'à réclamer que ce document soit rediffusé et montré dans les écoles. Dans les jours qui suivirent, la presse italienne a longuement débattu du bien-fondé de ces émissions de « Televisione verita », en interrogeant experts et personnalités de médias. Un de ces observateurs, Massimo Buscema, a expliqué que « *le fond sonore de l'émission — une musique de Joan Baez — constituait un avertissement qui pouvait plutôt inciter les jeunes à consommer de la drogue* ». Le directeur de la RAI, Enrico Manca, s'est inquiété d'un « *programme si violent qui risquait de stimuler la curiosité morbide des*

à exercer leur sens critique ». En revanche, Guglielmo Zucconi, producteur de l'émission, a indiqué que celle-ci « *malgré son côté coup de poing, était nécessaire puisque rien n'avait bougé sur le front de la lutte anti-drogue* », tandis que le fondateur du centre San-Patrigiano, l'un des lieux d'accueil pour drogués les plus connus en Italie, Vincenzo Muccioli, a assuré que « *l'émission et son style étaient absolument justifiés : ces images montrent les choses telles qu'elles sont* ».

La justice s'est saisie du dossier. Guglielmo Zucconi et deux de ses assistants sont actuellement soumis à une enquête. Celle-ci devrait préciser si le jeune héromane a été incité à se piquer à l'écran pour les besoins de l'émission, ou si le document a été filmé « *en situation* ». Dans le premier cas, le producteur risque d'être inculpé pour incitation à usage de drogue. Mais le jeune homme apparu à l'écran, et identifié depuis, n'avait toujours pas été interrogé cette semaine.

La « Televisione verita » n'en est pas à ses premiers démêlés avec la justice italienne. D'autres documents — l'interview d'un activiste des droits des animaux recherché par la police, un entretien en direct avec un enfant récemment enlevé, etc. — font aussi l'objet des investigations de la justice.

YVES-MARIE LABÉ.

Le numéro du « Monde » daté 18 mars 1989 a été tiré à 538 965 exemplaires

A B C D E F G

هكذا من الأصل